

réseautage

respons

on développement

capacités



créativité

nt social égalité

Rapport annuel 2006

munauté

soutien des p

abordables

partenari

transparence

commu

focus global

diver

Sud

Rapport annuel 2006

APC Rapport annuel 2006
ISBN: 92-95049-39-X
APC-200707-APC-AR-FR-P-0039

Licence Creative Commons: Paternité-Pas d'utilisation Commerciale- Pas de Modification 3.0
creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/deed.fr

Conception graphique: MONOCROMO info@monocromo.com.uy

Imprimé par: MONOCROMO

Imprimé en Uruguay
Edition faite sous protection de l'article 79 de la loi 13.349
Dépôt légal 342123

TABLE DES MATIERES

Introduction au rapport annuel d'APC 2006 /	5
Message de la présidente du conseil exécutif d'APC /	11
Programmes d'APC: accomplissements en 2006 /	15
Programme des politiques de communication et d'information (PPCI) /	16
Programme d'usage stratégique et de renforcement des capacités (USRC) /	31
Programme d'appui aux réseaux de femmes (PARF d'APC) /	41
Développement de réseaux et participation /	55
Communications, médias et promotions /	59
Membres d'APC en 2006 /	62
Nouveaux membres d'APC en 2006 /	64
Réalisations des membres d'APC en 2006 /	66
Répertoire: gouvernance et équipe /	82
La communauté d'APC dans le monde: événements où APC a été présente en 2006 /	86
Publications et recherche d'APC /	92
Etats financiers annuels pour 2006 /	95
Remerciements /	96
Acronymes et abréviations /	98



ANRIETTE ESTERHUYSEN
DIRECTRICE EXECUTIVE D'APC

INTRODUCTION AU RAPPORT ANNUEL D'APC 2006 PAR LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE

En 2006, le travail d'APC a largement porté sur l'établissement de réseaux. Au-delà du réseau immédiat, nous avons continué de souligner l'importance d'un accès abordable à une infrastructure de l'information et de la communication. A APC, nous nous sommes efforcés de renforcer notre réseau en tenant des réunions régionales, en organisant des échanges et en établissant de meilleurs systèmes de communication, de gestion et de suivi pour nos membres.

L'infrastructure du réseau

En collaboration avec des journalistes, des régulateurs, des fournisseurs de services internet et des réseaux d'universitaires, nous avons cherché à promouvoir l'accès ouvert au système des câbles de fibre optique sous-marins qui apportent la connectivité internet internationale aux Africains. Nous avons organisé des forums publics sur le Système de câble sous-marin de l'Afrique de l'Est (EASSy), qui aurait pu fournir la première connexion internet autre que par satellite à l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Est et une bonne partie de l'Afrique du Sud, ainsi qu'un forum des régulateurs sur le câble sous-marin actuel sur la côte ouest pour faire baisser les prix de la connectivité.

L'approche d'APC à l'égard de l'accès ouvert est axée sur les gens. Nous croyons que chacun *peut* avoir accès à l'information, au contenu et aux outils. Le coût de la bande passante est plus bas que jamais. La téléphonie mobile s'est généralisée et l'infrastructure du réseau internet est en train de converger. Grâce aux téléphones mobiles, il devient possible d'avoir une interaction directe avec un contenu et des applications internet.

L'Agenda de Tunis¹ adopté au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) en 2005 a insisté sur l'importance de l'infrastructure et reconnu la nécessité de nouvelles ressources financières. Or, très peu d'initiatives internationales en matière de TIC portent systématiquement sur le manque d'infrastructure. Le débat sur la question de savoir si l'infrastructure devrait être financée par l'investissement public ou par le secteur privé se poursuit, même si la solution est évidemment une combinaison des deux. Lorsque les gouvernements prennent les choses en main, comme dans le cas du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), une lourde bureaucratie se met en branle et les mesures sont toujours remises à plus tard.

Dans les secteurs du développement et du financement du développement, on reste sceptique quant à la valeur des TIC pour le développement. Malgré l'intégration

1 www.itu.int/wsis/documents/doc_multi.asp?lang=en&id=2267%7C0

progressive des TIC au travail de développement, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé, il existe peu d'initiatives internationales visant à remédier à l'absence d'infrastructures.

Pour que l'accès reste à l'ordre du jour au niveau mondial, APC a œuvré activement pour convaincre le Forum sur la Gouvernance de l'Internet de lui accorder la priorité, et nous avons publié une version révisée et actualisée de notre Charte des droits de l'internet. Mais nous devons continuer de livrer bataille pour que l'accès reste à l'ordre du jour.

Pourquoi l'infrastructure de l'information et des communications est-elle si fondamentale au développement et au changement social?

Je crois que la réponse se trouve dans le fait que l'infrastructure de l'information et des communications comporte plusieurs niveaux. Un niveau physique (p.ex. la dorsale internet, le spectre radio, les ordinateurs), un niveau de protocoles ou logique (p.ex. des normes ouvertes pour que tous les secteurs de l'internet puissent se «parler») et le contenu et les applications.

Mais on pourrait dire aussi qu'il existe un autre niveau, celui que constituent les processus sociaux que permet l'infrastructure, que l'on peut appeler le niveau «interactionnel» ou «relationnel» de l'infrastructure des TIC. J'ai tendance à penser que ce niveau comporte deux éléments principaux.

Premièrement, c'est là où se situe tout ce qui touche la mondialisation, la diversité, l'inclusion et l'exclusion. L'expansion des TIC a des conséquences positives et négatives. La gouvernance électronique et le fait de dépendre de l'internet pour accéder à l'information peut être source d'exclusion et contribuer à la formation de nouvelles élites. De nouvelles applications et de nouveaux services naissent tous les jours, mais ils exigent normalement d'avoir une carte de crédit et un compte bancaire.

Mais c'est également à ce niveau que les gens, individuellement et collectivement, s'approprient l'infrastructure et revendiquent l'espace pour protester, s'exprimer, partager et apprendre. C'est une sorte de macro-microcosme. Blogage, baladodiffusion, mise en signets sociale, partage de photos, journalisme citoyen: les étiquettes et les outils sont nombreux. Les développeurs, les marchés, les gens et les cultures tirent chacun la couverture de leur côté.

Et qu'en est-il de ceux qui n'ont pas d'accès? L'infrastructure mondiale des communications est-elle un bien public qui devrait être accessible à tous?

APC croit que la réponse est oui. Ceux qui vivent dans la pauvreté, qui sont marginalisés socialement, économiquement et politiquement, devraient pouvoir accéder aux moyens qui leur permettent de parler, de se faire entendre, d'utiliser les services en ligne et de participer aux décisions qui touchent leur vie.

Le deuxième élément du niveau interactionnel ou relationnel de cette infrastructure est la participation publique ou l'élément de justice sociale qui peut véritablement favoriser la transparence et la responsabilisation, la formulation et la mise en œuvre participatives des politiques, la mobilisation, la solidarité et la protestation. Cela n'est pas attribuable à l'existence de l'internet, mais au fait que les gens, les communautés

et les organisations utilisent l'internet pour organiser et/ou obtenir l'information dont ils ont besoin pour améliorer leur vie.

La pensée séquentielle

APC a toujours préconisé une approche intégrée à l'égard des TIC pour la justice sociale. Nous croyons que le développement de la conscience communautaire, l'organisation, le développement de contenu, le renforcement des capacités, l'apprentissage, l'innovation et l'investissement dans les outils et les technologies devraient tous se produire en même temps.

Mais dans les régions du monde où l'infrastructure n'existe tout simplement pas, il faut faire de sa création une priorité.

Le potentiel d'appropriation des TIC pour répondre à ses propres besoins est plus grand que jamais. La convergence de la téléphonie mobile et des réseaux internet neutralise l'argument voulant que les Africains ont besoin de plus de téléphones mobiles et à moindre coût. Oui, il existe un besoin de contenu et d'applications, mais sans infrastructure, il sera impossible de les utiliser. En accédant à l'infrastructure, les communautés et les citoyens peuvent créer leur propre contenu et exiger plus efficacement les services et la participation au processus décisionnel public auxquels ils ont droit.

Mais parallèlement, les efforts déployés pour construire la nouvelle infrastructure doivent tenir compte des tendances générales en matière de développement et de régulation de l'internet pour pouvoir garantir l'ouverture et une approche fondée sur les droits en matière d'accès.

Terrain contesté

La mondialisation est facilitée par l'infrastructure des communications et en a favorisé l'expansion. Mais en raison de la nature spécifique de l'infrastructure et de l'interaction qui en résulte avec les processus sociaux, son évolution et son utilisation sont quelque peu imprévisibles. Les personnes, les groupes et les communautés qui sont exclus des grands courants ont tout autant besoin de s'approprier l'infrastructure que les consommateurs confortablement installés en ligne. Cela conduit inévitablement à une confrontation entre d'une part, les groupes qui tentent de restreindre, de contrôler et de prévoir l'accès et l'utilisation pour accroître leur profit et d'autre part, ceux qui veulent garantir une approche ouverte. A moins que les défenseurs d'un meilleur accès en soient conscients, les initiatives commerciales de développement de l'infrastructure pourraient prendre la forme d'offres globales intégrant des limites à l'ouverture.

La collaboration entre les entreprises, le secteur public et la société civile dans l'intérêt public et dans le but de remédier à l'écart dans les infrastructures ne peut pas faire fi de ces contraintes. La plupart des initiatives de partenariat public-privé tendent à éviter d'aborder directement la question de l'ouverture.

Il existe des forces qui tentent de restreindre l'accès et réduire le potentiel d'ouverture. Dans certains cas, ce sont les gouvernements qui contrôlent l'accès au

contenu, mais bien plus souvent ce sont les entreprises qui tentent de refermer le fonds commun et de façonner l'internet de manière à finalement en limiter l'ouverture.

Au niveau physique, on se demande si le secteur public n'est pas en train de contourner le libre jeu du marché – par exemple, lorsqu'une municipalité veut offrir un accès à large bande au moyen de réseaux sans fil sous couvert d'offrir un bien public à ses citoyens.

Au niveau logique, la lutte est constante entre les fournisseurs de logiciels propriétaires et le mouvement des logiciels libres, dont la démarche collaborative à l'égard du développement et de l'usage des logiciels fait la promotion de normes ouvertes plutôt qu'exclusives. Au niveau du contenu, la lutte fait rage au sujet des droits de propriété intellectuelle et de la démarche maximaliste en matière d'extension du droit d'auteur recherchée par le gouvernement étasunien et les industries de contenu et de logiciels – une démarche qui contribue à pérenniser un monopole déséquilibré par les détenteurs de droits d'auteur et de brevets dans le monde et un régime de propriété intellectuelle qui ne reconnaît pas les besoins différents des pays en développement ni même le droit à une juste utilisation du contenu par les consommateurs.

Dans cette lutte, le pouvoir du secteur privé est confronté à l'utilisation publique ouverte de l'internet dans ce que l'on a décrit comme «la bataille pour l'écologie institutionnelle de l'environnement numérique²». Nous savons depuis longtemps que l'accès ouvert à l'internet ne peut être tenu pour acquis – ni par les milliards de gens qui n'y ont pas accès, ni par le milliard de ceux qui y ont accès. Parallèlement à la lutte pour connecter le monde en développement, il existe une lutte pour que l'internet ouvert, comme élément du fonds commun, reste un bien public mondial pour tous. APC prend part à cette lutte – pour l'accès, pour l'ouverture, pour la justice sociale et pour un internet ouvert à tous.

En souvenir d'un ami et collègue

Nous dédions le rapport annuel de cette année à Michael de Beer (1973-2006). Mike faisait partie du personnel d'APC et de l'équipe de travail de notre membre étasunien IGC (Institute for Global Communications). Il est décédé subitement le 6 août 2006 d'une crise cardiaque³.

Mike croyait que le chemin qui mène au changement social passait par l'autonomisation des communautés pour qu'elles prennent leur vie en charge. Cette conviction est au cœur des valeurs d'APC; nous l'honorons et nous ne l'oublions jamais. Mike a aidé APC à assurer la transition vers les logiciels libres en sa qualité de directeur technique pendant le développement d'ActionApps, un des premiers systèmes de gestion de contenu en logiciels libres destiné à répondre aux besoins particuliers des organisations de la société civile. Il a également été à l'origine de notre travail pour garantir la sécurité des communications en ligne et a testé le matériel au Kirghizistan et en Ukraine. Au moment de son décès, il mettait son immense talent et sa passion

2 Benkler, Y. (2006) *The Wealth of Networks: How Social Production Transforms Markets and Freedom*. New Haven, Yale University Press.

3 blog.apc.org/en/index.shtml?x=5039458



MICHAEL DE BEER (A GAUCHE) AVEC DES COLLEGUES D'APC DURANT UN ATELIER EN 2002. PHOTO: APC

au profit de l'initiative Richmonders Involved to Strengthen Our Communities (RISC) à Richmond, en Virginie. Mike est mort très jeune, et peu d'entre nous peuvent dire qu'en 33 ans, ils aient eu une vie aussi remplie.

Remerciements

Finalement, j'aimerais exprimer ma gratitude envers les membres d'APC, en particulier à l'Assemblée des membres d'APC, ainsi qu'à nos partenaires et tous ceux qui nous soutiennent et rendent notre travail possible. Merci à tout le personnel d'APC et aux nombreuses personnes qui travaillent avec nous à titres divers. ■



NATASHA PRIMO
PRESIDENTE D'APC

MESSAGE DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL EXECUTIF D'APC

«IL NE FAIT AUCUN DOUTE QUE SI LE SMSI A PU PORTER SUR DES QUESTIONS DE FOND ET ETRE PLUS INCLUSIF ET UTILE EN MATIERE DE GOUVERNANCE GLOBALE, C'EST GRACE A LA MOBILISATION DE LA SOCIETE CIVILE SUSCITEE PAR LA CAMPAGNE CRIS ET GEREE DE FAÇON VRAIMENT IMPRESSIONNANTE PAR APC¹».

Le Rapport annuel 2006 est une nouvelle occasion offerte à l'équipe et aux organisations membres d'APC d'évaluer les défis et les possibilités de faire progresser l'accès des pauvres aux technologies de l'information et de la communication, dans le but avoué de répondre plus largement aux impératifs de développement. Il est également de notre responsabilité de revenir chaque année sur le travail du réseau d'APC.

Le suivi des promesses du SMSI

L'année 2006 a suivi la clôture officielle des processus du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), qui se sont déroulés de début 2002 à fin 2005. APC et ses membres ont investi énormément de temps, d'énergie et de passion dans le SMSI et il était donc normal d'aborder 2006 en veillant à ce que soient tenus les engagements pris par les gouvernements et le secteur privé au sujet de la création des cadres stratégiques, des approches et des infrastructures appropriés.

Par conséquent, APC a cherché, de façon plus ciblée, à s'assurer que les acteurs de la société civile aux niveaux national et régional puissent faire en sorte que les acteurs du SMSI respectent leurs promesses. Des efforts concertés ont été déployés pour renforcer les capacités nationales afin d'améliorer la compréhension des questions liées aux politiques de TIC pour le développement (TICpD) et de favoriser la participation à des forums multi-acteurs.

Une approche globale à l'égard de l'accès

L'autre axe de travail d'APC en 2006 a été de veiller à ce que les principaux espaces globaux ouverts au dialogue sur les TIC ne perdent pas de vue l'aspect «développement». Le travail d'APC au Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI) à Athènes, s'inscrivant dans la mise en évidence et la démonstration de la pertinence d'insister

1 Mueller, M. et autres, «Democratising Global Communication? Global Civil Society and the Campaign for Communication Rights in the Information Society» dans *International Journal of Communication* 1, 2007, pp. 267-296 research.yale.edu/isp/a2k/wiki/images/8/84/Mueller-cris-SMSI-cs.pdf



MEMBRES ET PARTENAIRES D'AMERIQUE LATINE ET DES CARAIBES A MONTEVIDEO EN DECEMBRE. PHOTO: APC

sur «l'accès», se fondait dans cette volonté d'influencer les débats sur les politiques de TICpD. Le Sommet iCommons de Rio de Janeiro, la conférence Asia Commons à Bangkok et le Sommet sur le sans fil d'AirJaldi à Dharamsala, en Inde, sont d'autres espaces où APC s'est efforcée de placer la question de l'accès à l'ordre du jour. Dans ces derniers cas, le débat sur l'accès a plutôt porté sur les questions de contenu ouvert d'une part et de source, normes et infrastructure ouvertes d'autre part.

Dans les débats sur le contenu ouvert et l'accès au savoir, APC a pris soin d'insister sur le lien entre l'accès au savoir et la capacité des pauvres et des habitants des régions éloignées d'accéder à l'infrastructure à un coût abordable. Dans cette approche globale, APC a joué un rôle fondamental en insistant pour que les questions ne soient pas séparées. Cette interconnexion est évidente si l'on pense au manque d'accès chronique dans des régions en développement comme l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que dans les pays candidats à l'accession à l'UE d'Europe centrale et de l'Est.

Les débats sur la société de l'information et l'accès au savoir sonnent creux lorsqu'il n'y a pas d'accès à l'infrastructure et lorsque des coûts usuriers sont imposés en raison de la présence de monopoles qui contrôlent toujours l'accès à la bande passante internationale. C'est ainsi qu'en Afrique, APC a participé à l'ouverture d'un débat sur l'élargissement de l'accès de différentes parties prenantes à la bande passante internationale au moyen du SAT3 et du projet de système de câble sous-marin EASSy.

APC soutient également la recherche sur les modèles d'accès ouvert et le réseautage communautaire pouvant éclairer les processus de plaidoyer pour une politique nationale dans toutes les régions où les membres et les partenaires d'APC sont présents, comme l'Amérique latine et les Caraïbes. L'équipe et les membres d'APC travaillent dur dans ces régions pour expliquer aux organisations de la société civile les enjeux et renforcer leur capacité à participer pleinement aux forums de politiques de TIC régionales (comme le prochain eLAC2007).

Renforcer notre réseau

A travers son réseau de personnel, membres et partenaires, APC a établi des mécanismes qui renforcent la communauté. Les efforts consacrés à la création du réseau – depuis 2005 – commencent à porter leurs fruits avec l'élargissement du Fonds d'échange des membres (FEM), qui finance la collaboration entre membres au moyen des droits d'adhésion. De plus, un fonds pour les déplacements qui permettait initialement aux membres d'assister à des événements régionaux et mondiaux a été élargi pour qu'ils puissent suivre des formations techniques.

Depuis 2004, APC a recueilli des fonds pour accueillir deux réunions régionales des membres et du personnel. En 2006, c'était le tour de la deuxième réunion de la région Amérique latine et Caraïbes, la première ayant eu lieu fin 2004, et de la première réunion régionale de l'Afrique. Les réunions régionales réunissent les membres d'APC afin de stimuler le partage des expériences et étudier les possibilités de collaboration pour des projets. Les réunions régionales visent également à favoriser un sentiment de communauté régionale entre les membres, une compréhension partagée des défis stratégiques communs et divergents et des questions de TICpD auxquelles est confrontée la région et à élargir l'ensemble des stratégies dont disposent chaque membre pour relever les défis régionaux, nationaux et locaux associés aux TICpD.

Cette année, quatre nouveaux membres ont rejoint APC: le Fonds des réseaux et du développement (FUNREDES) de la République dominicaine, l'Institute for Popular Democracy des Philippines, le Japan Computer Access for Empowerment (JCAFE) du Japon et Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE) du Bangladesh. FUNREDES est le seul membre d'APC des Caraïbes et VOICE est le premier du Bangladesh. Nous sommes ravis d'accueillir ces organisations au sein d'APC. Très souvent, les nouveaux membres en viennent à mieux comprendre l'intérêt du réseau par le simple fait qu'ils assistent à des cours de formation régionaux et internationaux destinés à renforcer la capacité à utiliser les TIC de façon stratégique. La croissance régulière du réseau d'APC témoigne de la pertinence du plaidoyer et de l'utilisation stratégique des politiques et des événements de renforcement des capacités pour le réseau en général et, bien entendu, pour les nouveaux membres.

Mesurer nos forces et nos faiblesses

APC étant une organisation fondée sur ses membres, elle est également très intéressée par la mesure dans laquelle le travail du personnel et des membres continue de correspondre aux priorités et aux objectifs qu'elle vise à atteindre. Il est fondamental

– pour le réseau et pour tous ceux que nous défendons – que nous puissions mesurer et nommer nos succès de même que les domaines où nous connaissons des difficultés.

Le Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC (PARF d'APC) a innové en préparant une Méthodologie d'évaluation du genre (GEM) pour les projets de TICpD. Cet outil a été développé sur une période de cinq ans. A la fin de 2006, le GEM était prêt à être étendu et personnalisé pour pouvoir s'appliquer aux domaines qu'APC a priorisés lors de la réunion de l'assemblée de 2003 à Carthagène, en Colombie, notamment la promotion de l'accès aux logiciels libres et leur adoption, ainsi que tout ce qui touche aux thèmes généraux de l'accès, comme le GEM pour les télécentres.

Le prochain défi consistera à renforcer notre capacité collective à évaluer notre impact, éclairé et tempéré par la volonté de reconnaître nos lacunes. Dans la mesure où APC est un réseau fondé sur la société civile qui peut jouer un rôle de chef de file sur la scène mondiale des TICpD, il reste encore beaucoup à faire et de nombreuses améliorations sont encore à apporter. ■

PROGRAMMES D'APC: ACCOMPLISSEMENTS EN 2006

APC A ATTEINT SES OBJECTIFS PAR LE TRUCHEMENT DES EFFORTS COMBINES DE NOTRE COMMUNAUTE INTERNATIONALE DE MEMBRES ET ALLIES STRATEGIQUES, AINSI QUE D'UNE PETITE EQUIPE COMPOSEE DU PERSONNEL. ENSEMBLE, NOUS FAISONS FACE AUX DEFIS DU CHANGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT CONSTANT DES TIC D'UN COTE ET D'UNE INEGALITE SOCIALE CROISSANTE DE L'AUTRE.

NOUS CANALISONS NOTRE ENERGIE ET NOS RESSOURCES A TRAVERS TROIS PROGRAMMES: LES POLITIQUES DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION, L'USAGE STRATEGIQUE ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITES, ET L'APPUI AUX RESEAUX DE FEMMES. APC COMPREND EGALEMENT DES SYSTEMES ADMINISTRATIFS. NOUS INCLUONS ICI LES RAPPORTS DES SYSTEMES AUX COMMANDES DU RESEAUTAGE ET DU PLAIDOYER, AINSI QUE DES COMMUNICATIONS, DES RELATIONS AVEC LES MEDIAS ET DE LA PROMOTION.

PROGRAMME DES POLITIQUES DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION (PPCI)

Pour le programme des politiques d'APC, 2006 a été une année de transition. Le processus du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) a atteint son apogée à Tunis en novembre 2005. Il a fallu ensuite examiner le contexte stratégique et voir quelle dynamique était en jeu.

Le SMSI a également eu un effet de contagion sur les espaces politiques régionaux. Les commissions économiques régionales de l'ONU ont commencé à se pencher sur leurs cyberplans d'action régionaux et sur des initiatives qui avaient pris corps pendant la période du SMSI – comme le projet du Système de câble sous-marin en Afrique de l'Est (EASSy) – et qui étaient sur le point d'être adoptés. Au niveau national, le programme Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA) a pris fin. L'année 2006 a donc été une année de clôtures, de transitions et de nouveaux départs avec le le temps fort qu'a représenté la première réunion du Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI) à Athènes.

Un certain nombre de projets du PPCI ont été évalués en 2006: les portails de politiques d'APC (international, régional et national), notre guide 2003 *Politiques de TIC: Manuel du débutant*¹ et le programme de formation sur les politiques², tout comme les activités visant à faire participer la société civile au SMSI. Le rapport d'évaluation³ a conclu que:

APC est une organisation très respectée par une grande diversité d'intervenants, tant pour les aspects techniques, de politiques que de plaidoyer de son travail. L'évaluation a montré la diversité des partenariats qu'APC utilise dans son travail. Cela se manifeste non seulement dans le nombre de partenaires désignés dans l'évaluation, mais également dans la façon dont elle a co-organisé de nombreux événements décrits dans l'évaluation. La capacité à établir ce genre de partenariats est en soi une indication indirecte de l'estime que l'on porte à l'organisation et à son travail.

Elle indique également que:

APC doit mieux assurer son suivi et son évaluation. Les donateurs ont exprimé clairement cette nécessité qui est apparue de façon évidente dans la trop grande ambition de certains objectifs et l'incapacité d'atteindre certaines cibles.

APC devrait probablement se concentrer sur deux ou trois enjeux et accorder un moindre soutien aux autres. La gouvernance de l'internet semble un choix évident compte tenu de l'expérience reconnue d'APC dans ce domaine. Les autres devraient être des sujets sur lesquels il est plus facile de travailler au niveau national.

1 www.apc.org/books/policy_handbook_FR.zip

2 rights.apc.org/formation

3 rights.apc.org/documents/apc_cippevaluation_2005.pdf

«Le réseau d'organisations affiliées d'APC comprend des acteurs œuvrant dans presque toutes les questions liées à la communication-information et son réseau contient un niveau inhabituel de savoir technique sur l'internet et les télécommunications. APC met particulièrement l'accent sur l'élargissement de l'accès aux TIC dans le monde en développement, mais elle n'a jamais été un groupe de TICpD. Elle a également défendu les droits à la liberté d'expression, les droits à la vie privée et l'égalité de genre. [...] ... Lorsque les débats du SMSI ont évolué vers la gouvernance de l'internet, APC a été la seule à être bien préparée pour aborder le sujet. Cette flexibilité et cette portée, associées aux compétences de facilitation et d'organisation de son équipe professionnelle, expliquent sa centralité et son influence». *Conclusion de Milton Mueller et autres dans l'étude de cas sur le rôle des groupes de plaidoyer dans les politiques internationales de communication et d'information*⁴.

Espaces politiques mondiaux

Au niveau mondial, la difficulté était de trouver des moyens de participer au processus de mise en œuvre du SMSI énoncé dans l'Agenda de Tunis pour la société de l'information⁵. Il fallait étudier une série impressionnante de structures de mise en œuvre fondées sur des «lignes d'action» figurant dans le Plan d'action de Genève⁶. Les onze lignes d'action qui divisent le programme de construction de la société de l'information mondiale portent sur des enjeux comme l'infrastructure, la sécurité, l'accès au savoir, les médias et le renforcement des capacités. Une d'entre elles sur les applications des TIC est subdivisée en huit sous-lignes d'action sur des questions comme la cybersanté, la cyberagriculture et l'administration électronique. En outre, la responsabilité du suivi et de la surveillance a été confiée à la Commission des Nations Unies sur la science et la technologie pour le développement (CSTD), un organisme qui n'a joué aucun rôle au SMSI. Ce sont là les caprices du système des Nations Unies.

L'approche d'APC a consisté à assister aux réunions initiales des lignes d'action à Genève pour mieux comprendre de quoi il retournait. APC a également offert de co-animer avec l'UIT la ligne d'action C2 sur l'infrastructure. Peu de choses se sont produites en 2006 –c'était comme si le cycle de vie des actions du SMSI avait atteint un pic à Tunis en 2005 et que nous nous retrouvions dans un creux de vague, essayant de retrouver nos esprits dans un processus de mise en œuvre qui doit durer jusqu'en 2015. En revenant sur la période du SMSI de 2002 à 2005, APC a réfléchi aux gains et aux pertes⁷.

La première réunion du Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI) qui s'est tenue à Athènes en novembre a été l'événement le plus dynamique. APC a participé à une série de consultations organisées à Genève par le secrétariat du FGI⁸ concernant

4 Mueller, M. et autres, «Democratising Global Communication? Global Civil Society and the Campaign for Communication Rights in the Information Society», dans *International Journal of Communication* 1, 2007, pp. 267-296.

5 www.itu.int/wsis/docs2/tunis/off/6rev1-fr.html

6 www.itu.int/SMSI/mise_en_oeuvre/index.html

7 Pushing and prodding, goading and hand-holding: Reflection from APC at the conclusion of the World Summit on the Information Society rights.apc.org/documents/apc_SMSI_reflection_0206.pdf

8 www.intgovforum.org

l'ordre du jour et le programme de la réunion d'Athènes. Elle a fait des propositions de contenu et de processus et a fait valoir avec vigueur que la question du développement et de l'accès à l'internet devait faire partie des quatre grands thèmes de la réunion. Elle a également participé au processus des nominations au groupe consultatif multisectoriel dont le rôle consistait à aider l'ONU pour la réunion d'Athènes.

La réunion du FGI elle-même a été une grande réussite en tant qu'espace de dialogue multisectoriel sur la gouvernance de l'internet. APC a activement participé à l'organisation des ateliers sur l'accès, la réglementation du contenu, le renforcement des capacités et l'environnement, et a proposé des conférenciers pour les débats plénières sur l'accès, l'ouverture, la diversité et la sécurité⁹. La présidente d'APC, Natasha Primo, est intervenue dans un panel d'ouverture de haut niveau au nom de la société civile. Nous avons également remis à jour notre Charte des droits d'internet¹⁰ et l'avons distribuée à la réunion en anglais, en français et en espagnol. Un document de réflexion de David Souter sur la participation des pays en développement et de la société civile au SMSI¹¹ a également été lancé.

En ce qui concerne les TIC pour le développement (TICpD), APC a assisté à la réunion inaugurale de l'Alliance mondiale pour les TIC et le développement (AMTD)¹² à Kuala Lumpur en juin 2006. La directrice exécutive d'APC, Anriette Esterhuysen, a été nommée au groupe des conseillers de haut niveau de l'AMTD. L'Alliance a défini quatre thèmes sur lesquels elle a l'intention de se pencher: la santé, l'éducation, l'entrepreneuriat et la gouvernance. APC, ainsi que d'autres partenaires ont proposé de constituer une 'communauté d'experts' sur l'entrepreneuriat public, social et communautaire¹³, ce qui a été accepté par le comité directeur de l'Alliance en décembre 2006.

Espaces régionaux

APC est active dans les espaces régionaux en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Asie du Sud.

Travail d'APC en matière de politiques dans la région Afrique

En Afrique, l'accès à l'infrastructure a été le principal objectif d'APC. Nous avons tenu une série d'ateliers et de consultations sur les câbles sous-marins qui existent déjà et ceux qui sont en projet ainsi que sur d'autres formes d'accès local. Nous avons lancé le site web pour la campagne Une fibre pour l'Afrique, demandé aux médias nationaux et régionaux de faire écho aux débats et entrepris une importante recherche sur les occasions manquées dans le cadre du système de câble sous-marin monopolistique de l'Afrique de l'Ouest.

⁹ www.apc.org/english/news/index.shtml?x=5041512

¹⁰ rights.apc.org/documents/APC_charterFR.pdf

¹¹ rights.apc.org/papers.shtml

¹² www.un-gaid.org

¹³ www.un-gaid.org/fr/node/161

Les câbles sous-marins pour l'Afrique et les monopoles

Actuellement, l'Afrique doit payer la bande passante la plus chère du monde et l'argent donné en devises fortes pour ce service quitte le continent. L'Afrique de l'Est, n'ayant pas de connexions internationales par fibre, paie davantage que les pays connectés au SAT3 de l'autre côté du continent.

Le prix de la bande passante internationale est un obstacle important au développement de la région. Il y coûte plus cher de faire des affaires: par exemple, les nouveaux centres d'appel ont plus de difficulté à soutenir la concurrence de leurs concurrents mondiaux. Et sur le plan du développement social, dans de nombreux secteurs, un accès international bon marché donnerait aux habitants, professionnels, étudiants et décideurs de l'Afrique de l'Est l'accès au savoir et à l'expertise, et leur permettrait également de participer aux débats régionaux et mondiaux.



FIBREFORAFRICA.NET RASSEMBLE LES INFORMATIONS DE BASE SUR LA BANDE PASSANTE INTERNATIONALE EN AFRIQUE, SES COÛTS ET SON ACCÈS MONOPOLISTIQUE. LE SITE PORTE PLUS PARTICULIÈREMENT SUR LE PROJET DE CÂBLE EASSY POUR L'AFRIQUE DE L'EST ET LA FIN DU MONOPOLE DU CÂBLE SAT-3 DE L'AFRIQUE DE L'OUEST. GRAPHIQUE: UTOPIA COMMUNICATIONS ET ACACIA/CRDI

En réponse à ces questions, le consortium du Système de câble sous-marin d'Afrique de l'Est (EASSy) a été établi en 2003. Il est conçu de manière à veiller à la construction d'un circuit de fibre qui relierait les pays côtiers ou à proximité de la côte est de l'Afrique. Mais sa gouvernance et les modalités de l'accès à la nouvelle capacité n'ont pas été fixées. La question était de savoir s'il allait suivre la voie des pratiques monopolistiques de ses prédécesseurs, le câble sous-marin SAT-3/WASC/SAFE de la côte ouest de l'Afrique, ou offrir un régime d'accès ouvert pour renforcer la concurrence, abaisser les prix et tenir compte des besoins de développement.

APC a organisé des consultations à Mombasa, au Kenya, en mars 2006, pour réunir les principales parties prenantes susceptibles d'influencer le modèle que le consortium pourrait choisir. «Quelques semaines avant l'événement, il est devenu évident que le niveau d'intérêt était beaucoup plus élevé que prévu. Des demandes de participation de dernière

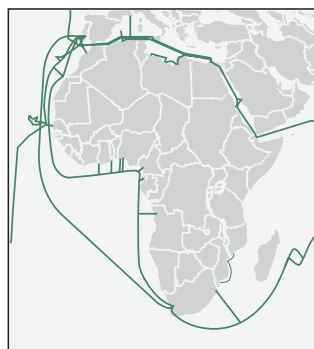
minute sont arrivées de façon imprévue de la part de groupes que l'on ne connaissait pas, de sorte que le jour en question, au lieu des 30 participants prévus au départ, 90 sont arrivés», a déclaré le directeur politique d'APC, Willie Currie. Les participants venaient du Botswana, d'Éthiopie, du Kenya, du Malawi, du Rwanda, de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de la Zambie.

La réunion a été très médiatisée en Afrique¹⁴ et sur le plan international¹⁵ et APC a lancé le site Une fibre pour l'Afrique pour diffuser de l'information sur l'accès à l'infrastructure en Afrique¹⁶.

Après une journée de débat, les participants ont décidé que les préoccupations au sujet du processus EASSy devraient être soumises au Nouveau partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Le NEPAD, les Etats de l'Afrique de l'Est et du Sud, les régulateurs et le consortium EASSy ont convenu d'un ensemble de conditions stratégiques et réglementaires concernant EASSy, contenu dans un protocole accepté en principe lors d'une réunion des ministres des Communications de quinze Etats membres le 6 juin 2006. Un processus de ratification officiel du protocole par les gouvernements participants a également été mis en marche¹⁷.

Le câble sous-marin 3 de l'Atlantique Sud/Afrique de l'Ouest (SAT-3/WASC) est un câble sous-marin de communication qui relie le Portugal et l'Espagne à l'Afrique du Sud, avec des connexions vers plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest. APC, avec certains partenaires, a organisé un atelier pour l'Association des régulateurs de communication du sud de l'Afrique (CRASA - Communications Regulators' Association of Southern Africa) à Johannesburg les 24 et 25 juillet 2006 au sujet du câble sous-marin SAT-3/WASC/SAFE afin de parler de ce qui se produit lorsque les monopoles nationaux prennent fin et ce que cela veut dire pour les régulateurs.

Les régulateurs africains, les conseillers en politiques, les opérateurs, les gens d'affaires, les délégués de la société civile et les groupes de défense des consommateurs ayant assisté à la réunion ont publié une déclaration dans les médias¹⁸ précisant que les prix de



L'AFRIQUE DE L'EST NE POSSEDE AUCUNE CONNEXION DE FIBRE OPTIQUE INTERNATIONALE. LES CABLES SOUS-MARINS ACTUELS SONT INDIQUES EN VERT. CARTE: APC

14 Par exemple, SouthAfrica's Mail & Guardian: www.mg.co.za/articlePage.aspx?articleid=267024&area=/insight/insight_economy_business/

15 Par exemple, BBC Online: newxs.bbc.co.uk/2/hi/africa/4787422.stm

16 www.fibreforafrica.net

17 Le protocole contenait des principes sur l'accès ouvert non discriminatoire aux deux réseaux ainsi qu'un régime de plafonnement des prix pour prévenir la tarification monopolistique de la bande passante. Il s'agissait d'une étape importante réalisée grâce à la participation de toutes les parties prenantes au processus dirigé par la Commission pour l'Afrique électronique du NEPAD. Mais ce consensus ne devait pas durer. Certains opérateurs appartenant au consortium EASSy n'étaient pas satisfaits du régime réglementaire devant régir EASSy et ont commencé à saboter le protocole en recourant à des manœuvres douteuses. Le gouvernement kenyan a fait savoir qu'il n'était pas satisfait des retards dans le dossier EASSy et a annoncé qu'il développerait son propre câble. Finalement, seulement douze des 23 gouvernements avaient signé le protocole en décembre 2006. Il existe actuellement trois initiatives en sus d'EASSy qui prévoient un câble sous-marin le long de la côte est de l'Afrique.

18 [fibreforafrica.net/main.shtml?x=5039240&als\[MYALIAS6\]=Regulators%20issue%20SAT3%20statement%20&als\[select\]=4887798](http://fibreforafrica.net/main.shtml?x=5039240&als[MYALIAS6]=Regulators%20issue%20SAT3%20statement%20&als[select]=4887798)

Les pressions exercées par des initiatives comme les ateliers avec la CRASA et le PNUD et la signature du protocole du NEPAD sur EASSy a indirectement provoqué une tendance à la baisse des prix du SAT-3, le consortium d'exploitation tentant de prévenir une intervention réglementaire pour faire baisser les prix. Le monopole de SAT-3 prend fin en 2007 et le gouvernement sud-africain a annoncé début 2007 qu'il prendrait des mesures pour réglementer la station d'atterrissage de SAT près de la ville du Cap à titre de service essentiel, ce qui permettrait à d'autres opérateurs de télécom d'Afrique du Sud d'y accéder.

SAT-3 devraient baisser considérablement pour finalement s'aligner sur les coûts afin d'encourager l'accès complet à la large bande, de manière à pouvoir en réaliser le potentiel concurrentiel, économique et de développement. Dans la déclaration, on insistait également sur le fait que les futures décisions en matière de réglementation de SAT-3 devraient être prises dans l'intérêt de l'industrie dans son ensemble et du consommateur africain, plutôt que dans le seul intérêt d'un opérateur ou d'un consortium d'opérateurs.

En novembre, APC et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont organisé un atelier à Johannesburg pour dialoguer et échanger sur des options prometteuses et des questions essentielles pour les politiques nationales et le plaidoyer sur «l'accès ouvert» aux niveaux local et national¹⁹.

Presque 40 praticiens, groupes de plaidoyer, décideurs et régulateurs choisis de l'Afrique du Sud et de l'Est ont assisté à l'atelier. Ils partageaient le même intérêt pour le principe et l'application de l'accès ouvert, sous forme d'une infrastructure nationale et de premier kilomètre, de même que dans les notions connexes de «réseaux communautaires». Ces réseaux communautaires locaux peuvent offrir des services de TIC et l'accès internet ainsi que le service de communication vocale sur protocole internet (VoIP) pour les collectivités locales dans l'impossibilité de s'offrir une téléphonie mobile.

Les prochaines étapes consistent à étudier la possibilité de créer des réseaux communautaires pilotes dans les quatre pays d'Afrique de l'Est où la recherche du PNUD indique la présence de projets techniques et d'entreprises viables.

Recherche sur SAT-3/WASC

En 2006, APC a entrepris un vaste projet de recherche – «Audit de post-mise en œuvre de SAT-3/WASC: Études de cas de pays» – qui informera sur les effets que le câble sous-marin SAT-3/WASC a eus sur les communications sur le continent africain, ainsi que les occasions manquées et leurs raisons. Le principal objectif de la recherche est d'identifier et de documenter les enseignements positifs et négatifs que l'on peut retirer du développement, de la mise en œuvre et de la gestion du câble.

¹⁹ africa.rights.apc.org/index.shtml?apc=n30084e_1&x=5043863

La recherche d'APC sur SAT-3 porte sur le cycle de vie complet du câble jusqu'à présent et analyse:

1. Ce qui se passe et pourquoi? Une perspective mondiale de la construction du câble.
2. Ce qui se passe et comment? Les perspectives nationales sur l'effet que SAT-3 a eu sur l'environnement des TIC en Angola, au Cameroun, au Sénégal et au Ghana.
3. Que peut-on faire? Les enseignements à retenir, les aspects négatifs à éviter, les points positifs à assimiler.

Les résultats de la recherche seront utiles à deux égards. Premièrement, ils donneront aux campagnes actuelles et futures sur l'infrastructure les moyens de mieux expliquer les problèmes qui ont surgi à la suite de l'adoption de certaines décisions concernant le SAT-3/WASC. Les arguments montrant du doigt les inconvénients d'une prise de décision à huis clos seront appuyés par la présentation de faits et d'exemples réels.

Deuxièmement, là où des initiatives positives ont été prises malgré les conditions dans lesquelles le SAT-3/WASC a été mis en œuvre, les résultats de l'étude seraient utiles aux partenaires des campagnes et aux opérateurs, pour le cas où des orientations semblables étaient adoptées pour des projets d'infrastructure actuels et futurs.

Le suivi des politiques de TIC Afrique et Chakula

Le suivi des politiques de TIC Afrique²⁰ a entrepris un processus d'examen de ses buts et objectifs à la suite d'une évaluation des sites web de politiques d'APC. Il s'agit d'être moins «encyclopédique», c'est-à-dire essayer de trouver tous les documents de politiques, articles ou activités réalisés en Afrique, et de se concentrer plutôt sur les thèmes et les pays dans lesquels APC participe à des campagnes de plaidoyer sur les politiques. En effet, l'évaluation du suivi des politiques de TIC Afrique a montré qu'il était plus souvent consulté par les utilisateurs internationaux que par les Africains. Le bulletin *Chakula*²¹ change également de stratégie afin de pouvoir rejoindre un lectorat plus large en Afrique, plutôt que de supposer que celui-ci dispose de la largeur de bande nécessaire pour accéder à notre site. Les numéros spéciaux de Chakula de 2006 ont traité de l'Afrique au SMSI²² et contenaient des entrevues avec des défenseurs des politiques nationales²³.

Travail d'APC en Amérique latine et dans les Caraïbes

En Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC), APC s'est intéressée à des questions interdépendantes. En 2006, APC a œuvré pour ouvrir le seul espace de la région ALC à la suite du SMSI, eLAC2007. Nous avons renforcé les partenariats avec les membres et autres organisations qui travaillent aux questions de politiques et collaborent pour renforcer notre

²⁰ africa.rights.apc.org

²¹ africa.rights.apc.org/en-chakula.shtml?x=5059183

²² africa.rights.apc.org/en-chakula.shtml?x=4958931

²³ africa.rights.apc.org/en-chakula.shtml?x=5040480

capacité à comprendre les processus stratégiques, qu'ils soient régionaux, thématiques ou nationaux, et y participer. Comme l'Afrique, l'ALC a adopté le cadre de l'accès ouvert pour orienter nos différentes activités.

Un des grands défis de 2006 a été d'identifier de nouveaux espaces et de nouveaux moyens de faciliter la participation des militants et des communautés locales aux processus de politiques de TIC. En 2007, nous allons nous efforcer à faire connaître les politiques de TIC et le contenu concernant les droits d'internet, la documentation et la recherche.



OBSERVATOIRE D'APC EN AMERIQUE LATINE ET AUX CARAIBES

Réseautage et plaidoyer

«La participation a toujours été le talon d'Achille d'eLAC2007», le plan d'action régional pour la société de l'information adopté par les gouvernements latino-américains et des Caraïbes en 2005, déclare la coordonnatrice des politiques ALC d'APC, Valeria Betancourt²⁴. En 2006, APC a élaboré une proposition visant l'inclusion de la participation de la société civile au processus de mise en œuvre d'eLAC2007²⁵. La proposition a été présentée à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), qui est responsable de la coordination d'eLAC2007 ainsi que du mécanisme de sa mise en œuvre, composé des gouvernements de l'Equateur, du Salvador, du Brésil et de Trinidad et Tobago. Elle contenait des mesures destinées à combattre le manque d'information et l'absence de voies consultatives et est devenue une contribution officielle à la troisième réunion de coordination de l'eLAC2007 qui s'est tenue à Santiago du Chili les 27 et 28 novembre 2006.

Plusieurs mesures ont été adoptées depuis par CEPALC, notamment la production d'un bulletin pour faire le point sur la mise en œuvre et les réunions portant sur l'eLAC2007 et une étude prévisionnelle qui comprend des entrevues avec des acteurs régionaux et un sondage sur les questions liées aux TIC, afin d'informer les futurs plans d'action régionaux sur la société de l'information²⁶.

APC a tenu un atelier régional sur les politiques de TIC à Montevideo en novembre 2006²⁷. L'atelier, qui a réuni un groupe d'environ 30 personnes travaillant dans le domaine des TIC pour le développement de différentes perspectives, a servi de plateforme pour un dialogue entre praticiens, responsables de plaidoyer, chercheurs et universitaires. Les questions ont porté sur l'accès ouvert, la gouvernance de l'internet et la téléphonie mobile pour la réduction de la pauvreté. On y a également examiné, du point de vue de la société civile, la situation des politiques de TIC dans différents pays de la région ALC. L'atelier a permis de renforcer la capacité des membres et des partenaires à comprendre les questions critiques. De nouvelles alliances se sont forgées

24 www.apc.org/english/news/index.shtml?x=5038735

25 www.apc.org/espanol/news/index.shtml?x=5041566

26 www.elac2007.info/?da=6f96, www.cepal.org/SocInfo

27 www.apc.org/tiki/tiki-index.php?page=Taller+de+Políticas+de+TIC

à la suite de l'atelier et les anciennes ont été consolidées. L'atelier a permis de définir des approches, des thèmes et des initiatives autour desquels il est possible de cimenter la collaboration régionale.

Dans l'ensemble, le programme des politiques d'APC dans la région ALC a été présent à environ dix événements importants en 2006. Le travail d'APC dans ce domaine est très respecté dans la région et le projet de suivi des politiques de TIC ALC est considéré comme un des éléments et références de poids tant pour la société civile et les organismes du secteur public que pour les acteurs. La participation aux événements a également contribué à étendre et renforcer les partenariats.

Recherche et évaluation

Le suivi des politiques de TIC dans la région ALC a été intégré à un certain nombre de projets de recherche en 2006. Le premier a été une collaboration avec l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC) et le Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC (PARF d'APC) pour mener une recherche sur «l'accès réel et équitable des communautés rurales à la radiodiffusion : Une stratégie clé pour une inclusion numérique en Amérique latine et dans les Caraïbes». Le projet posait la question suivante: «Comment utiliser la radiodiffusion comme stratégie d'inclusion numérique?» et identifiait les obstacles et les restrictions auxquels sont confrontées les communautés rurales pour accéder à la radiodiffusion. Il présentait également des études de cas et de bonnes pratiques en matière de politiques publiques.

Le deuxième a été une collaboration entre APC et l'International Institute for Communication and Development (IICD) dans le cadre de l'alliance Building Communication Opportunities (BCO) afin d'évaluer l'apprentissage et l'évaluation des politiques de TICpD et en particulier, la participation aux processus de TICpD au Bangladesh, en Bolivie et en Ouganda.

En Bolivie, nous avons appris d'importantes leçons au sujet des interventions dans un contexte national de politiques de TIC, en particulier la nécessité de toujours tenir compte de la complexité du processus. La température du climat politique doit être constamment mesurée et ceux qui plaident pour les politiques doivent réaliser différentes analyses des risques.

Il était très clair qu'il fallait inclure toutes les parties prenantes, en particulier les communautés rurales et pauvres, afin de fixer les véritables priorités que le processus devait comprendre et réellement renforcer le développement, de même qu'il fallait préconiser vigoureusement leur inclusion dans la formulation des politiques et leur mise en œuvre. En raison des conditions sociales et économiques de la Bolivie, la recherche devait être menée aux premières étapes du processus afin d'avoir une très bonne compréhension du contexte dans lequel les processus de politiques de TICpD se dérouleraient.

Contenu et information

Le site web d'APC sur les politiques de TIC dans la région ALC a été restructuré le 26 octobre 2006²⁸. La nouvelle version répond au besoin d'une conception et d'une structure améliorées et vise à rendre compte de l'évolution des objectifs du projet, y compris

28 lac.derechos.apc.org

les nouvelles thématiques et ressources (comme la section sur les statistiques nationales). Un certain nombre de bulletins thématiques ont été publiés en 2006 sur des sujets comme l'utilisation de la licence Creative Commons en Amérique latine, le processus régional des politiques de TIC eLAC2007 et l'UE, ainsi que le Forum social mondial à Caracas²⁹.



DES PARTICIPANTS AUX CONSULTATIONS SUR LES POLITIQUES DE TIC EN ASIE, A DHAKA, FONT UNE PAUSE.
PHOTO: CHEEKAY CINCO

Travail d'APC dans la région de l'Asie du Sud

APC a organisé une réunion sur les politiques de TIC en Asie³⁰, à Dhaka, en avril pour définir les priorités en matière de politiques de TIC de même que les stratégies de plaidoyer dans les pays d'Asie, en particulier en Asie du Sud, et étudier les possibilités de réseautage et de coordination pour pouvoir influencer la recherche et le plaidoyer sur les politiques de TIC dans la région. Cette réunion a permis d'en arriver à un accord concret sur la création d'un consortium régional des organisations de la société civile qui œuvrent dans le domaine des logiciels libres et des questions de localisation en Asie du Sud.

APC a également soutenu les processus de plaidoyer pour les politiques nationales au Bangladesh (politiques sur la large bande)³¹, en Inde (accès ouvert au contenu en ligne sur les TICpD et contenu audiovisuel dont un espace en ligne sur les politiques d'information et de communication en Inde)³² et au Pakistan (radio communautaire)³³.

29 lac.derechos.apc.org/es-newsletter.shtml

30 www.apcasialCTpolicy.net

31 www.bfes.net

32 www.IS-watch.net

33 www.bytesforall.org

Espaces nationaux pour les politiques

APC, à titre de principal responsable de la mise en œuvre de la composante 1c du programme de CATIA sur le plaidoyer africain pour la réforme des politiques de TIC, a appuyé six processus de plaidoyers nationaux en Afrique. Notre travail sur CATIA, qui a commencé en mars 2004 et qui s'est terminé en août 2006, a consisté à appuyer les initiatives en cours et à renforcer les capacités des groupes de plaidoyer et des personnes du secteur privé, de la société civile et des médias.

Dans ce contexte, nous avons appris comment soutenir les campagnes de plaidoyer pour les politiques de TIC nationales. La méthode repose sur quatre éléments:

- Le renforcement des capacités des animateurs des politiques nationales au moyen d'ateliers et d'un mentorat individuel.
- Une approche multisectorielle pour encourager le dialogue sur les politiques de TIC nationales entre le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les médias.
- Le transfert du contrôle du processus à l'animateur national.
- Encourager l'animateur national à créer des réseaux de politiques comme plateforme de plaidoyer.

La réforme des politiques et de la réglementation s'est concrétisée au Kenya dès le début de 2005. KICTANet, réseau de plaidoyer multisectoriel, a organisé une série de débats inclusifs sur les politiques avec le gouvernement, le secteur privé, les médias et les consommateurs et a collaboré étroitement avec les pouvoirs publics pour formuler les politiques de TIC qui ont été approuvées par le Cabinet en janvier 2006³⁴. Ses activités ont notamment consisté à organiser des consultations en personne sur les politiques de TIC du Kenya avec les parties prenantes. Sur le plan de la réglementation, le plaidoyer de KICTANet a joué un rôle direct dans la libéralisation du VoIP par le régulateur.

KICTANet a créé un modèle répliquable d'un réseau de plaidoyer multisectoriel, auquel participe le secteur privé (FSI), les organisations de la société civile, les groupes de défense des consommateurs et le secrétaire permanent du ministère de l'Information et des Communications.

Au Sénégal, les membres des médias ont été sensibilisés à l'intérêt que présentent les TIC afin d'encourager une meilleure couverture des questions liées aux politiques de TIC. Nous participons activement à la création d'un espace média pour rendre compte des TIC. Les animateurs de CATIA ont également lancé une émission de télévision sur les politiques de TIC intitulée DEBATIC, une première au Sénégal.

Un réseau de la société civile (DMTIC) a été mis sur pied en République Démocratique du Congo (RDC) dans le cadre de CATIA afin de mobiliser les décideurs et d'utiliser la recherche pour éclairer le plaidoyer sur le réseau de dorsale national fondé sur les principes de l'accès ouvert. Pour le moment, la RDC n'a pas encore de connexion internet à fibre optique internationale.

³⁴ www.apc.org/english/news/index.shtml?x=3870218

«Nous participons activement à la création d'un espace média pour rendre compte des TIC. Les animateurs de CATIA ont également lancé une émission de télévision sur les politiques de TIC intitulée DEBATIC, une première au Sénégal». *Coura Fall*



COURA FALL (A GAUCHE), ANIMATRICE DE CATIA AU SENEGAL, INTERVIEWEE LORS D'UN ATELIER SUR LES POLITIQUES DE TIC ET LE ROLE DES MEDIAS. PHOTO: M. DIOP

En Ethiopie, un réseau de la société civile (EFOSSNet) a terminé un certain nombre de programmes de formation en juillet 2006 et a tenu des examens du Linux Professional Institute pour les étudiants à Addis Abeba en octobre. EFOSSNet a constitué un groupe de femmes appelé Lucyinyx, qui a organisé un événement en septembre, le Software Freedom Day, auquel ont assisté des représentants du gouvernement.

Le Nigéria, qui compte 130 millions d'habitants, n'a qu'une seule radio communautaire et aucune politique ne concerne ce secteur. Mais on constate une certaine évolution. Au Nigéria, la coalition de plaidoyer a persuadé le gouvernement de nommer un comité multisectoriel des politiques de radio communautaire. Le comité a rédigé un rapport sur des lignes directrices pour la radio communautaire en décembre 2006, mais le gouvernement n'a pas encore pris de décision.

En Ouganda, un réseau de femmes s'intéressant aux TIC, l'Uganda Women's Caucus on ICT (UWCI), a été réactivé et le Rural Communication Development Fund (RCDF) est en train d'être évalué à l'aide de la Méthodologie d'évaluation de genre (GEM) du PARF D'APC pour préconiser les approches sensibles au genre en matière de développement rural et TIC.

Coura Fall, animatrice CATIA au Sénégal:

Lors de notre première consultation nationale en 2005, nous avons invité différents acteurs des TIC du secteur privé, de la société civile et des médias. Nous avons initialement identifié trois secteurs prioritaires: l'accès aux TIC, le renforcement des capacités et la réglementation des TIC, mais nous avons décidé de privilégier le renforcement des capacités dans les médias. Nous avons essayé de comprendre pourquoi on parle si peu des TIC. Les journalistes ont dit qu'ils ne connaissaient pas les politiques de TIC ni les questions connexes et ne les comprenaient pas bien. La plupart n'ont même pas d'ordinateurs dans leur salle de presse. Nous avons donc décidé de renforcer leurs capacités, leur compréhension et leurs connaissances.

Dorothy Okello, WOUNGNET en Ouganda:

Nous effectuons une évaluation du Rural Communications Development Fund. Le Fonds s'occupe essentiellement de la question de l'accès universel, en particulier dans les régions rurales où le développement est nécessaire. Il s'agit des régions dans lesquelles l'opérateur national a jugé qu'il n'était pas rentable d'y être présent. [...] Nous ne nous intéressons pas au nombre de télécentres créés, mais à l'utilisation et à l'adoption

des services offerts selon la perspective du genre. Combien d'hommes, combien de femmes et quels services sont utilisés. On nous critique parfois: «D'accord, c'est ce que vous dites, mais sur quelles données vous basez-vous?». Nous aurons ainsi des données pour répondre: «Regardez, voici ce qui se passe». Ce genre d'enquête n'a encore jamais été réalisé en Ouganda.

Dawit Bekele, animateur CATIA en

Ethiopie: *Je peux dire avec certitude qu'il y a un an et demi, pratiquement personne ne comprenait ce qu'étaient les logiciels libres, quels en étaient les enjeux et les avantages. Maintenant, nous avons pas mal de gens qui en font la promotion.*

Jummai Umar, animateur CATIA au

Nigéria: *Au début de l'année, le président a accordé une deuxième licence de radio communautaire. Une seule, mais pour nous c'est un signe que le message passe. Je pense que c'est une question de temps. Le gouvernement lui-même voit et comprend que ce secteur doit être à la hauteur des aspirations. [...] Bien que le comité n'ait pas été établi, le président a approuvé la formation d'un comité qui recommanderait des critères au gouvernement pour un cadre stratégique. Voilà encore des signes que le gouvernement est à l'écoute.*

Un certain nombre de documents de fond ont été produits, notamment sur la convergence, par Kate Wild³⁵ et un autre sur l'accès ouvert à l'infrastructure en Afrique, par Mike Jensen³⁶, les deux en anglais et en français.

Une évaluation du processus de CATIA a été effectuée par le ministère britannique du développement international (DFID) et la composante 1c du programme – dont la mise en œuvre a été assurée par APC – a reçu une évaluation favorable³⁷. APC a également appuyé un certain nombre d'articles sur le processus de CATIA et les leçons retenues³⁸.

35 rights.apc.org/documents/convergence_FR.pdf

36 rights.apc.org/documents/open_access_FR.pdf

37 www.catia.ws/archive.php?s=LatestResources

38 www.catia.ws

Réseau national des politiques de TIC



LA «GALAXIE» DES PORTAILS SUR LES POLITIQUES NATIONALES SOUTENUES PAR APC MONTRÉ LES POINTS DE CONVERGENCES DES DIFFÉRENTES CAMPAGNES NATIONALES. PHOTO: ANDREW GARTON

L’initiative des politiques de TIC nationales est destinée à soutenir les membres dans leurs stratégies nationales de plaidoyer, au moyen d’un meilleur réseautage entre les divers processus nationaux (apprendre des autres) et soutenir leur engagement dans les processus mondiaux.

Le projet a commencé en 2004 avec onze membres³⁹. Chaque membre a créé un portail de suivi sur les politiques de TIC pour sensibiliser les activistes de la société civile au sujet des enjeux locaux, les stratégies permettant d’influencer le débat public sur les politiques et le suivi du processus du SMSI. Il s’agissait souvent de la première initiative de ce genre pour recueillir de l’information sur les politiques de TIC dans leur pays. En 2006, sept autres organisations⁴⁰ avaient rejoint le réseau.

En 2006, APC a axé ses énergies sur l’aide aux membres dans l’élaboration de leur contenu et la préparation de leurs campagnes dans le cadre de leur stratégie de plaidoyer. Tous les membres ont été invités à un atelier sur le renforcement des compétences en création de contenu à Londres en juin 2006. Cet événement a été un tournant décisif

39 Colnodo (Colombie), BlueLink (Bulgarie), LaNeta (Mexique), c2o (Australie), Pangea (Espagne), FMA (Philippines), Nodo TAU (Argentine), GreenNet (R.-U.), Unimondo (Italie), iTeM (Uruguay) et Alternatives (Canada/République Démocratique du Congo).

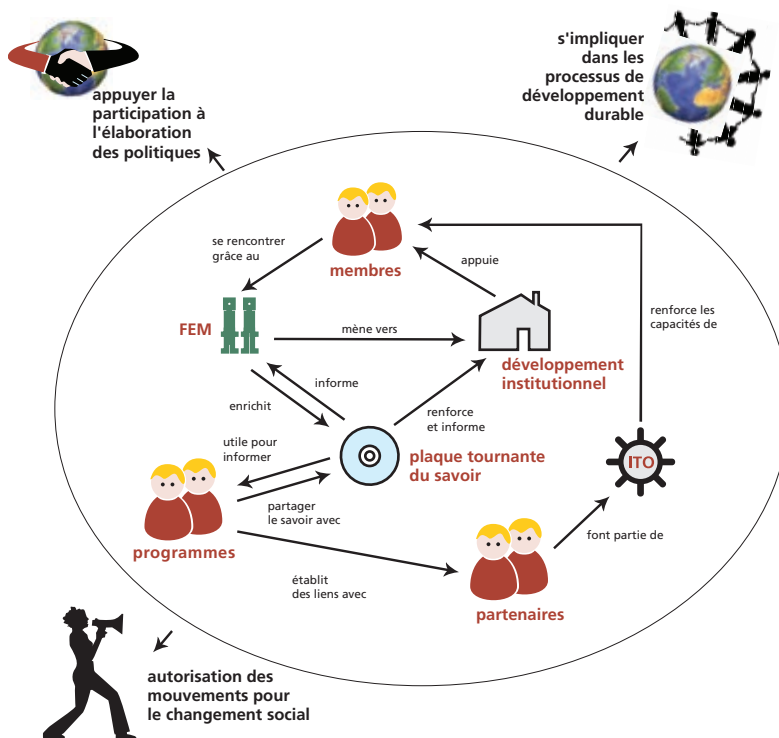
40 Bytes For All (Bangladesh), Bytes For All (Pakistan), ArabDev (Egypte), Open Forum (Cambodge), StrawberryNet (Roumanie), ZamirNet (Croatie), RITS (Brésil).

pour l'initiative, ce qui a permis de renforcer le réseau, de partager des compétences et de donner un nouvel élan pour trouver des idées novatrices. L'atelier a permis aux membres de mieux comprendre les espaces de formulation des politiques de TIC aux niveaux régional et mondial et les possibilités de plaider en cours dans la phase de mise en œuvre post-SMSI, comme le Forum sur la Gouvernance de l'Internet et l'AMTD. Il a également souligné l'importance de nouveaux espaces comme l'Organisation Mondiale du Travail (OMT) et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) pour débattre des politiques sur «l'accès au savoir». L'atelier a permis aux participants de mieux comprendre où se situait leur travail national dans le cadre général des politiques de TIC d'APC.

A la fin de 2006, l'intérêt de l'atelier est devenu encore plus évident lorsque les membres ont rendu compte des nouveaux engagements avec la société civile nationale et les processus gouvernementaux, y compris les annonces de huit membres sur des plans de consultations publiques nationales en 2007. ■

PROGRAMME D'USAGE STRATEGIQUE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES (USRC)

Le programme d'Usage stratégique et de renforcement des capacités (USRC) vient répondre à un besoin commun aux organisations œuvrant pour la justice sociale, à savoir une plus grande capacité d'utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) de façon stratégique pour renforcer leur efficacité et leur durabilité. Les parties intéressées par le programme d'usage stratégique sont les partenaires d'APC, les membres et d'autres programmes d'APC. L'un des aspects importants de la conception et de la mise en œuvre des activités de l'USRC est de voir comment ce programme peut apporter des avantages plus importants et comment il peut s'intégrer aux efforts complémentaires en matière de TIC pour le développement (TICpD) entrepris en dehors d'APC.



LE DIAGRAMME MONTRE COMMENT LE CONCEPT DE PLAQUE TOURNANTE DES CONNAISSANCES PEUT FACILITER UN «USAGE STRATEGIQUE» AVEC LE RESEAU ET AU-DELA. LE PROGRAMME D'USRC EST DANS UNE POSITION IDEALE POUR ETRE UNE PLAQUE TOURNANTE DES CONNAISSANCES ET FACILITER L'ECHANGE SUR LE PLAN DU SOUTIEN, DU DEVELOPPEMENT ET DES IDEES ENTRE LES MEMBRES D'APC ET LES PRATICIENS DES TIC EXTERIEURS AU RESEAU. COURTOISIE: USRC/APC

En 2006, le travail du programme d'USRC a porté sur le renforcement des capacités grâce à notre soutien, au développement continu de la base de ressources des formateurs de l'IntrainOnline (ITO) et aux activités de partage des compétences du projet de sans fil communautaire. Le programme des usages stratégiques coordonne également le fonds d'échange des membres d'APC (FEM), dont il est question dans la section «Réseautage» de ce rapport. En 2006, nous avons pris le temps de regrouper notre équipe et de traiter de nouveaux domaines d'innovation et de partage des compétences qui peuvent orienter et définir notre travail dans le cadre des changements rapides qui interviennent dans l'usage pratique et l'application des TIC pour le développement et le changement social. Le rôle attribué au programme tire avantage de notre position centrale au sein du réseau d'APC. Le programme se trouve donc dans une position idéale pour être une plaque tournante des connaissances et faciliter l'échange sur le plan du soutien, du développement et des idées entre les membres d'APC et les praticiens des TICpD extérieurs au réseau – en faisant correspondre les projets aux formateurs, aux outils et à l'expertise.

Le sans fil en Afrique

L'année étant la dernière du projet de «Renforcement des capacités pour la connectivité du sans fil communautaire en Afrique¹», il s'agissait de tirer parti de l'impulsion donnée ces trois dernières années pour envisager les prochaines étapes et des nouvelles idées de projets.

Les partenaires du projet² ont œuvré pour donner des compétences dans le domaine du sans fil et permettre une sensibilisation en Afrique au moyen d'une formation individuelle, d'outils de diffusion et de ressources d'information et faciliter le partage des connaissances locales à l'aide des technologies sans fil.

Le projet est né de l'idée que les technologies sans fil pouvaient offrir aux pays en développement un complément dynamique et de faible coût à leur infrastructure filaire. Il devenait évident que les normes du sans fil ouvert permettaient d'entrevoir des possibilités techniques à faible coût et amenaient le modèle d'internet décentralisé dans un domaine jusque-là dominé par les opérateurs de télécommunication traditionnels.

Le projet s'est axé sur quatre éléments interreliés: la préparation de documents, des ateliers en personne, la création et la mise à jour d'une base de connaissances sur le sans fil pour le développement et l'établissement de partenariats et de réseaux de connaissances. Le groupe principal visé était constitué des 'champions' potentiels : utilisateurs techniques, gestionnaires et formateurs susceptibles d'appliquer et de partager les compétences et les connaissances acquises pendant la formation.

La préparation de documents qui avait commencé en 2005 s'est poursuivie en 2006, avec la traduction et la localisation en quatre langues (anglais, français, arabe et espagnol). Ces documents ont servi aux ateliers régionaux de renforcement des capacités de 2006 qui ont eu lieu au Sénégal (pour les francophones d'Afrique de l'Ouest, en janvier) et au Maroc

1 www.apc.org/wireless

2 Dr Onno Purbo, wire.less.dk, Ecole Supérieure Multinationale des Télécommunications (ESMT), Réseau sans fil communautaire Champaign-Urbana (CUWiN), Kyle Johnston, Dr Alberto Escudero-Pascual.



LES FORMATEURS EN MATIERE DE SANS FIL APOSENT DES ETIQUETTES SUR UNE CARTE DE L'AFRIQUE POUR INDICER LES INITIATIVES DE SANS FIL DONT ILS SAVENT QU'ELLES SONT OPERATIONNELLES A LA SUITE DES QUATRE COURS DE FORMATION DONNES EN 2005-2006. PHOTO: APC

(pour l’Afrique du Nord, en juillet). Dans les deux cas, la demande de participation a été élevée – dépassant les attentes et les places disponibles. Le Sénégal et le Maroc se sont appuyés sur le programme pilote lancé pour la première fois lors des ateliers de 2005 en Afrique de l’Est et du Sud. L’atelier du Maroc a été une étape particulièrement importante pour le projet en devenant une plate-forme d’essai des documents de formation récemment publiés en arabe. En même temps que les versions en français et en anglais, il a été possible de télécharger toutes les unités de formation dans le répertoire des ressources de formation de ItrainOnline³.

3 www.itrainonline.org/itrainonline/mmtk/wireless_fr.shtml



LES PARTICIPANTS A L'ATELIER DE FORMATION SUR LE SANS FIL EN ARABE A IRFANE, AU MAROC, MONTRANT LES 'CANTENNES' SANS FIL QU'ILS ONT APPRIS A CONSTRUIRE. PHOTO: ANAS TAWILEH

La dernière évaluation effectuée parmi les participants de tous les ateliers a montré que plus de la moitié s'est par la suite lancée dans la formation en technologie sans fil et que l'autre moitié a construit elle-même des réseaux sans fil à la suite de la formation.

Un autre élément clé du projet a été l'établissement de partenariats et de réseaux de connaissances, ce qui a conduit à un nouvel engagement avec le secteur de la radio communautaire lors de séances de sensibilisation à l'utilisation de la technologie sans fil pour les radiodiffuseurs lors de la réunion AMARC9 à Amman, en Jordanie, en novembre. Les participants se sont montrés enthousiastes et ont contribué à renforcer les liens avec les diffuseurs communautaires. De nouvelles idées de projets de diffusion sans fil utilisant la radio communautaire en sont ressorties.

Lorsque les possibilités de mise en réseau de partenariats ont commencé à dépasser les ressources disponibles du projet, nous avons sorti un disque compact dans toutes les langues utilisées pour la formation ainsi que d'autres logiciels et documents utiles. Nous avons ainsi pu avoir une présence virtuelle lors d'autres événements pertinents, notamment le Sommet AirJaldi⁴ sur les technologies sans fil à Dharamsala, en Inde, en octobre.

APC a terminé cette phase du projet par une réunion de stratégie à Londres en décembre 2006 à laquelle ont participé plus de 40 personnes œuvrant activement à la mise en réseau du sans fil en Afrique. Elles se sont réunies pour deux jours de mise en réseau et de planification intensives. En plus de renforcer le réseau établi au cours des dernières années, cette dernière réunion a également servi à donner une image resserrée des initiatives en matière de sans fil communautaire sur le continent (voir photo). Elle a aussi permis d'établir des stratégies dans le cadre de nouvelles orientations, avant de se terminer par des recommandations pour une seconde phase du projet qui ont toutes été documentées dans le rapport final du projet.

4 drupal.airjaldi.com

CE QUE LES PARTICIPANTS ONT DIT DES ATELIERS SANS FIL 2006

«C'est une expérience surtout communautaire. Réunir tout le monde, mélanger leur expérience avec une bonne formation et avec l'expérience des autres. Il est également important de connecter les gens. Je m'étais toujours demandé si d'autres gens s'occupaient de sans fil dans la région? Maintenant je le sais». Participant égyptien à l'atelier du Maroc.

«Le programme a fait découvrir des technologies de pointe qui ont une incidence directe sur nos lieux de travail et les sociétés». Participant de Malawi à l'atelier d'Afrique du Sud.

«C'était fabuleux d'entendre des praticiens proactifs et passionnés. Que nous puissions ou non accélérer la déréglementation au Zimbabwe, il est essentiel d'être tenu au courant de la technologie pour une organisation œuvrant dans le domaine des TIC pour le développement comme la nôtre». Participant du Zimbabwe à l'atelier d'Afrique du Sud

Et en Amérique latine

APC est toujours en quête de possibilités de réseautage Sud-Sud. Même si le projet du sans fil était bien ancré en Afrique, le programme USRC a estimé dès le départ qu'il devait être également une plate-forme pour étudier d'autres possibilités semblables dans d'autres régions.

De l'information au sujet des ateliers a été distribuée aux membres d'APC de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) et Americo Sanchez, du membre péruvien CEPES, a été choisi par ses pairs pour participer au premier atelier d'Afrique de l'Est à Zanzibar en 2005. Il a profité de l'occasion pour présenter un projet de sans fil dans la vallée Huaral,⁵ où des milliers d'agriculteurs utilisent la technologie pour améliorer leurs méthodes d'irrigation dans cette région aride du Pérou. A son retour à Lima, il a préparé une proposition de financement afin de mettre en œuvre un projet du même genre dans la région ALC avec d'autres techniciens d'APC-ALC. A Zanzibar, il a fait part de son expérience à ses collègues et a animé une discussion sur les moyens de localiser le projet africain. En 2006, une équipe des membres d'APC-ALC, de partenaires d'APC et du personnel d'USRC ont joint leurs efforts pour finaliser une proposition sans fil dans la région ALC.

La conception du projet initial était fortement inspirée du projet africain, mais à mesure que l'équipe évaluait les forces et les faiblesses des récents ateliers africains, le projet a été repensé. La proposition finale⁶ insiste davantage sur la construction de réseaux utilisables en permanence, dont se serviront les communautés qui animent des ateliers. Elle

5 news.bbc.co.uk/2/hi/technology/4071645.stm

6 TRICALCAR (qui signifie «Tejiendo Redes Inalámbricas Comunitarias en AL&C») et sa mise en œuvre ont commencé en 2007 grâce au financement de l'Institut pour la Connectivité dans les Amériques. Les coordonnateurs du projet sont APC et ses organisations membres : Nodo TAU (Argentine), CEPES (Pérou), ESLARED (Venezuela), Colnodo (Colombie) et LaNeta (Mexique). Le Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC (PARF d'APC), l'organisation suédoise IT+46 et le portail WiLAC.net.

met l'accent sur la création d'un réseau solide d'experts et d'administrateurs de réseaux communautaires dans la région ALC. Il s'agit donc d'une différence considérable par rapport au projet africain, qui s'intéressait surtout à la création de documents de formation réutilisables par tous les utilisateurs de réseaux sans fil.

Évaluer l'incidence des prix

Depuis 2000, APC offre des prix pour reconnaître l'utilisation sociale de la technologie. En 2006, nous avons fait le point sur cette pratique. Après avoir évalué l'impact des prix à moyen et à court termes, nous avons examiné leur incidence à long terme sur les finalistes qui avaient fait partie de la liste restreinte du Prix Hafkin Afrique 2002.

Le thème du prix Hafkin varie chaque année. Pour le prix de 2002, le thème choisi était «Programme d'actions ciblées sur les personnes dans le domaine des TIC pour le développement». Le prix de 2002 était inhabituel en ce sens qu'APC avait pu le lier directement à ses initiatives de renforcement des capacités en invitant tous les finalistes à assister au tout premier atelier sur les politiques de TIC au profit de la société civile qui s'était tenu à Addis Abeba. La formation que les finalistes ont reçue est venue agrémente la chance d'être associé au prix en question.

Au Nigéria, le finaliste de Paradigm Initiative Nigeria (PIN) a par la suite travaillé dans le champ des politiques de TIC au niveau régional, international et local. En 2006, l'organisation a expliqué: «A PIN, les politiques de TIC n'étaient pas un centre d'intérêt important [à l'époque où l'organisation avait présenté sa candidature au prix Hafkin]. Mais après la conférence d'Addis, nous avons pris conscience de l'importance d'influer sur le processus et de ne pas se contenter de changer les choses une par une». PIN a par la suite participé à la création et à la gestion du Lagos Digital Village, du réseau des TIC pour le développement des jeunes Nigériens, du réseau des TIC pour le développement des jeunes africains et du Caucus des jeunes au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). L'organisation a également produit un livre présenté au public lors du SMSI II en Tunisie (novembre 2005), intitulé *Global Process, Local Reality*.⁷

Pour de nombreux candidats, le prix est leur première introduction à APC, et vice-versa. Dans certains cas, il s'en est suivi des discussions de collaboration et d'appartenance à APC, ce qui prolonge et enrichit leur propre travail et celui de la communauté d'APC. On a demandé au finaliste du prix Hafkin, Bridges.org (Afrique du Sud), de produire du matériel de formation sur les politiques de TIC dans le domaine de l'accès réel⁸ (qui a ensuite été traduit en espagnol et en français par APC) et de former les formateurs de la communauté d'APC. Parallèlement, Kubatana (Zimbabwe) a été intégrée à notre équipe internationale qui forme les militants de la société civile sur la façon de travailler en ligne en toute sécurité dans des conditions de répression. Les membres de Kubatana ont également assisté à des cours de formation pour améliorer leur capacité technique en matière de connectivité sans fil et de logiciels libres. APC en a assumé les frais.

7 www.pin.org.ng/global_process.php

8 rights.apc.org/training/contents/ictpol_fr/ictmodule.2006-06-20.6977970740/ictunit.2006-06-21.1375694200?set_language=fr

Prix des logiciels libres Chris Nicol

Aujourd'hui, on développe de plus en plus de programmes de logiciels libres dont un grand nombre atteignent des normes de facilité d'utilisation qui non seulement égalent les normes propres aux logiciels commerciaux, mais dans certains cas les dépassent. Mais les logiciels libres ne sont pas une alternative magique et gratuite aux logiciels coûteux. Certains partisans des logiciels libres pensent que les logiciels libres sont la panacée en ce qui concerne l'utilisation de la technologie au profit du développement. Il est vrai qu'ils présentent un véritable potentiel, mais nous ne devrions pas nous laisser prendre au piège par ce mythe.

Il reste encore beaucoup à faire pour que les usagers ordinaires de la communauté et des organisations de la société civile commencent à utiliser largement les logiciels libres. Il faut de bons manuels de logiciels, un soutien technique, une formation, ainsi qu'une critique et des évaluations ouvertes aux logiciels libres. Il faut également continuer de développer des logiciels.

APC participe à des projets liés aux logiciels libres depuis 1999 et bon nombre de nos membres y participent depuis plus longtemps encore. Nous savons que les logiciels libres ont un rôle important à jouer si les TIC doivent contribuer au développement humain. Mais nous sommes conscients également de la réalité. Pour les gens ordinaires, les logiciels libres sont encore difficiles à utiliser, car ils ne disposent pas d'information sur les logiciels disponibles ni sur la façon de les utiliser, ou n'ont pas accès à une formation ou à un soutien technique réguliers décentes.



CHRIS NICOL. PHOTO: APC

Chris Nicol, membre de la communauté d'APC depuis la fin des années 1990 et jusqu'à son décès le 29 août 2005, croyait comme nous tous dans la communauté d'APC que les ordinateurs et l'internet devraient servir à rendre le monde meilleur. Pour honorer sa mémoire, APC a créé le prix des logiciels libres Chris Nicol.⁹ Le prix biennal d'une valeur de 4000 dollars US et qui commémore sa vie et son travail a été lancé en août 2006 à Mexico.

ActionKit

L'ActionKit est à l'origine une idée des membres d'APC de l'Europe centrale et de l'Est qui cherchaient des moyens efficaces de créer des sites web pour mener des campagnes à l'intention de leurs groupes d'utilisateurs sans but lucratif. En 2005, ce concept est devenu un projet visant à concevoir un «outil à l'appui du plaidoyer en ligne dans le Sud». A l'époque, ActionApps était le système de gestion du contenu (SGC) de choix de la plupart des membres d'APC. Le projet avait pour but d'améliorer sa fonctionnalité comme outil de campagnes en ligne. La recherche sur les campagnes en ligne les plus fructifiantes

⁹ www.apc.org/english/chrisnicol/



ANN, DEUXIEME A GAUCHE, A L'UN DES NOMBREUX ATELIERS COORDONNES PAR USRC SOUS SA DIRECTION. PHOTO: APC

Ann Tohill, gestionnaire du programme USRC d'APC a démissionné en août 2006. Ann Tohill est entrée à APC en 2001 pour gérer le projet de centre de ressources en ligne. Ce projet a finalement été fusionné avec ItrainOnline, une ressource en ligne créée par APC et des organisations partenaires. ItrainOnline, coordonné par Ann, est devenu un centre important offrant des ressources de formation et autodidactiques qui cible les secteurs sans but lucratif, en particulier dans les pays en développement.

Mais malgré l'abondance d'informations sur l'usage des TIC sur le web, il était difficile de trouver une information de qualité, destinée aux formateurs, susceptibles d'être adaptée et localisée. La traduction coûte cher et le format de la plupart des outils didactiques ne se prête pas à une localisation de façon rentable.

Ann a relevé ce défi en coordonnant la création de la Trousse multimédia (MMTK) dans un format novateur. Le format MMTK a révolutionné le processus d'élaboration et de localisation des outils didactiques. Les modules, sous forme de modèles, contiennent des éléments différents mais normalisés qui facilitent la localisation, la traduction et les ajouts.

A titre de gestionnaire du programme USRC de 2003 à 2006, Ann a mis sur pied une équipe compétente et dynamique et a mis en oeuvre plusieurs projets importants qui ont produit des ressources qui resteront utiles pendant des années. Il s'agit notamment du matériel de formation sur les réseaux sans fil en anglais, en français et en arabe, qui ont également servi pour la formation de 145 participants africains sur la création de réseaux sans fil communautaires ; de la contribution d'APC à l'Information Management Resource Kit (IMARK), des modules d'auto-apprentissage élaborés par la FAO ; des modules MMTK pour les centres multimédia communautaires de l'UNESCO, qui comprenaient certains des tout premiers outils didactiques sur logiciels libres et la conversion du cours initial d'APC sur les politiques de TIC en format MMTK.

Ann va nous manquer, tant pour son humour que pour son expertise. L'équipe d'APC et les membres qui ont travaillé avec elle ont tous appris de cette expérience. Nous lui souhaitons bonne chance dans ses nouvelles activités et espérons continuer de collaborer avec elle à d'autres titres. ■

parmi les OSC, a montré que le SGC Drupal offrait les solutions les plus pratiques. C'est ainsi qu'ActionKit est devenu un projet visant à créer une série de modules qui permettent l'intégration de la fonctionnalité de campagne de Drupal aux sites ActionApps¹⁰.

Le travail de développement a fait l'objet d'un appel d'offres parmi le réseau des membres d'APC. En juillet 2006, un rapport sur la facilité d'utilisation et un projet de modules de localisation, de documentation et d'intégration¹¹ ont été élaborés. Le projet a également donné lieu à un certain nombre d'échanges entre ces membres et d'autres appartenant au réseau. Ces derniers souhaitent partager leur expertise et leur expérience avec le système Drupal et en savoir plus. Il s'en est suivi une étude sur de nouvelles stratégies de développement contenant des plans pour 2007, notamment une étude des moyens permettant d'améliorer l'accessibilité des outils de partage du contenu et de mise en réseau sociale dans le contexte du développement.

ItrainOnline

ItrainOnline est une initiative en partenariat¹² entre huit organisations possédant une expérience particulière en renforcement des capacités dans le contexte du développement. ItrainOnline compte actuellement deux éléments principaux: le portail ItrainOnline, qui est une passerelle vers un ensemble de ressources en ligne pour aider les organisations de coopération et de la société civile à utiliser efficacement les TIC, et la trousse de formation multimédia ItrainOnline (MMTK). Cette trousse contient une série de modules d'ateliers destinés à aider les formateurs qui travaillent avec les téléc centres, les ONG, les médias communautaires et le secteur de la coopération à présenter des cours de formation efficaces portant sur une vaste gamme de sujets liés aux TIC et autres.

Tout au long de 2006, le travail s'est poursuivi sur le portail ItrainOnline¹³ avec l'ajout régulier de nouvelles ressources en anglais, en espagnol et en français. Soixante mille pages ont été consultées en moyenne chaque mois; parmi les dix premiers pays utilisateurs citons l'Afrique du Sud, le Mexique, la Turquie, l'Inde, la Colombie, le Brésil, l'Argentine, le Venezuela et le Maroc. Les sections les plus consultées portaient sur les compétences de base en informatique, les logiciels libres, la mise en réseau et les bases de données, la radio, la conception de pages web et les ressources pour les formateurs.

La section sur le MMTK – un outil didactique partageant un format modulaire commun – a été considérablement étendue en ajoutant seize unités sur les réseaux sans fil en anglais, en français et en arabe. En octobre 2006, les partenaires se sont réunis pour faire de leur

10 Il existe des centaines de sites web ActionApps en Colombie, en République tchèque, au Pérou et au Chili, pour ne mentionner que quelques pays.

11 Partage du contenu entre Drupal et ActionApps à l'aide du RSS: actionkit.zpok.hu/actionkit-rss-doc; Afficher le contenu de Drupal dans ActionApps: actionkit.zpok.hu/actionkit-gcapi-doc; page de Drupal, node et modules pour le mécanisme d'affichage: actionkit.zpok.hu/page-block-building.odt; Partage et intégration du contenu: actionkit.gn.apc.org et drupal.org/project/actionapps; Rapport de convivialité: actionkit.zpok.hu/DrupalUsability.pdf.

12 Les partenaires actuels d'ItrainOnline sont APC, Bellanet, la FAO, l'International Institute for Communication and Development (IICD), le Réseau international pour l'accès aux publications scientifiques (INASP), OneWorld.net, Telecentre.org et l'UNESCO.

13 www.itrainonline.org

vision partagée de ItrainOnline un partenariat d'organisations nourrissant un même intérêt pour le renforcement des capacités en matière de TICpD et comportant un ensemble commun de produits et de services: un forum et un réseau pour partager et développer des approches en matière de renforcement des capacités et pour aider ceux qui œuvrent pour le renforcement des capacités dans le domaine des TICpD; des outils d'apprentissage sous divers formats et faisant appel à différents processus, notamment une production qui est à la fois inspirée par les experts et réalisée en collaboration et avec les pairs; et une plateforme pour appuyer les domaines d'activité de ItrainOnline, en particulier un répertoire de sujets d'apprentissage et des espaces interactifs pour les formateurs.

Harambee: Travailler en collaboration pour renforcer les voix de l'Afrique

Harambee est un mot swahili qui veut dire «travaillons ensemble». Il s'agit de réunir la communauté autour d'un but commun – dans ce cas, permettre aux organisations africaines d'améliorer leur utilisation des TIC dans un but de collaboration pour qu'elles puissent davantage participer aux dialogues et aux actions en développement qui les touchent.

Harambee est un projet de deux ans qui a débuté en 2006. Il est coordonné par un partenariat entre Bellanet International, Bellanet Africa, APC (par l'intermédiaire du réseau APC-Femmes-Afrique) et la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA). Le projet portera ses fruits en 2007¹⁴. ■

14 www.harambeeafrica.net

PROGRAMME D'APPUI AUX RESEAUX DE FEMMES (PARF d'APC)

Le PARF d'APC est à la fois un programme d'APC et un réseau de femmes mondial qui a pour but d'autonomiser les femmes grâce aux TIC. En 2006, les champs d'action du PARF d'APC en matière de plaidoyer pour les politiques, l'évaluation et la recherche, ainsi que le renforcement des capacités sont devenus de plus en plus interdépendants, chaque domaine éclairant et renforçant le travail des autres. Le meilleur exemple en est notre nouvelle campagne, Take Back the Tech!, qui associe le plaidoyer pour les politiques, la création de contenu et le renforcement des capacités pour combattre, au moyen des TIC, la violence faite aux femmes.

La priorité que nous accordons à la violence faite aux femmes est un moyen de montrer la pertinence des TIC pour les femmes à l'échelle mondiale et locale. En 2006, le PARF a fait un grand pas en avant en faisant en sorte que le genre soit abordé avec les questions générales sur les TIC. Au-delà du geste symbolique, on a pu voir des questions importantes touchant les TIC, comme la censure, à travers le prisme du genre lors d'un forum mondial sur les TIC, le Forum sur la Gouvernance de l'Internet.

En 2006, l'équipe du PARF et les membres d'APC ont également adopté de nouveaux outils de TIC pour l'activisme, pour acquérir et partager des compétences techniques et promouvoir les logiciels libres dans nos quatre régions prioritaires: Amérique latine, Asie-Pacifique, Afrique et Europe. Dans le cadre de notre engagement à l'égard de la diversité, nous nous sommes attachés à offrir davantage d'outils sur le genre et les TIC ainsi que de l'information dans plusieurs langues. Nous avons lancé notre site observatoire du genre et des politiques de TIC GenderIT.org en espagnol et en portugais, en plus de publier notre Méthodologie d'évaluation de genre (GEM) pour les TIC en quatre langues.

Plaidoyer pour le genre et les politiques de TIC

GenderIT.org

GenderIT.org, le site observatoire du genre et des politiques de TIC du PARF d'APC, lancé en 2005, cerne les liens entre les enjeux qui touchent les femmes et les questions liées aux TIC. Destiné aux organisations et aux mouvements de femmes ainsi qu'aux décideurs du milieu des TIC, le site a été considéré comme une «ressource extraordinaire» par les défenseurs du genre et des TIC en raison de sa volonté d'offrir des textes analytiques, originaux et de qualité¹.

En 2006, le PARF a lancé GenderIT.org en espagnol. Tout comme son site équivalent en anglais, la version espagnole regorge d'articles, de documents, d'analyses sur les politiques, d'entrevues, d'événements et contient même un annuaire de personnes œuvrant

1 Dans le sondage sur le site GenderIT.org de 2006, presque 50 % des utilisateurs anglophones ont dit consulter le site plusieurs fois par mois. 80 % des personnes interrogées ont dit que les textes et les articles originaux étaient les éléments les plus utiles de GenderIT.org et 69 % ont cité son contenu général, comme les études de cas sur les évaluations de genre.

En 2006, GenderIT.org a publié cinq bulletins thématiques en se concentrant sur des questions de TIC spécifiques dans l'optique du genre et dans des contextes nationaux divers.

Un groupe de collaborateurs d'Inde, du Pakistan, des Philippines, de Bosnie-Herzégovine, d'Uruguay, du Pérou, d'Argentine et du Venezuela ont régulièrement apporté leur contribution.

La dimension genre de l'éducation et de la formation aux TIC, la liberté d'expression, le plaidoyer international et la Plate-forme d'action de Beijing, la gouvernance de l'internet, le plaidoyer pour les politiques de TIC nationales et la participation des femmes et de la communauté des logiciels libres ont fait l'objet d'analyses.

Chaque numéro de GenderIT.org se penche sur des sujets importants sous différents angles pour révéler les dimensions genre que l'on ne voit pas dans le discours habituel sur les TIC. Il présente également des points de vue divergents pour animer le débat.

dans le domaine du genre et des politiques de TIC. La version espagnole de GenderIT.org n'est pas une simple copie du site anglais, puisqu'elle vise à aborder des priorités et des questions qui concernent plus particulièrement les femmes d'Amérique latine et à veiller à ce que leurs voix ne soient pas absentes dans les débats mondiaux et régionaux sur les politiques de TIC.

«Le site GenderIT.org en espagnol est une des rares références dans cette langue sur internet qui traite en particulier de la question des femmes et des politiques de TIC», dit Graciela Selaimen Baroni, une Brésilienne qui milite depuis longtemps pour l'utilisation stratégique de la technologie. Le site compte presque un millier² de ressources, dont environ 40% sont en espagnol et portugais. «Si nous avons ce grand nombre de ressources en espagnol, c'est que nous avons dès le début recueilli des documents dans les trois langues. Le lancement de GenderIT.org en espagnol a été en réalité le lancement d'une interface en espagnol avec ces ressources», explique la coordonnatrice de GenderIT.org, Katerina Fialova.

FeministTalk, le blogue d'événements et d'enjeux de GenderIT.org, attire les défenseurs du genre et des TIC par sa couverture souvent humoristique des événements. En 2006, GenderIT.org a couvert ainsi six événements, notamment les Forums sociaux mondiaux polycentriques, Highway Africa et le Forum sur la Gouvernance de l'Internet à Athènes.

Le genre et le premier Forum sur la Gouvernance de l'Internet

Le PARF a donné une place au genre au Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI) qui s'est tenu à Athènes, en Grèce en novembre 2006. La discussion de groupe organisée par le PARF, «Réglementation du contenu dans les perspectives du genre et du développement», a permis de faire entendre les voix des FSI, des média-activistes féministes et des organismes internationaux afin de débattre de la question de la pornographie sur l'internet de divers points de vue et de réfléchir aux tensions entre la réglementation du contenu, la liberté d'expression et le plaidoyer pour les droits des

2 Chiffres d'avril 2007: 606 documents en anglais et 382 en espagnol et portugais.



DO NOT LOOK AT PORN

Ce court vidéo de Namita Malhotra commandé par le PARF donne le ton du débat sur la réglementation du contenu au Forum sur la Gouvernance de l'Internet³.

femmes et des enfants. Avec d'autres défenseurs du genre et des TIC, le PARF a publié la déclaration «Women Setting the IGF Agenda», qui affirmait que le FGI n'avait pas compris comment le genre et la gouvernance de l'internet s'entrecroisent et que des décennies de pratique montrent que les projets de développement qui prennent les perspectives de genre au sérieux sont plus susceptibles d'atteindre leurs objectifs. La déclaration appelait les hommes et les femmes qui veulent faire appliquer le principe de l'égalité de genre à former une coalition afin d'exiger la parité dans les activités du FGI et de faire participer des femmes et des spécialistes du genre à l'établissement de l'ordre du jour du FGI II⁴. Au FGI, les blogueuses de Feminist Talk ont écrit des critiques provocatrices en ligne, en direct d'Athènes, et nous ont permis de mieux comprendre ce que veut dire la gouvernance de l'internet⁵.

DES LOUANGES POUR GENDERIT.ORG:

«Une ressource extraordinaire pour nous, défenseurs du genre, organisations et mouvements de femmes dans le monde qui commençons tout juste à nous intéresser aux questions de genre dans le cadre de l'adoption et de l'application des TIC et avons besoin de comprendre les liens avec les questions qui touchent les femmes». *Il manque une source ici*

«Merci pour une autre série de ressources et d'articles formidables. J'apprécie énormément GenderIT et je l'utilise non seulement à titre de référence, mais également récemment pour enseigner (un cours universitaire sur le genre, le développement et la mondialisation à l'Université du Massachusetts de Boston)». *Sonia Jorge, Consultante en politiques de communication, régulation, genre et développement*

«... J'ai été ravie de lire l'article 'Reclaiming women's space at the peace table' [...] qui est un des rares articles que j'aie lu jusqu'à présent sur les TIC et leur rôle dans le renforcement des perspectives et des cadres axés sur le genre pour l'établissement de la paix. Le site parent de l'article, GenderIT.org, est une source incroyable d'informations sur les TIC et le genre». *Sanjana Hattotuwa*

3 www.genderit.org/en/index.shtml?apc=r90501-e95021-1

4 www.genderit.org/en/index.shtml?w=r&x=95000

5 www.genderit.org/en/index.shtml?apc=f--e--1&nocache=1

Plaidoyer pour les politiques nationales

Le plaidoyer pour les politiques de TIC nationales est un processus qui prend du temps et une des priorités du PARF en 2006 a été son plaidoyer pour la prise en compte des perspectives de genre dans les politiques de TIC nationales. Outre les efforts de GenderIT.org pour documenter les études de cas nationales et renforcer les capacités en matière de contenu des politiques sensibles au genre au niveau national, il faut mentionner le travail du réseau de l'Amérique latine avec les enthousiastes de la radio communautaire. L'équipe du PARF a par ailleurs collaboré étroitement avec les défenseurs du genre et des TIC en Ouganda, aux Philippines et en République tchèque.

Ouganda

L'initiative de WOUGNET, membre d'APC⁶, «Engendering the Uganda National ICT Policy Processes» a aidé les décideurs et les médias à formuler les questions de genre dans les processus en cours en Ouganda. Ceci a permis d'évaluer plus précisément la mise en œuvre d'un fonds de développement des communications en milieu rural émanant du gouvernement. Les politiques d'APC et les programmes des femmes ont donné des conseils à WOUGNET tout au long du projet. L'organisation ougandaise a en effet voulu déterminer dans quelle mesure le fonds avait assuré un accès universel aux communications en milieu rural et si le processus de mise en œuvre avait pris en compte les préoccupations relatives au genre au service des femmes et des hommes.

Philippines

Le PARF a donné des conseils et fait des observations sur un document de recherche sur les questions de genre et de TIC réalisé aux Philippines⁷ par la Foundation for Media Alternatives (FMA), un membre d'APC⁸. Le document porte sur la Commission sur les TIC des Philippines et formule des recommandations précises concernant les structures et les mécanismes actuels susceptibles de contribuer à l'intégration de la perspective de genre dans les politiques, les programmes et les projets en matière de TIC.

République tchèque

En 2006, le PARF d'APC Europe a contribué à la sensibilisation au genre lors d'une conférence nationale sur le gouvernement électronique en République tchèque⁹. Cette conférence qui en était à sa neuvième année n'avait jamais abordé la question de l'égalité de genre. Le groupe du PARF, dont le sujet était «Les TIC et l'égalité des chances pour les femmes et pour les hommes», a réuni un large éventail de participants, dont le ministre tchèque de l'Informatique, le chef du Conseil gouvernemental pour

6 www.wougn.net.org

7 Une ébauche du document figure sur le site: www.genderit.org/en/index.shtml?w=r&x=95064

8 www.fma.ph

9 La conférence a été organisée par Internet in Public Administration and Self-Government (ISSS), Local and Regional Information Society (LORIS) et la Visegrad Group for Developing Information Society (V4DIS). Voir: www.issc.cz/archiv2006/v4dis



Les décideurs ont besoin de données solides pour prouver l'ampleur de la fracture numérique en Afrique francophone, déclare Marie-Hélène Mottin-Sylla membre du PARF d'APC, rattachée à d'ENDA-TM du Sénégal et auteure de *Fracture numérique de genre en Afrique francophone: Une inquiétante réalité*, qui a été traduit en anglais par APC en 2006.

l'égalité des chances pour les femmes et les hommes et un délégué de l'association des jeunes Roms, Athinganoi¹⁰. Avant la conférence, le PARF d'APC Europe a réalisé un sondage auprès de mairesses en République tchèque, qui dirigent souvent des petites villes et collectivités rurales où l'infrastructure, les services et l'accès aux TIC restent absents. Les résultats provenant du sondage et d'une séance sur les femmes, les TIC et le gouvernement électronique, ont été présentés à la réunion annuelle des mairesses tchèques à Ostrava (mai 2006). Les articles découlant de ces deux expériences¹¹ ont été parmi les plus consultés dans les archives de GenderIT.org.

Bulgarie et Pologne

Les membres du PARF de l'Europe centrale et de l'Est ont adapté le programme des politiques de TIC d'APC¹² à partir d'une évaluation des grandes questions touchant les politiques de TIC et les besoins en renforcement des capacités dans la région. Les études de cas sur le genre et les TIC en Bulgarie et en Pologne ont fait ressortir un contraste intéressant sur l'incidence des programmes eBulgaria et ePoland sur les femmes et les filles.

Amérique latine

En Amérique latine, le PARF a collaboré étroitement avec le programme des politiques d'APC, les membres d'APC et l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC) sur une stratégie tenant compte du genre pour l'inclusion numérique dans la radiodiffusion communautaire en milieu rural. Ce projet de recherche, qui devrait prendre fin en 2007, a identifié les meilleures pratiques en matière de politiques publiques sur la radio communautaire, ainsi que les obstacles à un usage utile, et comprend des études de cas détaillées sur les politiques et les médias en milieu rural, la technologie, la régulation et les pratiques au Pérou, en Colombie et au Chili.

10 On peut consulter les rapports sur le groupe et l'événement à:

www.genderit.org/en/index.shtml?apc=a--e94245-1

www.issz.cz/archiv/2006/v4dis/adetail.asp?id=385

11 «Linking Czech women and e-government»: www.genderit.org/en/index.shtml?apc=a--e94245-1

«E-government: When the gender lens is missing»: www.genderit.org/en/index.shtml?apc=a--e94244-1

12 rights.apc.org/training

Sensibiliser davantage au genre et aux TIC

En 2005, le PARF d'APC a préparé une série de documents d'information sur les principales préoccupations touchant le genre et les TIC. Les liens entre les TIC et le trafic des femmes et la violence faite aux femmes de même que l'utilisation des TIC pour réduire la pauvreté font partie des sujets qui ont été abordés¹³. Les documents d'information se sont révélés des outils très efficaces pour mobiliser les femmes et les organisations de femmes et pour expliquer pourquoi le genre est important dans l'élaboration des politiques de TIC. En 2006, ces documents ont été traduits en espagnol et imprimés pour en faciliter la distribution lors d'une dizaine d'événements qui se sont déroulés en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine.

Le PARF organise régulièrement des ateliers de sensibilisation sur le genre et les TIC et l'équipe intervient chaque fois qu'on le lui demande. Par exemple, dans le cadre de l'observatoire des politiques de TIC d'APC de l'Amérique latine, le PARF a organisé le Forum Internet et Société, un séminaire de cinq jours pendant le WALC 2006, l'atelier de réseautage internet de l'Amérique latine¹⁴. Le séminaire a porté sur les droits de l'internet et les questions de genre et de TIC et a attiré plus de 100 participants, dont des experts en politiques et régulation. Au cours du Symposium international sur les politiques et la stratégie sur les opportunités numériques dans les perspectives de genre à Séoul¹⁵, le PARF a contribué à la création d'une alliance régionale sur le genre et les politiques de TIC pour le développement et plus précisément pour encourager l'échange entre les administrations municipales au sujet de l'intégration du genre aux politiques de TIC locales.

Des organismes d'Etat et des gouvernements, comme les instituts nationaux des femmes du Venezuela et de l'Uruguay demandent de plus en plus souvent au PARF de leur fournir des conseils et le PARF a intégré le genre pour la première fois dans des espaces comme la Cinquième activité nationale pour l'inclusion numérique au Brésil.

Lier la violence faite aux femmes et les TIC: Take Back the Tech!

La cause profonde de la violence faite aux femmes est l'inégalité dans les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes dans presque tous les aspects de la vie. Le domaine des TIC connaît le même genre de disparité. Cela veut dire que la violence qui se produit dans des espaces physiques comme la maison ou la rue se produit également désormais sous de nouvelles formes et dans des espaces numériques, comme le cyber-harcèlement ou le voyeurisme numérique. A mesure que la technologie se miniaturise et devient moins coûteuse, l'installation de minuscules caméras difficiles à détecter facilitent le voyeurisme et la surveillance. Les images de femmes enregistrées pendant des moments intimes, sans qu'elles le sachent ou sans qu'elles aient

13 «Paddling in Circles While the Waters Rise: Gender Issues in ICT and Poverty Reduction»: www.genderit.org/en/index.shtml?w=r&x=91782

«Cultivating Violence Through Technology? Exploring the Connections between Internet Communication Technologies (ICT) and Violence Against Women (VAW)»: www.genderit.org/en/index.shtml?w=r&x=91306

«Digital Dangers: Information & Communication Technologies and Trafficking in Women»: www.genderit.org/en/index.shtml?w=r&x=91637

14 www.walc2006.ula.ve/

15 www.women.or.kr/board/view.php?id=Newsletter_English&no=5

donné leur consentement, sont vendues comme des films pornographiques sur internet. Entre les mains de conjoints violents férus de technologie, les espionciels et les systèmes de positionnement mondial (GPS) servent à suivre et contrôler les mouvements de leur partenaire.

Le PARF croit que les TIC et la violence faite aux femmes affectent notre capacité à bénéficier pleinement de nos droits humains et de nos libertés fondamentales. Nos droits à l'information et à l'expression, à l'auto-détermination, à une participation utile à la vie sociale, économique, culturelle et politique, à la liberté de mouvement sans être harcelé ou subir des menaces pour notre sécurité et à l'égalité et la non-discrimination s'appliquent également aux espaces numériques.



PARF d'APC. REAPPROPRIE-TOI LA TECHNOLOGIE!

C'est pourquoi, pendant les seize jours d'activisme contre la violence de genre qui se sont déroulés du 25 novembre au 10 décembre 2006, le PARF a lancé le slogan «Réapproprie-toi la technologie!»¹⁶ à tous ceux et celles qui utilisent les TIC pour lutter contre la violence faite aux femmes au moyen d'un outil de TIC quelconque – téléphone mobile, messagerie instantanée, blogue, site internet, appareil photo numérique, courriels ou baladodiffusion.

La campagne Take Back the Tech! visait à mieux faire comprendre le lien entre les TIC et la violence faite aux femmes, à renforcer les capacités en TIC des défenseurs des droits des femmes, à créer un contenu original et varié sur la violence faite aux femmes et les TIC et à commencer l'établissement d'une communauté qui continuera à établir des stratégies d'élimination de la violence faite aux femmes au moyen de plates-formes numériques¹⁷.

Chacun des seize jours de Take Back the Tech! 2006 était consacré à une action différente: un jour, on a demandé aux usagers de TIC de remplacer la page d'accueil par défaut

¹⁶ www.takebackthetech.net

¹⁷ G2G (Brésil), Creating Resources for Empowerment in Action (Inde), the KOMAS People's Communication Centre (Malaisie), Women'sNet (Afrique du Sud), Silence Speaks (É.-U.) et l'Association for Women's Rights in Development (international) ont été les partenaires du PARF d'APC dans cette première série de Take Back the Tech! dont ils ont fait un succès.

dans des cybercafés par des sites sur la violence faite aux femmes ou le site web de Take Back the Tech! Un autre jour, on a demandé de faire un «Wikipedia féministe» et un autre, on a demandé aux participants de changer leurs signatures de courriel.

Le site donnait également des conseils sur la sécurité en ligne, notamment des documents qui traitent des liens entre la violence faite aux femmes et les TIC et des conseils pratiques pour que les femmes puissent communiquer plus sûrement en ligne. Les participants à la campagne ont envoyé des traductions des documents de la campagne Take Back the Tech! en malais, tchèque, espagnol et portugais et bien d'autres arrivaient tous les jours.

Les blogueurs ont été invités à participer à ka-BLOG! Pour les néophytes, des tutoriels et des guides ont été offerts pour simplifier le lancement d'un nouveau blogue et afficher des contributions. «La campagne a été une bonne raison – ou un incitatif – pour commencer à bloguer, même timidement. J'ai l'impression que j'ai encore beaucoup à faire avant de me sentir à l'aise et en sécurité dans cette nouvelle interface, qui en réalité n'est pas très sécuritaire. J'ai pensé aux différences entre bloguer sous son véritable nom et un surnom», fait observer une participante du Brésil, où notre partenaire G2G a traduit les textes en portugais et encouragé les organisations de femmes locales à participer à tous les aspects de la campagne. Ka-BLOG! a attiré plus de 30 blogueurs – femmes et hommes – avec au moins 150 contributions en huit langues, y compris en coréen, malais et portugais.

Des cartes postales numériques du Rwanda, d'Afrique du Sud, de l'Uruguay, du Mexique, des Philippines et d'autres pays ont donné des images et des idées éloquentes qui recréent une vision de la technologie fondée sur l'égalité.

«Take Back the Tech! a rejeté le discours de la victimisation», dit Jac sm Kee, la coordonnatrice de la campagne. «Il s'agit en fait de voir la dimension politique des espaces numériques et de réserver seize jours pour prendre des mesures simples, créatives et pourtant concrètes pour remédier à la violence faite aux femmes. Par la même occasion, on acquiert des connaissances, on se familiarise avec la technologie et surtout, on fait évoluer les attitudes au sujet du rapport des femmes avec la technologie».

Améliorer les compétences des femmes en TIC et leur usage stratégique par les organisations de femmes

L'action du PARF d'APC concernant le renforcement des capacités vise à améliorer les compétences techniques des femmes en leur donnant plus de choix informés et en facilitant l'utilisation de la technologie parmi les organisations de femmes. La formation dispensée par le PARF comprend des séances pratiques et directes, qui portent non seulement sur les outils eux-mêmes mais également sur ce dont les femmes et leurs organisations ont besoin. Le PARF estime que le renforcement des capacités repose sur la planification de la technologie et est inséparable de l'aspect politique des implications technologiques afin de créer des sociétés inclusives plutôt qu'exclusives. Dans ce contexte, le PARF préconise fortement l'utilisation des logiciels libres et des outils en collaboration qui permettent de publier sur internet des textes qui concernent les femmes, dans leurs langues et en respectant leurs conditions. Le PARF encourage le mentorat des femmes par d'autres femmes, localement ou en profitant des réunions internationales pour partager le savoir.

LES LOGICIELS LIBRES POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES



FORMATRICES ET INTERPRETES DU PARF D'APC AU KNOW HOW. PHOTO: UNE PARTICIPANTE A L'ATELIER

La conférence Know How 2006 de Mexico, qui a réuni des centaines de spécialistes féministes de l'information du monde entier, a été l'occasion rêvée pour donner une formation directe sur les logiciels libres aux organisations de femmes. Au cours de cet atelier ambitieux de deux jours, auquel ont assisté dix-huit femmes et hommes de plusieurs pays d'Amérique latine et d'Asie, ainsi que de Russie et du Canada, on a présenté les principes des logiciels libres pour les systèmes d'exploitation Windows et les mesures à prendre pour un transfert complet à un système d'exploitation GNU/Linux utilisant Ubuntu.

L'atelier s'est déroulé en ligne et a été dirigé par des membres du PARF de plusieurs continents, en anglais et en espagnol. En préparation de cet événement, l'équipe du PARF a appris comment installer et utiliser le Drupal pour héberger le matériel pédagogique de l'atelier et les blogues, conformément à la priorité du programme qui est d'explorer de nouveaux outils de logiciels libres¹⁸. Selon les organisateurs de Know How, l'atelier a été le premier à être déjà complet deux mois avant la conférence. ■

Comme le résume Lenka Simerska, coordonnatrice régionale européenne du PARF et formatrice en République tchèque: «La formation devrait faire le lien entre la technologie que les femmes utilisent et la politique qui la régit, les origines des solutions technologiques, ceux qui en tirent profit, la mesure dans laquelle l'utilisateur contrôle les applications, la compréhension des implications pour la sécurité et ce qui se passe dans l'ordinateur quand on installe une application. Dans notre formation, nous ne nous contentons pas de fournir des outils, nous voulons que les participants puissent les choisir»¹⁸.

La formation offerte par le PARF en 2006 comprenait une séance de planification de la technologie pour le groupe de plaidoyer pour les droits humains, Creating Resources for Empowerment in Action (CREA), de New Delhi, en Inde, ainsi qu'un cours sur l'usage

¹⁸ www.apcwomen.org/news/index.shtml?x=93802

LE MEMBRE MEXICAIN DU PARF SORT UN DISQUE COMPACT DE FORMATION POUR LES PLUS DE 35 ANS

Modemujer a préparé un disque compact de formation original en animation graphique destiné aux femmes rurales d'Amérique latine de plus de 35 ans qui n'ont jamais utilisé d'ordinateur. Le programme de formation permet aux femmes d'apprendre à leur propre rythme tout ce qui concerne les droits des femmes, le genre, la violence faite aux femmes et comment utiliser un ordinateur et se connecter à l'internet¹⁹.

stratégique de l'internet pour les femmes de Enlace Continental Network of the Americas. Pour ne nommer qu'une autre formation, nous pensons aux outils de gestion de contenu en logiciel libre présentés aux concepteurs de pages web et rédacteurs de contenu en République tchèque, en collaboration avec Women's Information Technology Transfer (WITT).

Enseignement de compétences aux femmes rurales: petites subventions de GenARDIS



OUVERTURE PLENIERE DE L'ATELIER D'UGANDA. PHOTO: MYLENE SOTO

Le Fonds de microfinancement pour le Genre, l'Agriculture et le Développement rural dans la société de l'information (GenARDIS) a été créé en 2002 pour participer à la prise en charge des questions de genre liées à l'application des TIC pour le développement agricole et rural en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique (ACP). Ce programme tient compte des contraintes et des défis que rencontrent les femmes rurales, des défis qui comprennent des facteurs culturels qui gênent l'accès des femmes aux TIC, le manque de temps pour participer à des formations et utiliser les TIC, l'accès très limité aux technologies comme la

19 www.modemujer.org/mujerrural

Les bénéficiaires de projets financés par GenARDIS sont surtout des femmes dirigeant une petite exploitation agricole. Au Burkina Faso, l'Association Manegbzanga a utilisé le fonds GenARDIS pour offrir une formation de base en français et en TIC à 30 femmes. Elles sont maintenant en mesure d'utiliser des ordinateurs pour rédiger des rapports et communiquer par internet.

radio, les téléphones mobiles ou les ordinateurs et le manque d'information pertinente en langues locales, adaptées à leur réalité. APC-Femmes-Afrique coordonne le fonds²⁰ et des subventions ont été accordées en 2003 et en 2005.

En juillet 2006, un atelier de partage des connaissances auquel ont assisté les bénéficiaires des subventions et les mentions honorables de GenARDIS 2005 s'est tenu en Ouganda²¹. Le PARF a coordonné cet événement comprenant des présentations d'études de cas de chaque bénéficiaire de la micro-subvention, la visite d'un téléc centre local, un atelier sur l'évaluation du genre à l'aide du GEM et la formulation de recommandations pour des politiques de TIC en matière de développement rural. Comme pour toutes les activités du PARF, on a insisté sur les liens entre politiques et pratiques.

Bourses pour l'acquisition de compétences

Le PARF d'APC a également offert des bourses pour permettre aux femmes de participer à des événements techniques où il est souvent difficile de voir un visage féminin. Trois femmes – Kazanka Comfort de la Fondation Fantsuam du Nigeria, membre d'APC, Lilian Chamorro Rojas de Colnodo en Colombie et Cheekay Cinco, coordonnatrice du PARF d'APC pour la région Asie-Pacifique aux Philippines – ont assisté au sommet AirJaldi consacré à la formation aux réseaux sans fil pour l'auto-nomisation des communautés, du 22 octobre au 4 novembre 2006, à Dharamsala, en Inde. «Les femmes ont été très peu nombreuses à AirJaldi, en particulier à l'atelier technique où elles n'étaient que sept sur 50 participants», a fait observer Lilian, ajoutant que «Le PARF est une des rares organisations qui aborde la technologie sous l'angle du genre».

En collaboration avec le membre d'APC ESLARED, le PARF a offert pour la deuxième année consécutive deux bourses destinées aux femmes du PARF pour assister à l'atelier WALC d'Amérique latine et des Caraïbes sur le réseautage internet, ayant pour thème la gestion de contenu.

Ces bourses ont connu un grand succès. En 2005, grâce à sa participation à la séance sur le réseautage sans fil au WALC, Maria Cristina Ojeda, membre du PARF, a pu s'inscrire à une séance de formation sur les réseaux sans fil itinérants qui s'est tenue en 2006 au Paraguay²² et où elle était la seule technicienne présente. En 2007,

20 GenARDIS est financé en partenariat par Hivos, le Centre de recherches sur le développement international (CRDI), l'International Institute for Communication and Development (IICD) et le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA).

21 www.apcwomen.org/genardis

22 www.genderit.org/en/index.shtml?w=a&x=94890

elle participera avec Lilian, en qualité de formatrice, au projet sans fil des membres latino-américains d'APC dénommé TRICALCAR. Il est extrêmement important que des femmes assurent la formation technique pour contribuer à éliminer les stéréotypes sur les femmes et la technologie.



CHEEKAY, KAZANKA ET LILIAN ONT SUIVI LA FORMATION SUR LES TECHNOLOGIES SANS FIL EN INDE. PHOTO: UNE PARTICIPANTE DE AIRJALDI

APC-Femmes-Afrique a financé le voyage de quatre membres pour assister à la conférence journalistique Highway Africa²³ et a encouragé les femmes à bloguer et à créer du contenu lors de cet événement africain important, qui n'a guère brillé jusqu'à présent par la place accordée aux femmes tant à titre de panelistes que de participantes. Pour le PARF, les blogues sont également un moyen de lier les nouvelles compétences en internet à la production d'un contenu original par des femmes.

Le GEM du PARF d'APC: Méthodologie d'évaluation de genre pour l'internet et les TIC

Le GEM est le seul outil d'évaluation qui soit un guide systématique d'intégration de l'analyse et des perspectives de genre dans les projets de TIC pour le développement (TICpD). De 2001 à 2005, le PARF a produit des outils pédagogiques et amélioré l'apprentissage par l'évaluation de 32 projets de TIC répartis sur 25 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe centrale et de l'Est et d'Amérique latine. Ces évaluations ont montré l'intérêt que représentent les TIC pour remédier aux inégalités de genre et contribuer à l'autonomisation des femmes. Ces résultats ont été intégrés dans la nouvelle version du GEM. Le GEM contient un ensemble de ressources – notamment un outil d'évaluation étape par étape, des résultats d'évaluation documentés, des liens vers d'autres ressources d'évaluation et un soutien des animateurs et conseillers du GEM au sein du réseau du PARF – destinées à aider les organisations à apprendre à intégrer l'évaluation du genre dans la mise en œuvre des projets.

En 2006, la pratique du GEM a dépassé sa phase de développement car les demandes d'application aux projets de TICpD n'ont cessé d'augmenter. Neuf ateliers faisant suite

²³ www.highwayafrica.ru.ac.za

«Je recommande d'utiliser le GEM, en particulier au début d'un projet, afin que la perspective de genre soit prise en compte pendant toute sa durée. A mon avis, le GEM n'est pas seulement une méthode d'évaluation; c'est également un outil pour la conception et le développement de projets. Je dirai même pour tout projet de communication, pas seulement de TIC».

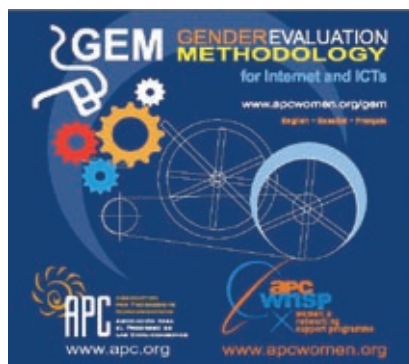
Olga Paz, coordonnatrice administrative et de projet, Colnodo, Colombie

à des demandes ont été organisés à l'intention des femmes indigènes, des réseaux de femmes rurales, des praticiens de la radio communautaire, des praticiens des TICpD et des universitaires de l'Inde, du Pakistan, du Bangladesh, des Philippines, du Mexique, de Costa Rica, de l'Argentine, de l'Ouganda, du Cameroun, de Trinidad, du Kenya, de Jordanie et d'autres pays. Les membres du PARF ont été consultants en GEM dans le cadre de quatre projets de TIC en milieu rural et ont veillé à la prise en compte des perspectives de genre au stade du développement et de l'évaluation des projets au Bangladesh, au Cambodge et au Brésil et dans un projet faisant intervenir des initiatives d'Afrique et des Caraïbes.

Cet outil suscite beaucoup d'enthousiasme. Un des participants d'Inde a indiqué que les étapes du GEM représentent une alternative bienvenue à «la rédaction habituelle de rapports plutôt pédants» et un moyen de faire participer toute l'équipe de travail. La rétroaction a montré que l'application du GEM a aidé les organisations de TICpD à conceptualiser les subventions de projet et à créer des mécanismes d'évaluation intégrés dès le lancement du projet.

Réseau des praticiens de GEM

Le projet GEM a permis au PARF d'élargir son service d'évaluation du genre à une plus vaste audience. Depuis sa création, le projet a formé 31 animateurs d'atelier GEM de vingt pays parlant dix-huit langues. Dix-neuf offrent des compétences en consultation dans le domaine de l'évaluation du genre et le réseau a organisé six projets de consultations sur le GEM avec des gouvernements, des agences des Nations Unies et d'autres organisations internationales.



Le GEM a également permis à plus de 100 praticiens des TIC dans 36 pays de pouvoir effectuer des évaluations de genre. Les organisations qui ont participé aux tests du GEM et l'ont utilisé pour évaluer des projets ont dit avoir acquis une compréhension plus profonde et plus concrète de la contribution de leurs interventions à l'autonomisation de leurs groupes. Beaucoup ont parlé d'amélioration de la capacité de planification du genre à partir des leçons tirées de leur expérience des évaluations, en établissant des indicateurs, en recueillant des données et en analysant les résultats.

GEM 2: Boucler la boucle: de l'apprentissage aux politiques et à la pratique

Le GEM a reçu une nouvelle impulsion en 2006 en négociant avec le Centre de recherches en développement international (CRDI) la Phase 2 de son développement, qui visera à mieux adapter cet outil. Le GEM 1 a étudié le terrain et développé l'outil avec lequel naviguer. Il a renforcé les capacités d'un nouveau réseau de navigateurs et de cartographes et incité un large éventail de praticiens à examiner leurs projets dans une perspective de genre. Le GEM 2 s'appuie sur ce processus en adaptant l'outil à des conditions différentes, en l'appliquant, en renforçant les capacités et en offrant un soutien et des ressources.

L'objectif ultime de GEM 2 est de renforcer la pratique de l'évaluation de genre parmi les principaux acteurs du domaine des TICpD, ce qui se fera par la recherche dans quatre thématiques : développement des ressources pour l'évaluation de genre, formation d'un réseau viable de praticiens et formation des évaluateurs en Afrique, en Asie, en Europe centrale et de l'Est et en Amérique latine. Le GEM 2 cherchera également à solidifier le réseau des praticiens du GEM et le travail de plaidoyer en s'appuyant sur les résultats.

«Ce qui rend le GEM si utile», explique Chat Garcia Ramilo, coordonnatrice du PARF et gestionnaire du projet GEM, «c'est que non seulement il aide les organisations à analyser les questions propres au genre et aux TIC, mais il met en avant l'intérêt de l'évaluation en général, ce qui est nouveau pour de nombreux projets. Il aide également les organisations à décider de leur action une fois que le travail de sensibilisation est terminé». Marcia Hernández, coordonnatrice d'un télécentre de Bogotá, a fait observer que grâce au GEM, les dirigeants du centre ont commencé à prendre conscience de l'importance de l'utilisation des TIC par les femmes et à encourager une plus grande implication des femmes dans le développement de projets.

Des publications imprimées du manuel GEM en anglais et en espagnol ainsi que le disque compact qui l'accompagne sont actuellement en vente et aident les participants aux ateliers GEM et aux praticiens à passer facilement à travers les étapes du GEM une par une. Chaque étape contient toutes sortes d'expériences et d'exemples d'évaluations antérieures, ainsi que des conseils pratiques et des recommandations. Le manuel contient également des documents théoriques importants sur l'évaluation, le genre et les TIC. Le GEM a également été traduit en français et en portugais²⁴.

Plus de 40 femmes de Sao Paulo, au Brésil, membres du réseau des éducateurs Rede Mulher de Educação (RME), ont piloté la version portugaise du GEM en mai 2006. Leur objectif ambitieux était de réorienter la méthode d'éducation populaire féministe du réseau dans la perspective des TIC. Selon Vera Vieira, directrice de RME, le débat entre les participants a mis en évidence l'importance de l'utilisation des TIC pour démocratiser le pouvoir et les responsabilités et pour étudier les dimensions de genre des TIC. ■

24 Peuvent être téléchargés sur le site du GEM: www.apcwomen.org/gem

DEVELOPPEMENT DE RESEAUX ET PARTICIPATION

valeurs communautaires et modalités de travail égalité
démocratie justice respect transparence changement
social ouverture participation communication réseautage
international focus global

QUESTION POSEE AUX MEMBRES D'APC D'AMERIQUE LATINE : «QUELLES VALEURS ASSOCIEZ-VOUS A APC?»

Le réseau d'APC est très étendu et continue de croître. En décembre 2006, il comprenait 45 organisations dans 34 pays et une vaste communauté de partenariats composés de particuliers, d'organisations et de réseaux partout dans le monde œuvrant dans un éventail de domaines, des droits humains au développement durable en passant par l'alphabétisation de base, une connectivité abordable répondant aux besoins, la gouvernance de l'internet, l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes.

La construction et le maintien d'un réseau solide et dynamique qui s'étend sur une telle diversité de régions, de langues et d'intérêts exige un effort concerté. Pour susciter un sentiment communautaire, la prise en charge, l'égalité et le respect entre chacun de nos membres, nous faisons la promotion des activités et des possibilités qui répondent à leurs réalités et leurs besoins.

La réalité du fonctionnement en réseau d'APC est directement liée à la mesure dans laquelle les membres participent et voient leurs réalités et leurs priorités reflétées dans ses programmes.

Les membres participent en partageant de l'information, en parlant des activités, en élaborant des positions de principe, en contribuant à la planification globale et en travaillant dans une grande diversité d'espaces communautaires en ligne. Nous offrons de petites subventions aux membres afin qu'ils mettent sur pied des projets collaboratifs et créent des occasions de participer à des événements qui sont pertinents et correspondent à nos priorités stratégiques collectives. Nous tenons régulièrement des réunions en personne et en ligne à l'intention de nos membres aux niveaux régional et mondial. L'interaction entre le personnel et les membres est constante.

Le fonds d'échange des membres (FEM)

Le FEM vise à appuyer le partage des connaissances, les stages et la planification entre les membres afin de favoriser la collaboration entre eux. Pour ce faire, le fonds finance les coûts de déplacement du personnel des membres quand une collaboration exige le travail en un endroit physique donné ou encore, lorsqu'une rencontre en personne s'avère utile.

Les membres d'APC dans le monde offrent des services techniques et d'internet à des groupes sans but lucratif et ruraux qui n'auraient pas autrement accès à l'internet, ainsi qu'aux autorités locales qui souhaitent communiquer avec leurs citoyens dans une

LES MEMBRES PARLENT DE LEUR EXPERIENCE DU FEM

LaNeta, Mexique: «Cet échange a donné à LaNeta une bonne base pour son nouveau domaine de service en offrant des sites rapides à réaliser et adaptables. Il a également facilité l'apprentissage en ligne et le suivi avec la communauté de GreenNet et de Drupal, en mettant en place un langage commun au cours des séances en personne».

GreenNet, R.-U.: «Nous avons atteint les objectifs que nous nous étions fixés dans le cadre de l'échange. Nous avons

en plus beaucoup appris au sujet de Pangea. Je pense que l'on pourrait passer du temps ensemble avec profit et apprendre comment travailler différemment».

Pangea, Espagne: «L'échange a été une occasion extraordinaire de partager de l'information sur nos activités et d'en savoir plus sur celles des autres. Ce fut aussi une bonne façon de rencontrer des gens en personne et d'établir des liens en vue d'une collaboration, maintenant et plus tard».

plus grande transparence. Les échanges de membres contribuent très utilement à ces efforts. En 2006, le fonds a soutenu cinq échanges de membres qui concernaient tous une formation technique à l'aide de logiciels libres.

GreenNet du R.-U. a accueilli un technicien et un expert en Linux de Pangea, notre membre espagnol, qui a aidé GreenNet pour la migration d'un serveur et pour concevoir et dispenser une formation sur la migration à Linux. Peu après, GreenNet a commencé à offrir une formation sur les logiciels libres à sa communauté sans but lucratif. Un technicien et un expert en logiciels ActionApps d'Econnect, de la République tchèque, s'est rendu en Colombie pour aider le membre d'APC colombien, Colnodo, à mettre à jour un vaste système basé sur ActionApps. Ce système fournit des sites web pour des centaines d'initiatives de gouvernements locaux en ligne.

Les représentants de la fondation Fantsuam du Nigeria et d'ESLARED au Venezuela ont collaboré à une formation sur le sans fil communautaire de haut niveau à Londres. ESLARED possède une grande expérience en matière de réseautage sans fil et a établi la connexion la plus longue du monde en 2006. Fantsuam, grâce aux possibilités de formation offertes par APC, est en train d'établir le premier accès internet sans fil dans les régions rurales de Kafanchan. Un technicien de GreenNet, basé à Londres, s'est rendu à Mexico pour dispenser une formation sur le système de gestion de contenu libre Drupal au personnel du membre mexicain d'APC, LaNeta. LaNeta offre des services web aux clients sans but lucratif de Mexico, et le nouveau système lui permettra d'étendre ses services et d'améliorer sa viabilité en fournissant de nouveaux types de sites rapidement construits et adaptables.

Fonds de déplacement pour les membres

En 2006, des dizaines de membres ont participé activement à toutes sortes de sujets reflétant les priorités thématiques d'APC, tant les priorités actuelles que celles qui apparaîtront dans les prochaines années. Le fonds de déplacement d'APC, dont l'usage se limitait initialement aux projets de politiques de TIC, a été élargi en 2006 pour faire face à l'énorme intérêt suscité.

Le fonds a financé la participation de membres à des événements comme le Sommet sur le sans fil de AirJaldi en Inde (membres du Venezuela, du Nigeria et de l'Inde), la Conférence asiatique sur Digital Commons à Bangkok (notre membre du Japon) et le Sommet iCommons de Rio de Janeiro (notre membre d'Australie). Plusieurs membres ont participé au Forum inaugural sur la gouvernance de l'Internet (FGI) à Athènes (du Japon, de l'Uruguay, de la Croatie, de la Roumanie et de la Bulgarie).

«Ma participation au Sommet d'AirJaldi a eu un résultat très direct: j'ai pris contact avec M. Eric Brewer, de l'Université Berkeley, qui a apporté des modifications au protocole WiFi pour le rendre plus efficace dans des applications longue distance. Il a proposé que nous testions la modification apportée pour permettre un haut débit sur de longues distances sur la route de 279 km que j'avais indiquée. Le 28 avril, une équipe d'ESLARED a donc équipé des routeurs sans fil fournis par M. Brewer afin de répéter l'essai et a réussi à obtenir une vitesse de 3 mbps dans les deux directions. Cela ouvre la voie à des applications d'une technologie sans fil bon marché sur de très longues distances. Le lendemain, nous sommes passés à une route encore plus longue, 382 km, et nous avons encore pu établir la communication et même une liaison vidéo. Bien que la vitesse des données ait été plus faible et que la liaison se soit parfois interrompue, nous avons établi un nouveau record mondial pour la technologie WiFi standard».

Ermanno Pietrosevoli, ESLARED, Venezuela

«Le FDM d'APC a offert pratiquement la seule possibilité que BlueLink ait jamais eue de jouer un rôle actif au niveau international dans le domaine des TIC. Malheureusement, toutes les institutions internationales qui organisent des événements dans ce domaine considèrent la Bulgarie comme un pays développé et ne fournissent pas de fonds pour que les militants de la société civile bulgare soient présents. Par conséquent, dans tous les événements sur les TIC, non seulement la Bulgarie, mais également toute la région de l'Europe du Sud-Ouest est insuffisamment représentée et les intérêts des populations qui y vivent ne sont pas pris en compte».

«Le FDM d'APC a également contribué à combler l'absence du thème du développement durable au programme des événements internationaux sur les TIC. Grâce au fonds, BlueLink a pu mettre ce sujet à l'ordre du jour et susciter des discussions au SMSI de Genève et de Tunis et au FGI à Athènes».

Milena Bokova, BlueLink, Bulgarie

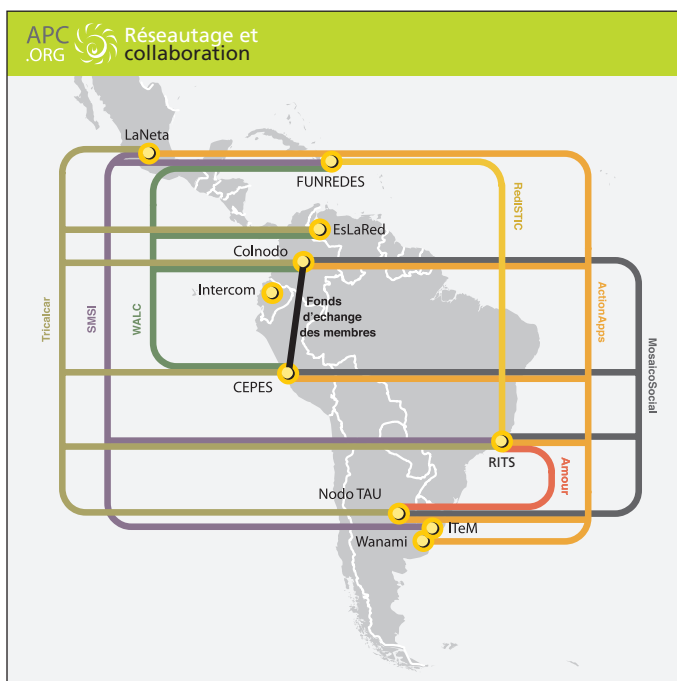
Des rencontres en personne pour APC

Les réunions en personne des membres d'APC sont un aspect essentiel de la force et de la bonne santé du réseau. Depuis 2004, APC a collecté des fonds pour accueillir deux réunions régionales par an. Tous les deux ans, nous tenons une réunion en personne de l'Assemblée d'APC à laquelle assistent toutes les organisations membres et nous tenons chaque année une réunion en ligne.

En 2006, à l'échelle d'APC, nous avons entrepris une évaluation de notre travail entre 2004 et 2008. Tous les membres et le personnel participent à cette évaluation, qui

concerne plus de 200 activités, au moyen d'une série d'exercices qui nous aident à voir dans quelle mesure notre travail contribue ou non à nos objectifs collectifs. Les résultats de l'évaluation seront analysés à la réunion de l'Assemblée d'APC de 2007 à laquelle seront présents les représentants de chaque organisation membre afin de définir les priorités jusqu'en 2012. L'évaluation de mi-parcours et la planification stratégique ont été au cœur des réunions des membres régionaux en 2006 et 2007.

Deux de ces réunions se sont tenues en 2006. En novembre 2006, des membres de l'Afrique se sont réunis à Johannesburg, en Afrique du Sud, et des membres de l'Amérique latine et des Caraïbes se sont réunis à Montevideo, en Uruguay. Dans les deux cas, les réunions ont été précédées d'une formation sur les politiques de TIC et des ateliers de renforcement des capacités faisant intervenir un grand nombre de partenaires avec lesquels nous travaillons à l'échelle nationale et régionale.



LES MEMBRES D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES ONT CARTOGRAPHIÉ LEUR COLLABORATION AU COURS D'UNE RÉUNION À MONTEVIDEO. APC A ENSUITE NUMÉRISÉ LA CARTE. IMAGE: APC

A ces deux réunions, les membres ont été invités à participer à un exercice permettant de cartographier la collaboration entre les divers membres et programmes. Ces cartes, élaborées sur des feuilles de papier de la taille d'un mur, ont montré l'importance du réseautage, de la collaboration et de la solidarité qui existent entre les membres et entre les membres et le personnel. Les cartes régionales sont numérisées et compilées pour former une carte internationale de la collaboration à APC! ■

1 www.apc.org/english/about/network_map

COMMUNICATIONS, MEDIAS ET PROMOTIONS

Les activités de communication d'APC contribuent à établir son profil public en assurant une présence active, reconnaissable et représentative dans les médias et dans nos communautés cibles. L'année 2006 a été marquée par l'élaboration de stratégies et l'expansion de notre équipe des communications. Nous en verrons les résultats tangibles en 2007-2008.

Le nombre des membres d'APC est passé de 39 organisations membres en 2005 à 45 en 2006 et, chaque année, APC présente de nouveaux projets et se fait mieux connaître, en particulier dans le milieu des TIC pour le développement (TICpD) et les politiques de TIC. En 2006, l'équipe des communications d'APC s'est donc élargie de deux à cinq, dont quatre travaillent à temps partiel (voir le Répertoire du conseil d'administration et du personnel). Les membres du personnel comprennent des francophones, des anglophones et des hispanophones et un journaliste provenant de l'Inde. En 2007, nous aurons une équipe de journalistes de tous les continents fonctionnant sur une base freelance.

APC.org: Le temps du changement

Le site web d'APC continue d'être l'un des plus consultés dans ce domaine sur l'internet¹. En 2006, APC.org a reçu plus de 500 000 visiteurs qui ont visionné plus de trois millions de pages. Ce site attire des personnes du monde entier. Les plus nombreux viennent des États-Unis, le Brésil et la Colombie arrivant en troisième et cinquième places respectivement. En 2006, les Brésiliens ont accédé à plus de 250 000 pages du site.

APC.org 2006	VISITEURS	NOMBRE DE VISITES	PAGES
Trafic visionné ²	537 768	823 380	3 113 197

APC.org offre un contenu original en anglais et en espagnol depuis 2000 et a été restructuré la dernière fois en 2002. Nous nous efforçons constamment d'améliorer la qualité et la quantité de nos informations, articles et ressources, mais la structure du site est maintenant limitée. Elle ne correspond plus à la communauté virtuelle qui doit pouvoir facilement partager l'information.

C'est pourquoi tout au long de 2006, nous avons effectué des recherches approfondies et planifié un nouveau site APC.org, qui rendra compte de notre travail, de notre domaine et du réseau tel qu'il existe aujourd'hui et pour les quatre à cinq prochaines années. Le processus de production des spécifications du nouveau site a été difficile et a duré une bonne partie de l'année. Le nouveau site reflétera les priorités identifiées

¹ APC s'est classée près des 15 000 sites web les plus visités selon Alexa.com, consulté en juillet 2006. www.apc.org/english/news/index.shtml?x=5039161

² APC a commencé à analyser les logs avec AWStats en 2006. Ce logiciel rejette les hits produits par des robots et autres visites et comptes générés par des machines. Il prend uniquement en considération le trafic généré (visionné) par les humains.

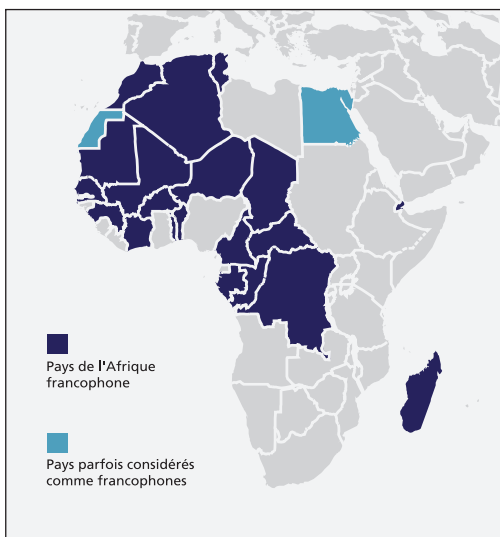
par les nombreux utilisateurs dans le cadre de sondages et autres analyses. Il s'agit de dizaines de pages de «scénarios d'utilisateurs» qui font état des avenues (réussites, découragements et contournements) que les visiteurs du site empruntent pour obtenir l'information qu'ils souhaitent, ainsi que des entrevues en personne et un sondage public en anglais et en espagnol.

Les concepteurs du nouveau site ont été sélectionnés à la suite d'un appel concurrentiel en décembre auprès des membres d'APC créateurs de sites web. Les soumissionnaires retenus ont choisi un système de gestion du contenu de logiciels libres appelé Drupal sur lequel une bonne partie du site s'appuie. Plusieurs membres d'APC sont déjà actifs ou aimeraient l'être davantage dans le milieu de Drupal et nous espérons que le nouveau site APC.org donnera à APC dans son ensemble la possibilité de mieux connaître le système et de contribuer à son développement.

APC.org en français et en portugais à compter de 2007

En 2006, nous avons également recruté plusieurs personnes possédant les compétences voulues pour administrer quatre nouveaux sites APC.org, qui seront en anglais, en espagnol et –pour la première fois– en français et en portugais.

Passer au français est un objectif de longue date d'APC. En 2006, nous avons jeté les bases du nouveau site web APC.org et d'un bulletin mensuel en français (APCNouvelles) dès 2007, en engageant du personnel francophone, en recrutant des traducteurs de qualité pour notre équipe de pigistes et en produisant un glossaire quadrilingue des termes utilisés dans le domaine des TIC. D'autres ressources linguistiques ont aussi été développées afin d'épauler nos équipes de rédaction et de révision. Ce nouveau personnel participe également à la mise en réseau au sein d'APC et de la communauté francophone.



APC EN FRANÇAIS: L'INFORMATION SUR LES TIC POUR LA JUSTICE SOCIALE ET LE DEVELOPPEMENT REJOINDRA UN PLUS LARGE AUDITOIRE, NOTAMMENT EN AFRIQUE. IMAGE: WIKIPEDIA

**EN PREPARATION DU NOUVEAU SITE WEB APC.ORG, NOUS AVONS
DEMANDE AUX LECTEURS D'APCNEWS DE NOUS DIRE CE QUE NOUS
DEVRIIONS AMELIORER**

«J'aime les bulletins car ils contiennent un grand nombre de ressources sur les TIC pour le développement et sont un bon point de départ pour notre recherche».

«La version texte est très agréable. Je suis ravi par la version française (je viens d'un pays francophone), car elle m'aidera à offrir davantage d'informations à mes collègues et amis qui s'intéressent à la communication progressive pour la justice sociale! Merci et continuez».

«C'est la meilleure information que je reçoive d'une organisation. Très très solide avec un contenu, une forme et un format fantastiques».

«Il y a trop d'idéologie de type «TIC comme outils d'autonomisation». J'aimerais voir plus d'articles critiques sur les problèmes d'écologie et autres associés aux nouveaux TIC, des études sur d'autres outils de communication de faible technicité qui permettraient de résoudre les problèmes de l'heure».

Le site portugais sera une version limitée des autres versions d'APC.org, tout en offrant toute l'information la plus pertinente au sujet d'APC et de notre travail. «RITS essayait depuis longtemps d'élargir le débat sur les TICpD en portugais. Dans ce contexte, nous nous sommes rendus compte qu'APC.org en portugais – avec ses informations de grande qualité et ses idées d'avant-garde – enrichirait les discussions en cours et l'ouvrirait aux quelque 210 millions de personnes qui parlent portugais», explique Paulo Lima, directeur de RITS, membre d'APC de Rio de Janeiro. APC coordonnera le nouveau site avec l'aide de RITS, qui a été à l'origine de la proposition d'un APC.org en portugais en 2005. ■

MEMBRES D'APC EN 2006

AFRIQUE

African Regional Centre for Computing (ARCC), Kenya www.arcc.or.ke

ArabDev, Egypte www.arabdev.org

Arid Lands Information Network (Afrique de l'Est), Kenya www.alin.or.ke

Community Education Computer Society (CECS), Afrique du Sud www.cecs.org.za

ENDA-Tiers Monde (ENDA-TM), Sénégal www.enda.sn

Fantsuam Foundation, Nigeria www.fantsuam.org

Southern African NGO Network (SANGONeT), Afrique du Sud www.sangonet.org.za

Ungana-Afrika, Afrique du Sud www.ungana-afrika.org

Women'sNet, Afrique du Sud www.womensnet.org.za

Women of Uganda Network (WOUGNET), Ouganda www.wougnnet.org

AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES

Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES), Pérou www.cepes.org.pe

Colnodo, Colombie www.colnodo.apc.org

Fundación Escuela Latinoamericana de Reds (ESLARED),
Venezuela www.eslared.org.ve

Fondation des réseaux et du développement (FUNREDES),
République Dominicaine www.funredes.org

Instituto del Tercer Mundo (ITeM), Uruguay www.item.org.uy

INTERCOM-EcuaneX, Equateur www.ecuanex.net.ec

LaNeta, Mexique www.laneta.apc.org

Nodo TAU, Argentine www.tau.org.ar

Rede de Informações para o Terceiro Setor (RITS), Brésil www.rits.org.br

Wamani, Argentine www.wamani.apc.org

AMERIQUE DU NORD (à l'exception du Mexique)

Alternatives, Canada www.alternatives.ca

Institute for Global Communications (IGC), États-Unis d'Amérique www.igc.org

LaborNet, États-Unis d'Amérique www.labornet.org

Web Networks, Canada www.web.net

ASIE-PACIFIQUE

Bytes for All.org, Asie du Sud www.bytesforall.org

Community Communications Online (c2o), Australie www.c2o.org

Foundation for Media Alternatives (FMA), Philippines www.fma.ph

Institute for Popular Democracy (IPD), Philippines www.ipd.org.ph

Japan Computer Access for Empowerment (JCAFE), Japon www.jcafe.net/english

JCA-NET, Japon www.jca.apc.org

Korean Progressive Network Jinbonet, Corée du Sud www.jinbo.net

Open Forum of Cambodia, Cambodge www.forum.org.kh

Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE), Bangladesh www.voicebd.org

WomensHub, Philippines www.womenshub.net

EUROPE

BlueLink Information Network, Bulgarie www.bluelink.net

ChangeNet, Slovaquie www.changenet.sk

ComLink, Allemagne www.comlink.org

Computer Aid International, Royaume-Uni www.computeraid.org

Econnect, République tchèque www.ecn.cz

GreenNet, Royaume-Uni www.gn.apc.org

GreenSpider, Hongrie www.zpok.hu

Kiné, Italie (anciennement Unimondo) www.kine.coop

Pangea, Espagne www.pangea.org

StrawberryNet, Roumanie www.sbnnet.ro

ZaMirNet, Croatie www.zamirnet.hr

NOUVEAUX MEMBRES D'APC EN 2006

Fondation des réseaux et du développement (FUNREDES)

La Fondation des réseaux et du développement (FUNREDES) nous vient de République dominicaine, avec presque vingt ans d'expérience dans les TIC, une position géographique importante (c'est le seul membre dans les Caraïbes) et un large éventail de centres d'intérêts allant de la diversité culturelle et linguistique à la dimension éthique des TIC. L'impact social des TIC (et comment le rendre positif) est le thème qui inspire tous les programmes et activités de FUNREDES. Après sa création, l'organisation a dirigé un groupe virtuel dynamique d'acteurs, MISTICA (Méthodologie et impact social des TIC en Amérique latine et aux Caraïbes), qui «a marqué une période pour les TIC dans la région, en créant des liens entre les établissements de savoir et la société civile, en suscitant la collaboration et en créant des possibilités de travail collectif par le biais de réseaux portant sur la question de la diversité», dit le directeur de FUNREDES Daniel Pimienta. L'organisation est en période de transition et va devenir un groupe de réflexion (groupe pour l'étude, la consultation et l'éducation).

FUNREDES: www.funredes.org (Membre d'APC depuis mai 2006)

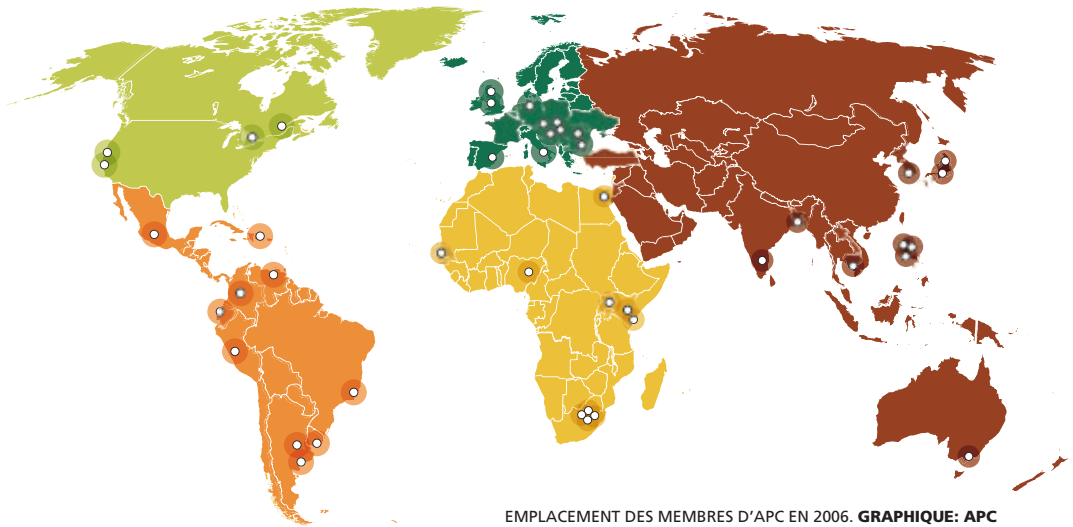
Institute for Popular Democracy (IPD)

Recherche pour le changement, plaidoyer pour la démocratie, analyses pour l'action, éducation pour l'autonomisation. L'Institute for Popular Democracy (IPD), un groupe présent depuis vingt ans aux Philippines se situe au-delà des slogans. Une organisation assez importante selon les normes des organisations sans but lucratif, l'IPD adopte une position ouvertement politique à l'égard des défis que doit relever le pays dans lequel il est présent. Son objectif est de mener une recherche politique et économique au profit des mouvements sociaux, des organisations sans but lucratif et des responsables des autorités locales progressistes. L'Institut offre une formation en plaidoyer aux niveaux local, sous-régional et régional et popularise son travail par le biais d'une stratégie de publications et de diffusion. L'IPD a commencé à travailler dans le domaine des TIC en 1998 dans le cadre de son travail de cartographie politique (PolMap). Après avoir évalué l'incidence de ce projet, l'IPD a décidé d'incorporer les TIC de façon plus stratégique avec l'équipe de Applied Technologies and Information Solutions (ATIS). ATIS est l'entité TIC et de plaidoyer de l'Institut (www.atis.com.ph).

IPD: www.ipd.org.ph (Membre d'APC depuis juin 2006)

Japan Computer Access for Empowerment (JCAFE)

Des compétences pour tous. C'est la devise de Japan Computer Access For Empowerment (JCAFE) basé au Japon. Le programme de JCAFE consiste à combler l'écart entre le potentiel offert par le net et les obstacles pour y accéder – en particulier pour les ONG qui ne possèdent pas la technologie ni les compétences pour tirer parti de ce nouveau



EMPLACEMENT DES MEMBRES D'APC EN 2006. GRAPHIQUE: APC

média extraordinaire. JCAFE compte 100 membres et soutient 400 ONG au Japon. Sa priorité est le «renforcement des capacités des ONG», dit le président de JCAFE, Tadahisa «Taratta» Hamada. «Nous organisons des séminaires sur les aspects techniques et sociaux des TIC, sur des thèmes comme l'accessibilité, la fracture numérique et la conception de pages web». JCAFE (ainsi que son partenaire de travail le plus proche et également membre d'APC, JCA-NET) possède une expérience et de l'expertise dans les questions de libertés civiles comme la surveillance, la conservation des données, l'exploitation et le suivi, les écoutes, etc. L'organisme consacre beaucoup de temps et d'énergie à des activités de sensibilisation et de lobbying et à des campagnes sur ces questions au niveau national, régional et international. L'organisation s'intéresse également à la promotion de la participation de la société civile aux processus de politique publique, comme en témoigne son engagement de longue date à l'égard du processus du SMSI – souvent à ses propres frais.

JCAFE: www.jcafe.net/english (Membre d'APC depuis novembre 2006)

Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE)

Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE) est basé dans la localité de Shyamoli, dans la capitale du Bangladesh, Dhaka. VOICE se décrit comme «une organisation de recherche et de plaidoyer travaillant en partenariat et en réseau». VOICE travaille avec l'internet et la radio pour améliorer l'accès à l'information, afin de favoriser l'autodétermination et l'autonomisation organisationnelle et communautaire. Elle s'intéresse aux questions de la mondialisation des entreprises, au rôle des institutions financières internationales, aux médias et aux droits de communication, aux technologies de l'information et de la communication et à l'autonomie alimentaire. VOICE travaille au niveau local et national et a participé au processus du SMSI au niveau mondial et par une mobilisation au niveau national. Elle promeut l'accès aux TIC en tant que droit humain et est très active dans la campagne CRIS (Communication Rights for the Information Society).

VOICE: www.voicebd.org (Membre d'APC depuis juin 2006)

REALISATIONS DES MEMBRES D'APC EN 2006

LES MEMBRES D'APC SONT DES FOURNISSEURS DE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC), MAIS CE SONT EGALEMENT, CE QUI LES CARACTERISE, DES MILITANTS DE PLEIN DROIT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LA JUSTICE SOCIALE. NOUS LES APPELONS LES «TECHNOPHILES SOCIAUX»¹.

BON NOMBRE DE NOS MEMBRES NOUS ENVOIENT REGULIEREMENT DES NOUVELLES DE LEUR TRAVAIL DE PROMOTION DES TIC POUR LA JUSTICE SOCIALE ET LE DEVELOPPEMENT DANS LEUR PAYS ET LEUR REGION – UN TRAVAIL DONT NOUS PARLONS DANS NOTRE BULLETIN MENSUEL, APCNEWS, ET SA VERSION ESPAGNOLE, APCNOTICIAS. D'AUTRES NOUS FONT PART DE PROJETS IMPORTANTS QU'ILS ONT MENE A BIEN ET QUE NOUS INTEGRONS DANS CE RAPPORT.² VOICI DONC CERTAINES DES GRANDES REALISATIONS DES MEMBRES D'APC DANS LE MONDE EN 2006.

ALTERNATIVES, Canada: Stimuler l'accès et le développement par la recherche en Afrique

Depuis six ans, Alternatives œuvre pour le développement communautaire, le plaidoyer et le renforcement des capacités en matière de TIC en République démocratique du Congo (RDC). L'année 2006 n'a pas fait exception.

Alternatives a réalisé une étude de faisabilité sur une dorsale internet permettant l'accès ouvert en RDC. Il s'agissait de proposer des stratégies de développement d'infrastructure et de Mise en œuvre des politiques pour le développement de cette infrastructure selon un modèle ouvert, en favorisant une bande passante à faible coût qui soit plus accessible à la population congolaise.



PRESENTATION DE L'ETUDE DE FAISABILITE POUR UNE DORSALE NATIONALE. PHOTO: ALTERNATIVES

On a demandé au public, au secteur privé et à la société civile de contribuer au cadre théorique de l'étude, qui a été lancée en juin.

Alternatives: www.alternatives.ca

- 1 "Appropriating the Internet for Social Change: Towards the strategic use of networked technologies by transnational civil society organisations", Mark Surman et Katherine Reilly/Social Science Research Council (SSRC), Novembre 2003. www.ssrc.org/programs/itic
- 2 Parmi les organisations membres d'APC en 2006, on peut également citer ArabDev (Egypte), ComLink (Allemagne), ChangeNet (Slovaquie), Econnect (République Tchèque), IGC (États-Unis), INTERCOM-EcuaneX (Equateur), JCA-NET (Japon), Open Forum (Cambodge) et Kiné, ex Unimondo (Italie), ainsi que les nouveaux membres FUNREDES, IPD, JCAFE et VOICE.

ARID LANDS INFORMATION NETWORK-EASTERN AFRICA (ALIN-EA), Kenya:

Jeunesse, développement et échange d'information

En 2006 ALIN-EA a consacré une bonne partie de son travail aux centres de savoir communautaires. Ces centres sont créés en collaboration avec des organisations partenaires et chacun est équipé d'au moins un ordinateur, une imprimante et une connexion internet. Ils servent de point d'accès public pour les membres du réseau dans le voisinage et les communautés en général. Ces centres donnent aux bénévoles dans le domaine de l'information communautaire la possibilité d'être au plus près des réalités quotidiennes³. C'est pourquoi ALIN-EA a organisé un programme d'un an pour les diplômés en communication, de manière à faire participer les jeunes dans des activités de développement tout en améliorant leurs compétences pour les préparer au marché de l'emploi.

ALIN-EA a également tiré parti de la révolution des TIC pour améliorer l'échange rapide d'information et la création de contenu dans les communautés grâce à des projets novateurs comme le Knowledge Infrastructure with and between Counterparts (KIC), Open Knowledge Network⁴, Online Information Service for Non-Chemical Pest Management in the Tropics⁵ (en collaboration avec PAN Allemagne) et les récepteurs de satellite numériques de WorldSpace⁶. Le journal Baobab⁷, publié trois fois par an, fait également partie de ces initiatives d'information.

ALIN-EA: www.alin.or.ke

AFRICAN REGIONAL CENTRE FOR COMPUTING (ARCC), Kenya:

Les TIC pour tous, des enfants aux décideurs



PENDANT LES VACANCES SCOLAIRES, ARCC ORGANISE DES CAMPS D'INFORMATIQUE GRATUITS POUR DES ENFANTS DE DIFFERENTS AGES. LES ENFANTS OBTIENNENT EGALEMENT UN «DIPLOME». JAMES REGE, MINISTRE KENYAN D'INFOCOM, REMET UN CERTIFICAT POUR LE MEILLEUR RESULTAT. PHOTO: ARCC

En 2006, ARCC a tenu des séances de formation sur divers aspects des TIC. Les participants allaient des enfants d'âge scolaire aux décideurs des secteurs privé et public. ARCC a, à plusieurs reprises, offert des perspectives d'emploi directes ou indirectes à de nombreux Kenyans. ARCC est devenu un centre apprécié des étudiants de l'université et de l'école polytechnique qui cherchent des stages ou un poste dans l'industrie. En 2006, ARCC s'est chargé de dix-huit stagiaires dont certains ont déjà trouvé un emploi.

ARCC a également organisé tout au long de l'année plusieurs séminaires, conférences, cours publics, expositions, ateliers et cours dans les écoles sur les TIC. Il a préparé des campagnes dans la presse locale et régionale et publié des bulletins, des magazines et des comptes-rendus de conférences et ateliers.

Finalement, ARCC a assuré l'entretien et la réparation des machines et des produits de TI pour les écoles et une clientèle diverse, a obtenu et fait don d'ordinateurs (ainsi que les accessoires informatiques et des logiciels) à des écoles, des hôpitaux et autres institutions publiques sans but lucratif.

ARCC: www.arcc.or.ke

3 www.alin.or.ke/work/volunteer.asp
 4 www.openknowledge.net
 5 www.oisat.org
 6 www.worldspace.com
 7 www.alin.or.ke/publications/baobab.asp

BLUELINK, Bulgarie: Pétition en ligne pour mobiliser des milliers d'activistes



LE SITE INTERNET DE LA CAMPAGNE A ENCOURAGÉ LES MANIFESTATIONS EN BULGARIE, EN MACEDOINE, EN ALLEMAGNE, EN AUTRICHE ET AUX PAYS-BAS.
PHOTO: BLUELINK

Une campagne en ligne⁸ destinée à préserver la nature bulgare et préparée par BlueLink, a été lancée dans le cadre de l'initiative «Laissez vivre la nature en Bulgarie!». Jusqu'à présent, plus de 15 000 personnes ont signé une pétition en ligne demandant que les institutions bulgares prennent des mesures concrètes pour prévenir la destruction et le développement non-durable dans les sites de NATURA 2000 (un réseau de zones protégées des pays de l'Union européenne). L'outil en ligne envoie également un message soigneusement rédigé aux autorités bulgares au nom des signataires.

Outre la pétition, les utilisateurs du site de la campagne peuvent s'abonner aux alertes par courriel, répondre aux sondages sur les questions de protection de la nature et se porter volontaires ou donner de l'argent. Ils peuvent également lire des textes sur les menaces éventuelles pour les aires protégées, ainsi que des études de cas sur des violations légales scandaleuses et des projets destructeurs dans les montagnes et les marais bulgares ainsi que le long de la côte de la Mer Noire.

BlueLink: www.bluelink.net

8 www.bluelink.net/zaprirodata

BYTES FOR ALL, Asie du Sud: Déployer des listes de distribution indirectement

En 2006, Bytes For All a appliqué son style atypique de «chaos planifié» pour promouvoir de nombreux projets de listes de distribution électroniques⁹, en encourageant la participation active d'autres groupes et personnes.

L'initiative la plus marquante a été le réseau Docuwallahs2¹⁰ qui a relié plus de 54 participants, surtout des réalisateurs de documentaires. Le partage de l'information la plus récente sur les documentaires a revitalisé un secteur en pleine croissance en Inde et qui promet d'avoir une grande incidence sur le débat concernant le développement. Certains noms prestigieux du monde du documentaire indien faisaient partie du réseau. Et surtout, ce projet n'a rien coûté grâce à des outils simples et disponibles gratuitement.

Bytes For All: www.bytesforall.org



LES LISTES DE DISTRIBUTION SONT DES METHODES ANCIENNES, QUI ONT PERDU DE LEUR FASCINATION ET DONT ON NE PARLE GUERE. MAIS DANS DES REGIONS DU MONDE QUI N'ONT PAS ENCORE DE BANDE PASSANTE SUFFISANTE, ELLES DEMEURENT UN OUTIL DE PARTAGE BIEN UTILE.

9 Comprennent Chhattisgarh-net (groups.yahoo.com/group/Chhattisgarh-net) et Autism-India (health.groups.yahoo.com/group/autism-india).

10 groups.yahoo.com/group/docuwallahs2

CEPES, Pérou: Déployer des applications pour l'action dans les Andes



RITA CALIXTO DE CEPES CHOISIT ET DIFFUSE DE L'INFORMATION SUR L'AGRICULTURE. PHOTO: CEPES

Depuis trois ans, CEPES fait la promotion de solutions web pour divers acteurs qui travaillent dans les régions rurales du Pérou et souvent dans des zones éloignées. L'organisation a offert aux petits exploitants et agriculteurs, aux écologistes et aux fonctionnaires du ministère de l'Agriculture d'utiliser ActionApps¹¹, un système de gestion de contenu développé à l'origine par APC. «Nous avons diffusé l'outil web au service du développement rural», dit un membre du personnel du CEPES.

L'approche de CEPES repose sur le principe du rapprochement des voies de participation de la population. «Les petits agriculteurs et le personnel régional du gouvernement ou des ONG doivent produire leur propre contenu avec des outils qui leur sont adaptés», affirme CEPES. «C'est ce dont nous avons besoin, un réseau décentralisé de gens qui créent le développement rural de la base vers le ministère».

CEPES: www.cepes.org.pe

COLNODO, Colombie: S'approprier les technologies de l'information et de la communication

En 2006, Colnodo a mis sur pied un projet pilote pour l'appropriation des TIC dans trois télécentres du sud-ouest de la Colombie qui font partie du programme Compartel¹² du gouvernement. La formation avait pour but d'aider les enfants, les femmes, les personnes âgées, les responsables communautaires, les groupes et les organisations à utiliser les TIC. Colnodo a également appuyé des formations virtuelles pour des groupes de jeunes et des communicateurs de différentes régions du pays par l'intermédiaire du portail Avanza¹³.

L'autre grande initiative de Colnodo en 2006 a été le projet «Internet for Accountability»¹⁴, qui a aidé les mairies locales à créer des sites web afin d'améliorer la transparence et la responsabilisation dans les administrations municipales. Le projet a été étendu à près de 625 municipalités, soit 60 % de toutes les administrations locales de Colombie. Une troisième édition de cet outil de «bon gouvernement» a été produite pour enregistrer et afficher des indicateurs qui mesurent la conformité des municipalités aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). De plus, Colnodo a préparé une nouvelle version du portail sur les politiques de TIC¹⁵ et publié un rapport sur l'état des TIC à l'échelle nationale.

Colnodo: www.colnodo.apc.org

12 www.colnodo.apc.org/index.shtml?apc=plel-&x=18269

13 www.avanza.org.co

14 www.apc.org/english/nouveaus/index.shtml?x=17998

15 www.cmsi.colnodo.apc.org

11 www.apc.org/actionapps



ANDREW GARTON (ASSIS A DROITE) PRENANT PART AU PANEL «MUSIQUE, MULTIMEDIA ET VIDEO: LE FONDS COMMUN CULTUREL» AU ISOMMET 2006. PHOTO: RAFAEL RIGUES

COMMUNITY COMMUNICATION ONLINE (c2o), Australie:

Faire entrer les films alternatifs dans le cyberespace

En 2006, c2o a participé à la création de EngageMedia¹⁶, un projet de partage de vidéos qui distribue les œuvres sur la justice sociale et l'environnement en Asie du Sud, en Australie et dans le Pacifique. Ce partenariat est né d'un échange avec le membre d'APC coréen, Jinbonet. L'équipe a développé un système de gestion de contenu de vidéos web, vidéos critiques qui portent sur des sujets de nature sociale.

Également en 2006, c2o a contribué à recueillir des fonds pour Transmission.cc¹⁷, un atelier pratique sur les vidéos pour l'internet et qui s'est déroulé en Italie en juin 2006 puis en octobre, à Londres. Les applications de EngageMedia ont fait l'objet de discussions, notamment sur le pouvoir de contribuer à des outils de distribution et de partage de vidéos en ligne, utilisables dans le monde hors-ligne.

Les questions de droit d'auteur sont fondamentales à la production de vidéos en ligne et Andrew Garton, directeur de c2o, a assisté aux Sommet iCommons qui a eu lieu en juin 2006 à Rio de Janeiro, où l'on a débattu des licences alternatives comme Creative Commons. Selon Andrew, l'événement à été «controversé et séparateur», mais aussi «informatif et inspirant»¹⁸.

c2o: www.c2o.org

¹⁶ www.engagemedia.org

¹⁷ www.transmission.cc

¹⁸ rights.apc.org.au/culture/2006/09/me_myself_and_i_the_summit.php

COMMUNITY EDUCATION COMPUTER SOCIETY (CECS), Afrique du Sud:

Marier les logiciels libres et les maths

En 2006, CECS a travaillé à un cours de formation sur les TIC destiné aux professeurs de mathématiques des écoles secondaires de la région de Gauteng, en Afrique du Sud. Il s'agissait de donner à ces professeurs les compétences et les connaissances voulues pour utiliser un programme de traitement de texte afin de créer des ressources comme des tests et des examens ou des devoirs qui incorporent des formules et des diagrammes complexes comme des hyperboles et des fonctions quadratiques ou cubiques.

CECS a élaboré un manuel de logiciels convivial à l'intention des professeurs de mathématiques pour OpenOffice Writer (un programme de traitement de texte libre). Il a également offert aux professeurs de mathématique une formation pratique sur les logiciels dans le cadre d'un atelier. L'originalité du programme vient du fait qu'il cherche à améliorer la connaissance informatique chez les professeurs de régions défavorisées et qu'il est «le seul de ce genre en Afrique du Sud», ont tenu à préciser les organisateurs.

CECS: www.cecs.org.za



LE BRAILLE EST PLUS DEMANDANT A UTILISER QU'UN ORDINATEUR EN RAISON DE L'EFFORT PHYSIQUE IMPLIQUE. PHOTO: GLENN EDWARDS POUR COMPUTER AID

COMPUTER AID INTERNATIONAL, Royaume-Uni: Computer Aid dépasse le seuil des 80 000 ordinateurs personnels

En 2006, Computer Aid s'est rapproché de la cible fixée dans sa campagne Make IT Happen en remettant en état et en expédiant le 80 000^{ème} PC. Ce sont les dons des organisations britanniques qui ont rendu ce succès possible. La campagne Make IT Happen a été lancée par Computer Aid en juillet 2006 afin de contribuer à atteindre sa cible de 100 000 PC remis en état avant son 10^{ème} anniversaire en octobre 2007.

Des centaines d'écoles et d'organisations communautaires ont reçu des ordinateurs de Computer Aid l'an dernier. La majorité est allée à l'Afrique sub-saharienne, mais des milliers ont également été expédiés en Amérique latine et dans le sous-continent de l'Asie du Sud. Environ 50 % des PC ont été envoyés dans des établissements d'enseignement et le reste a été réparti entre des groupes communautaires actifs dans des secteurs aussi variés que le VIH/sida, l'environnement, les droits humains et les soins de santé primaires.

Computer Aid fournit des ordinateurs pour les enfants aveugles dans de nombreux pays en développement.

Computer Aid International:
www.computeraid.org

ENDA, Sénégal: Les TIC pour le partage du savoir

En 2006, ENDA s'est associé à LEAD Afrique francophone pour exécuter un vaste projet de centres de ressources multifonctionnels à l'échelle sous-régionale par l'intermédiaire des associations nationales LEAD¹⁹. Toute l'année a été consacrée à la création de ces centres au Mali, au Sénégal et au Togo afin de permettre aux populations locales de bénéficier des services découlant d'une utilisation appropriée des TIC.

ENDA-LEAD a également organisé un atelier de renforcement des capacités pour les professionnels des médias et de la communication portant sur l'utilisation des TIC en décembre 2006 à Bangui, en République Centrafricaine.

En outre, pour surmonter les obstacles à l'accès aux échanges de savoirs communs, le projet Cyberpop²⁰ Open Knowledge Network (OKN) de ENDA a entrepris, tout au long de 2006, d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie visant à promouvoir la production d'un contenu plus important et un plus grand nombre d'échanges. L'objectif ultime de ce projet est de donner aux acteurs les moyens d'améliorer leurs capacités d'action et d'intervention pour le développement local.

ENDA: www.enda.sn



UN CENTRE DE RESSOURCES MULTIFONCTIONNEL EN ACTION. PHOTO: ENDA

¹⁹ fa.lead.org

²⁰ www.enda.sn/cyberpop/

ESLARED, Venezuela: Record mondial de connexion sans fil

En avril 2006, ESLARED a battu le record mondial de longueur de connexion sans fil en établissant une liaison sur 279 kilomètres à Merida, au Venezuela. Il ne s'agissait pas de figurer au livre Guinness des records, mais de montrer les possibilités des réseaux sans fil et d'encourager d'autres personnes à dépasser les limites dans le domaine de la connectivité sans fil.

Il ne s'agissait que d'un essai, mais cette expérience a prouvé que le mythe selon lequel il est impossible d'établir des liaisons sur de longues distances n'est que cela: un mythe. A la suite de cette réalisation, des projets concrets ont été créés pour relier des villes qui étaient coupées de l'internet jusque là, pour construire des réseaux parmi les organisations qui répondent à des besoins de base: écoles, hôpitaux et centres communautaires.

La production d'antennes manuelles a largement permis de réduire les coûts et d'étendre ces initiatives, tout en les rendant plus visibles. Les antennes donnent accès à l'internet et servent également aux communications vocales.

ESLARED: www.eslared.org.ve



JAVIER TRIVINO ET ERMANNO PIETROSEMOLI D'ESLARED CONSTRUISSENT UNE ANTENNE A EL BAUL A MERIDA, AU VENEZUELA. PHOTO: ESLARED.

FANTSUAM FOUNDATION, Nigeria: La technologie donne aux enfants vulnérables un soutien en ligne au Nigeria



LE SAMEDI MATIN AU CLUB INFORMATIQUE DES ENFANTS A KAFANCHAN. PHOTO: FONDATION FANTSUAM

En 2006, la Fondation Fantsuam a inauguré un service pour les enfants vulnérables dans le cadre du programme rural VIH/sida. Ce projet original répond au problème croissant des orphelins et des enfants vulnérables dans les collectivités rurales où Fantsuam travaille. Les TIC sont un élément central du projet et se sont révélés un moyen efficace de rejoindre les enfants qui sont confrontés à la pauvreté, à la faim et à des maladies très graves.

Les activités du club informatique des enfants se déroulent dans la région rurale de Kafanchan tous les samedis matin à partir de 10 h. «L'enthousiasme des enfants est tel qu'ils commencent à arriver dès 8 h du matin», a déclaré John Dada, coordonnateur de Fantsuam. «On organise des jeux, des lectures, des pièces de théâtre et on leur donne une formation informatique de base».

Mais ce n'est pas que du divertissement. Le club est une tribune de discussion ouverte entre les enfants eux-mêmes et avec le personnel de soutien au sujet de leur condition. «C'est au cours d'une de ces sessions que nous avons détecté pour la première fois un jeune de treize ans qui s'occupait de sa grand-mère invalide», a expliqué le personnel de Fantsuam.

Fondation Fantsuam: www.fantsuam.org

FORUM FOR MEDIA ALTERNATIVES (FMA), Philippines: Politiques, praxis et intérêt public

«Policy, Praxis and Public Interest: Engendering Strategic InfoComms Policy Research in the Philippines» est un projet de recherche dans le cadre duquel sept documents d'orientation sur les secteurs stratégiques de la gouvernance des TIC et les droits de communication ont été rédigés. Les secteurs stratégiques sont notamment la réforme du nom de domaine national (.ph), les logiciels libres et l'éducation, l'intégration du genre, les droits de propriété intellectuelle, la fracture numérique nationale et la participation de la société civile aux politiques de TIC.

On a eu recours à une approche collaborative et multisectorielle par laquelle les principaux acteurs de chaque secteur se sont réunis pour définir le programme de recherche et la stratégie. Les résultats de la recherche ont été présentés à une table ronde et à des ateliers de validation. Cette approche a permis aux parties prenantes de la société civile d'évoluer et de mûrir, un must en matière de plaider des politiques de TIC, pour leur suivi et leur mise en œuvre.

FMA: www.fma.ph

GREENNET, R.-U.: Une histoire en ligne qui remonte à vingt ans

L'année 2006 a marqué une étape importante dans l'histoire de GreenNet. Les partisans, les travailleurs, les utilisateurs et les amis de longue date se sont tous réunis pour une soirée mémorable célébrant vingt ans de réseautage collectif pour le changement social. Le blogue²¹ débordait de messages et de souvenirs; les gens de GreenNet ont eu la possibilité de revenir sur la vision et les efforts des tout premiers technophiles activistes et de voir les liens avec leur travail d'aujourd'hui.

En 2006, le développement du web a connu des changements puisque GreenNet s'est diversifié et a ajouté de nouveaux outils de gestion de contenu. De nouvelles solutions très intéressantes sont apparues pour les intranets de bureau, des sites web originaux pour les activistes, des modules de cartographie pour afficher de l'information géographique et des outils de réseautage communautaire. L'organisation s'est également intéressée davantage à l'accessibilité, à la création de sites comportant des menus plus faciles à explorer et utilisant un code plus lisse et sémantiquement correct.

Le fonds d'échange des membres d'APC (FEM) a ouvert de nouvelles possibilités de collaboration entre GreenNet et d'autres membres d'APC, notamment une formation en assistance GNU/Linux avec le membre espagnol d'APC, Pangea, et un échange de compétences en Drupal (système de gestion de contenu) avec le membre mexicain LaNeta. GreenNet a également aidé APC à se familiariser avec Londres. Il a animé deux grands événements en 2006: l'atelier sur les initiatives de politiques nationales de TIC en juin-juillet²² et la réunion sur la connectivité sans fil pour l'Afrique en décembre.²³

GreenNet: www.gn.apc.org

²¹ anniversary.gn.apc.org

²² rights.apc.org/policy_sites.shtml

²³ www.apc.org/wireless

GREEN SPIDER, Hongrie: Une autre Hongrie est possible

La principale réalisation de Green Spider en 2006 a été le lancement d'un nouveau portail communautaire, LMV!²⁴. LMV! est l'abréviation de Lehet Más a Világ!, qui veut dire «un autre monde est possible» – la devise du mouvement des forums sociaux mondiaux – en hongrois. Le portail est un espace où les activistes, les communautés, les ONG et autres peuvent partager de l'information sur leurs activités, leurs campagnes, leurs événements, leurs publications et d'autres projets. Les visiteurs du site peuvent ainsi participer activement à ces initiatives.

Green Spider: www.zpok.hu

ITEM, Uruguay: Nouveau visage et partenariat pour le portail des politiques de l'information et de la communication en Uruguay

A la mi-2006, ITeM a lancé de nouveau le portail uruguayen sur les politiques de TIC²⁵ et a rejoint ainsi la myriade de portails nationaux sur les politiques de TIC d'APC. Le programme législatif d'AMARC-Amérique latine est un chef de file dans le débat sur les politiques de TIC en Uruguay, d'où l'idée de travailler ensemble sur ce projet.

Le portail mesure les progrès et les reculs au niveau de la liberté d'expression, les médias communautaires, la législation et la participation du pays aux processus régionaux et internationaux. L'objectif? Promouvoir la participation de tous les secteurs aux processus des politiques grâce à une information approfondie et critique.

ITeM: www.item.org.uy

24 lmv.hu

25 infoycom.org.uy

JINBONET, Corée du Sud: La lutte contre l'accord de libre-échange Corée-E.-U.



MANIFESTATION CONTRE L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE COREE-E.-U. (KORUS FTA). PHOTO: JINBONET

En 2006, le réseau progressiste coréen, Jinbonet, a participé activement au mouvement d'opposition à l'accord de libre-échange Corée-E.-U. (KORUS FTA). Le projet d'accord donnerait lieu à un régime de protection de la propriété intellectuelle très restrictif, comme celui des E.-U. ou même plus rigoureux, une menace pour les droits du peuple coréen à la santé, à l'information et à la culture. Jinbonet a fondé la coalition coréenne de la société civile KORUS FTA sur les droits de propriété intellectuelle (KCSC)²⁶ afin de lutter contre les dispositions sur la propriété intellectuelle du traité commercial.

Jinbonet a également soutenu l'activisme en ligne pour mettre fin au FTA. Il a développé et géré le site web de l'alliance coréenne contre le KORUS FTA²⁷, qui a regroupé 282 syndicats, partis politiques, organisations de petits exploitants agricoles, ONG et organisations de mouvements sociaux. Jinbonet a apporté une aide technique pour les bulletins et le magazine web.

Dans le cadre de son combat contre les lois sur la propriété intellectuelle répressives, Jinbonet a participé à Korean-Wide Action on HIV/AIDS²⁸, un mouvement qui se consacre à la protection des droits des personnes qui vivent avec le VIH/sida. Le mouvement s'occupe principalement des brevets de médicaments, de l'octroi de licences obligatoires et du droit d'accès aux médicaments, ainsi que de la Loi coréenne sur la prévention du sida, qui porte gravement atteinte à la vie privée des personnes vivant avec le VIH/sida.

Jinbonet: www.jinbo.net

26 nofta-ip.jinbo.net

27 www.nofta.or.kr

28 www.aidsact.or.kr

LABORNET, E.-U.: Travail et révolution numérique

En 2006, LaborNet a participé à l'organisation de la conférence internationale LaborTech²⁹, qui a eu lieu en novembre à San Francisco. La conférence avait pour thème «La Révolution numérique et la stratégie médiatique des syndicats». Elle a réuni des activistes et des éducateurs de la vidéo, des ordinateurs et des médias qui s'appliquent à faire avancer les connaissances et l'utilisation de l'internet et du multimédia par les travailleurs et ouvriers. La conférence a été diffusée entièrement en baladodiffusion et toute une série de vidéos et de fichiers audio ont été téléchargés.

LaborNet a également soutenu l'initiative de lancement d'un réseau international de médias syndicaux qui proposerait des vidéos, de la musique, des dessins animés, des textes et des graphiques. Ce réseau a notamment pour tâche de lutter contre la fracture numérique par la formation et d'apporter la large bande internet publique à tous les pays et communautés.

LaborNet: www.labornet.org

LANETA, Mexique: Des femmes qui s'expriment grâce aux TIC



PARTICIPANTS AUX ATELIERS DE «AUTONOMISATION DES FEMMES PAR LES TIC» DE LANETA.
PHOTO: SYLVIA BARINGER

En 2006, LaNeta a largement investi dans la formation sur les TIC. L'organisation a présenté les outils Web 2.0 à plus de 600 représentants des organisations de la société civile dans tout le Mexique. Elle a mené à terme un processus de formation sur les TIC qui a duré un an et rejoint plus de 130 femmes dont la majorité avait plus de 35 ans et utilisait les TIC pour la première fois.

Dans le cadre des ateliers MUJEMTIC (Autonomisation des femmes par les TIC), LaNeta a répondu au besoin d'une formation pratique combinée à une réflexion et une analyse de la représentation des femmes sur internet et sur les questions de genre et TIC.

Les cours de formation ont été considérés comme un «espace de réflexion et d'apprentissage pratique sur la communication et l'internet pour les femmes» et l'analyse participative et collective y a joué un rôle déterminant. Les femmes se sont inscrites pour mieux comprendre la technologie et ont fini par «former un groupe uni qui s'est senti reconnu et conscient de ses compétences dans l'utilisation des TIC dans leurs organisations et leur vie personnelle», a fait observer la directrice de LaNeta, Olinca Marino.

Les logiciels libres ont suscité un intérêt considérable chez les femmes qui ont proposé la formation d'un groupe de soutien de leurs utilisatrices. La série d'ateliers a également porté sur l'accès à l'information et l'expression par la radio internet.

LaNeta: www.laneta.apc.org

29 www.labortech.net

NODO TAU, Argentine: Un télécentre participe au combat de la communauté pour l'inclusion sociale



LE TELECENTRE COMMUNAUTAIRE DE COBA EST SITUÉ DANS LES LOCAUX D'UNE COOPÉRATIVE.
PHOTO: NODO TAU

Depuis 2001, Nodo TAU s'est engagé dans la création de télécentres informatiques communautaires qui forment des hommes et des femmes et en particulier des jeunes. Les télécentres sont des espaces où on se sert d'un ordinateur et d'internet et dont l'objectif est de renforcer les projets exécutés par des organisations locales et de favoriser l'inclusion numérique. Nodo TAU aide les télécentres en assurant la formation de coordonnateurs et en offrant une assistance technique régulière.

Le télécentre communautaire le plus récent a été mis sur pied par une coopérative constituée de membres de la communauté indigène Toba. Ce nouvel espace a révolutionné la région où ils habitent: il n'y a pas de café internet dans cet endroit isolé et les hommes et les femmes font souvent l'objet d'une discrimination ethnique lorsqu'ils s'aventurent à l'extérieur. Les Toba croient que ce nouvel accès à l'information finira par les aider à sortir de leur exclusion sociale.

Nodo TAU: www.tau.org.ar

PANGEA, Espagne: La société civile catalane apprécie Drupal

En 2006, Pangea a continué de faire ce qu'elle fait le mieux: utiliser les outils informatiques dans son travail collaboratif. Un de ses objectifs était de fournir non seulement des programmes informatiques aux organisations de la société civile – dans le cadre de son engagement à l'égard des logiciels libres – mais également des méthodes pour optimiser leur potentiel.

Pour les néophytes, rien ne vaut une démonstration. C'est pourquoi Pangea a organisé un atelier sur Drupal afin que les associations voient ce puissant système d'administration de contenu en action. Le cours s'est poursuivi sur le web avec des compléments de formation virtuels. En outre, des documents pédagogiques (comme des exemples utiles de cas réussis, des liens, etc.) ont été mis à la disposition des organisations partenaires de Pangea et auprès du grand public³⁰.

Pangea: www.pangea.org

30 linux.pangea.org/ca/Apunts

RITS, Brésil:

RITS constitue une mosaïque latine

Dans le but de produire et de diffuser du contenu pertinent sur les réalités actuelles de l'Amérique latine de la perspective de la société civile, RITS, en partenariat avec d'autres organisations sud-américaines (dont d'autres membres d'APC), a lancé le portail d'information et de nouvelles appelé Social Mosaic³¹, en juillet 2006. Cette initiative fait partie du projet RitsLAC destiné à constituer un réseau régional d'organisations qui veulent intégrer et renforcer la société civile dans la région.

Les thèmes et les événements qui intéressent Social Mosaic ne sont pas le simple reflet de ceux couverts par les grands quotidiens et d'autres grands médias. «Nous allons créer notre propre programme de discussion en tenant compte des enjeux importants que les médias ou les programmes politiques nationaux pourraient négliger», déclarent les rédacteurs de Social Mosaic.

En plus de réduire le déséquilibre entre la quantité de contenu produit en anglais par rapport au contenu en portugais et espagnol, l'initiative renforce l'intégration régionale et contribue à réfuter le mythe qui veut que le Brésil lusophone est isolationniste, le dos tourné à la région latino-américaine essentiellement hispanophone.

RITS: www.rits.org.br



UNE ENTREVUE AVEC LA DIRECTRICE DU NATIONAL INSTITUTE FOR THE BLIND COLOMBIEN, MARY LUCIA HURTADO MARTINEZ, (EN PHOTO) PAR SOCIAL MOSAIC NE SE SERAIT JAMAIS RETROUVEE DANS LES PAGES DES MEDIAS TRADITIONNELS.
PHOTO: PAOLA ANDREA LIEVANO

SANGONET, Afrique du Sud:

Applications pratiques des logiciels libres mis en évidence à la deuxième conférence sur les TIC pour la société civile



LA DEUXIEME CONFERENCE DE SANGONET SUR LES TIC POUR LA SOCIETE CIVILE. PHOTO: SANGONET

La deuxième conférence annuelle sur les TIC pour la société civile de SANGONeT s'est tenue début mars 2006 à Johannesburg. De nombreux délégués ont exprimé leur enthousiasme et leur espoir que cet événement reviendra régulièrement sur le calendrier annuel des ONG d'Afrique du Sud.

Faisant fond sur le succès de l'événement de 2005, cette deuxième conférence a porté sur un large éventail de nouveaux services, solutions et applications des TIC pratiques et pertinentes au travail des OSC en Afrique du Sud.

Les objectifs de la conférence 2006 étaient de s'informer sur les expériences quotidiennes des OSC qui adoptent et appliquent les TIC, et de présenter et démystifier les applications susceptibles de renforcer davantage l'impact de leur travail. La conférence s'est particulièrement intéressée aux logiciels libres et à leurs applications.

SANGONeT: www.sangonet.org.za

STRAWBERRYNET, Roumanie: Sensibiliser à l'incidence des politiques de TIC sur la vie des Roumains



EMILIAN BURDUSEL (A GAUCHE) ET ROZI BAKO (AU CENTRE) DE STRAWBERRYNET PENDANT UN COURS DE FORMATION EN COMMUNICATION POUR LES ECOLOGISTES. PHOTO: STRAWBERRYNET

En 2006, StrawberryNet est restée fidèle à ses valeurs écologiques et a continué d'offrir des services internet, un soutien employant des logiciels libres et une formation sur les TIC pour les campagnes politiques portant sur l'environnement et les organisations de la société civile. Mais cette année, l'organisation a également élargi ses activités pour se consacrer davantage aux politiques de TIC.

De la législation sur le droit d'auteur à l'aspect politique des logiciels libres, StrawberryNet a créé le premier portail roumain sur les politiques de TIC³² (dans le cadre d'un réseau national de politiques soutenu par APC), en prévision de son lancement en 2007. Une bonne partie de son travail dans ce domaine porte sur les logiciels libres, les licences de contenu, l'inclusion numérique et d'autres questions associées aux politiques de TIC qui ont déjà une incidence sur la vie des Roumains. «Les droits d'auteur sont de mieux en mieux appliqués, en particulier pour les logiciels. Les gens ne sont pas informés des implications qu'ont les lois de droit d'auteur sur les logiciels et leurs alternatives», a déclaré Mihály Bakó, co-fondateur de StrawberryNet.

StrawberryNet: www.sbnet.ro

UNGANA-AFIKA, Afrique du Sud: Élargir et renforcer le réseau sud-africain des consultants sur les TIC dans l'optique du développement

Pour surmonter le manque de capacité en matière de TIC des organisations sans but lucratif, en 2006, Ungana-Afrika a élargi et renforcé le réseau des consultants sur les TIC dans l'optique du développement («eRiders») dans toute la région sud de l'Afrique. Il s'agissait de lancer des projets durables qui offrent un renforcement des capacités et un soutien en TIC aux organisations sans but lucratif de la région.

Le programme s'appuie sur l'expertise qu'Ungana-Afrika a acquise en aidant d'autres organisations à comprendre et mettre en oeuvre «eRiding» comme nouveau modèle pour répondre aux besoins en TIC des organisations sans but lucratif dans leur pays. Cette expertise vient de l'organisation d'ateliers, de cours de formation et de consultations en Afrique du Sud, au Mozambique, en Zambie, au Zimbabwe, au Swaziland et au Sénégal.

Ungana-Afrika: www.ungana-afrika.org



LES eRIDERS QUI VIENNENT DE TERMINER LEUR FORMATION EN ZAMBIE PARLENT DES MODELES A SUIVRE AU MOMENT DE METTRE EN ŒUVRE LEURS PROJETS. PHOTO: UNGANA-AFIKA

32 politic.ngo.ro

WAMANI, Argentine: Un nouveau site web dynamique réjouit le syndicat des enseignants

La Confédération des enseignants d'Argentine (CTERA) est un client de longue date de Wamani. En 2006, le site web de la confédération syndicale³³ a franchi un grand pas à la suite de la décision de réorganiser l'énorme volume d'informations accumulées au cours des années. Wamani a ainsi pu concevoir un nouveau site dynamique à la structure simple et facile à gérer.

Selon le directeur de Wamani, Carlos Álvarez, «les membres [du syndicat] étaient ébahis par la précision avec laquelle la restructuration de l'information a été effectuée et la facilité avec laquelle on entre les nouvelles données. Cet outil leur a permis d'utiliser un média jusqu'ici assez compliqué». La prochaine étape consistera à relier les activités de l'organisation par intranet. Mais ceci est une autre affaire.

Wamani: www.wamani.apc.org

WEB NETWORKS, Canada: L'alphabétisation dans des conditions difficiles



DES ENFANTS DU GUATEMALA APPRENNENT COMMENT ECRIRE DANS LA LANGUE K'ICHE' MAYA.
PHOTO: WEB NETWORKS

En 2006, Web Networks a réalisé un prototype de travail d'un outil en ligne original pour alphabétiser les pauvres de l'Amérique centrale et du Sud. «Yodigo»³⁴ incorpore l'approche de «transfert de fonds conditionnel» (qui récompense les apprenants par de l'argent ou d'autres incitatifs) dans un contexte d'apprentissage interactif sur vidéo qui peut être offert en ligne ou sur DVD.

Yodigo (une initiative lancée en 2005) a reçu de très bonnes nouvelles en 2006. Premièrement, elle est devenue complètement libre d'accès. «Nos partenaires de l'Amérique centrale et du Sud s'étaient ralliés aux principes des logiciels libres, et Web Networks a fait de même», a dit le directeur exécutif de l'organisation, Oliver Zielke. En 2006 également, Web Networks a commencé à travailler avec une association partenaire guatémaltèque, Ajb'atz' Enlace Quiché, pour produire des leçons Yodigo pour les apprenants en langue maya.

Web Networks: www.web.net

33 www.ctera.org.ar

34 www.yodigo.tv

WOMENSHUB, Philippines: Pour les travailleurs migrants à l'étranger, l'appel d'urgence se fait par SMS

En 2006, WomensHub a collaboré avec le Centre for Migrant Advocacy (CMA) – une ONG qui aide les travailleurs à contrat à l'étranger qui sont dans une situation particulièrement vulnérable – à mettre au point un projet de ligne de secours par SMS. Grâce à cette initiative, des messages texte (SMS) envoyés par des travailleurs philippins en détresse sont automatiquement acheminés au ministère philippin des Affaires étrangères pour une suite à donner à court terme, puis archivés dans une base de données pour un suivi et une analyse effectuée à plus long terme.

«L'aide d'urgence arrive par SMS», selon les promoteurs du projet. Elle vise spécialement les femmes travailleuses domestiques ou aide-soignantes dans des maisons privées et les travailleurs migrants irréguliers ou sans papiers. Les travailleurs philippins en TIC à l'étranger ont eux-mêmes contribué à la création du système.

WomensHub: www.womenshub.net

WOMEN'SNET, Afrique du Sud: Récits numériques pour la transformation sociale



LES CONTEURS NUMERIQUES SONT ENTHOUSIASTES PENDANT LEUR ATELIER DE MAI. PHOTO: WOMEN'SNET

Le projet Women'sNet Digital Stories³⁵ met la technologie directement dans les mains des femmes et des hommes ordinaires et leur donne les compétences voulues pour raconter leurs propres histoires, à leur façon. En mai 2006, un groupe de femmes s'est réuni pendant une semaine pour un atelier sur la narration. Ces conteurs ont rédigé leur propre texte et l'ont ensuite enregistré sur des magnétophones numériques pour créer une voix-off pour leur film. A l'aide de vieilles photographies qui leur avaient été données ou en prenant de nouvelles photos avec un appareil numérique, les femmes ont chacune produit un récit numérique de trois à cinq minutes. Ces histoires sont disponibles sur un DVD produit par Women'sNet et accompagné d'un manuel contenant des idées pour utiliser les récits et défendre les droits humains, l'éducation et la formation.

Ce processus va plus loin que le simple fait de raconter une histoire, il crée un espace dans lequel les femmes peuvent formuler leurs besoins et leurs intérêts à l'aide de la technologie, encourage et soutient la production de produits qui découlent des expériences des femmes en tant que productrices et conteuses.

Women'sNet: www.womensnet.org.za

³⁵ www.womensnet.org.za/services/digital_stories/digital_stories.html

WOUGNET, Ouganda: Faire du bruit avec les politiques de TIC

Depuis 2004, le programme Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA)³⁶ cherche à renforcer le contexte d'une adoption et d'une utilisation dynamique des TIC dans plusieurs pays d'Afrique. WOUGNET a rejoint le processus à la fin de 2005, et 2006 a été une année très active pour l'organisation sur le plan du plaidoyer pour les politiques de TIC.

WOUGNET s'est donné comme mots clés le genre et le renforcement des capacités. Ses membres ont tenu plusieurs ateliers, le premier pour eux-mêmes! Ils ont reçu une formation sur la méthodologie d'évaluation du genre (GEM) du Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC et ont ciblé ensuite les décideurs, les spécialistes en TIC et les journalistes. Ils ont également organisé un forum public où ils ont présenté les résultats d'une étude précédente.

«Maintenant, nous sommes forts. Maintenant nous comptons. Nous avons reçu un élan et avons montré aux décideurs que nous sommes sérieux. Nous avons fait du bruit et avons tenu des ateliers. Maintenant, ils savent», a conclu Goretta Amuriat, directrice du programme WOUGNET TIC.

WOUGNET: www.wougnnet.org

ZAMIRNET, Croatie: Contenu en ligne pour l'établissement de la paix

En 2006, ZaMirNET («za mir» signifie «pour la paix») a élargi le contenu de son magazine en ligne pour la société civile et la culture urbaine, ZaMirZINE³⁷, afin de présenter des thèmes ayant trait au passé du pays. Encore aujourd'hui, plus de dix ans après les dernières opérations militaires sur son territoire (pendant la guerre de 1991 à 1995), la République de Croatie ne possède pas de stratégie globale d'établissement de la paix qui aborde son histoire récente, marquée par la violence et les crimes de guerre.

Le traitement accordé par les médias traditionnels aux processus politiques et sociaux sert fréquemment certains intérêts politiques. La couverture a tendance à se concentrer sur les événements politiques protocolaires (ou les non-événements), sans donner ni analyse de fond, ni critique.

C'est pourquoi le comité de rédaction de ZaMirZINE a décidé d'insister sur des sujets traitant du passé pour sensibiliser le public aux concepts d'établissement de la paix et de justice transitoire. La colonne consacrée à ces sujets est produite en collaboration avec IzMir, une association d'anciens combattants croates pour la paix.

ZaMirNET: www.zamirnet.hr

36 www.catia.ws

37 www.zamirzine.net

REPertoire: GOUVERNANCE ET EQUIPE



LE CONSEIL EXECUTIF D'APC (DE GAUCHE A DROITE, ANDREW, DA, MARK, VALENTINA, MISI, OLINCA, NATASHA, DANILO, DANIJELA) S'EST REUNI EN PERSONNE DEUX FOIS EN 2006. PHOTO: APC

MEMBRES DU CONSEIL EXECUTIF EN 2006

(Octobre 2005-Octobre 2007)

Natasha Primo, Afrique du Sud (présidente)
 Olinca Marino, Mexique (vice-présidente)
 Danijela Babic, Croatie (secrétaire)
 Mark Graham, E.-U. (trésorier)
 Mihaly «Misi» Bako, Roumanie

Danilo Lujambio, Argentine
 Kong «Da» Sidaroth, Cambodge
 Valentina Pellizzer, Italie
 Suppléants: Andrew Garton,
 Australie et John Dada, Nigeria

REPRESENTANTS DU CONSEIL EN 2006

AFRIQUE

ALIN-EA, Kenya

James Nguo

ArabDev, Egypte

Leila Hassanin, Manal Hassan

ARCC, Kenya

Alfred Orimbo, David Wasonga

CECS, Afrique du Sud

Arnold Pietersen

ENDA-TM, Sénégal

Youba Sokona (jusqu'en octobre 2006),

Laye Kante et Masse Lo

(à compter de novembre 2006)

Fantsuam Foundation, Nigeria

John Dada, Kazanka Comfort

SANGONeT, Afrique du Sud

David Barnard, Fazila Farouk
(à compter de décembre 2006)

Ungana-Afrika, Afrique du Sud

Toni Elias, Ryan Jacobs (jusqu'en septembre 2006), Tshepo Thlaku (à compter d'octobre 2006)

Women'sNet, Afrique du Sud

Natasha Primo, Sally Shackleton

WOUGNET, Ouganda

Goretti Zavuga Amuriat, Milton Aineruhanga

AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES

CEPES, Pérou

Carlos Saldarriaga Vidalon (jusqu'en juillet 2006), Maicu Alvarado

Colnodo, Colombie

Julián Casasbuenas, Olga Paz

ESLARED, Venezuela

Edmundo Vitale, Ermanno Pietrosemoli

FUNREDES, République dominicaine

Daniel Pimienta, Senaida Jansen

INTERCOM-EcuaneX, Equateur

Jimmy Carrión

ITeM, Uruguay

Magela Sigillito, Pablo Accuosto

LaNeta, Mexique

Olinca Marino, Erika Smith

Nodo TAU, Argentine

Danilo Lujambio, Luis Martinez

RITS, Brésil

Paulo Lima, Carlos Afonso

Wamani, Argentine

Carlos Alvarez, Rodolfo Rapetti

AMERIQUE DU NORD (A L'EXCEPTION DU MEXIQUE)

Alternatives, Canada

Michael Lambert, Daphnée Dion-Viens

IGC, E.-U.

Mark Graham, Mitra

LaborNet, E.-U.

Steve Zeltzer, Erika Zweig

Web Networks, Canada

Oliver Zielke

ASIE-PACIFIQUE

Bytes For All, Asie du Sud

Partha Pratim Sarker, Zunaira Durrani (jusqu'en juillet 2006), Frederick Noronha (à compter d'août 2006)

c2o, Australie

Andrew Garton, Justina Curtis

Forum for Media Alternatives (FMA), Philippines

Alan Alegre

Institute for Popular Democracy (IPD), Philippines

Bobby Soriano

JCAFE, Japon

Onoda Mitoye, Okabe Kazuaki

JCA-NET, Japon

Fujino Satoshi, Hamada Tadahisa

Jinbonet, Corée du Sud

Oh Byoung-il, PatchA

Open Forum Cambodia, Cambodge

Kong Sidaroth et Norbert Klein (jusqu'en juillet 2006), Im Sokthy (à compter de décembre 2006)

VOICE, Bangladesh

Ahmed Swapan Mahmud, Farjana Akter

WomensHub, Philippines

Pi Villanueva

EUROPE

BlueLink, Bulgarie

Pavel Antonov, Milena Bokova

ChangeNet, Slovaquie

Norbert Brazda

ComLink, Allemagne

Stefan Hackenthal

Computer Aid International, Royaume-Uni

Tony Robrets, Sonia Sinanan

Econnect, République tchèque

Vaclav Klinkera

GreenNet, Royaume-Uni

Cedric Knight, Michael Moritz

Green Spider, Hongrie

Zoltan Varady, Robret Fridrich

Kiné (ex-Unimondo), Italie

Valentine Pellizzer, Denisa Gollino

Pangea, Espagne

Leandro Navarro, Assumpció Guasch (à compter de mars 2006)

StrawberryNet, Roumanie

Mihaly Bako

ZamirNet, Croatie

Danijela Babic, Lada Dobrovsak (jusqu'en avril 2006), Gabrijela Ivanov (à compter de mai 2006)

L'ÉQUIPE EN 2006

Equipe des systèmes de gestion

Directrice exécutive: Anriette Esterhuysen, Afrique du Sud

Directrice des opérations: Estelle Baker, Afrique du Sud

Directrice du développement de réseau: Karen Banks, Royaume-Uni

Assistante au développement de réseau: Vanessa Ourique Purper, Brésil

Coordonnatrice de la logistique: Mylene Soto Sol Cruz, Philippines (à compter de septembre)

Directrice des finances: Maya Sooka, Afrique du Sud

Assistante aux finances: Fatima Bhyat, Afrique du Sud

Directrice des communications: Karen Higgs, Uruguay

Coordonnateur de l'information: Frédéric Dubois, Allemagne

Rédactrice spécialisée: Analía Lavin, France/Uruguay

Coordonnateur de l'information technique/administrateur de système: Adolfo Dunayevich, Mexique (à compter de mai)

Coordonnatrice de l'information technique: Fatima Bhyat (jusqu'en avril)

Administrateur de système: RITS, Brésil (jusqu'en avril)*

Consultante en comptabilité et finances: Misty McWilliams, Afrique du Sud*

Soutien financier et logistique: Coco Belgarrab, Afrique du Sud*

Rédacteur: Frederick Noronha, Inde*

Directeurs de programmes

Programme d'appui aux réseaux de femmes: Chat Garcia Ramilo, Philippines

Programme des politiques de communications et d'information: Willie Currie, E.-U.

Programme d'usage stratégique et du renforcement des capacités: Ann Tothill, Australie (jusqu'en août)

Gestionnaire intérimaire du Programme d'usage stratégique et du renforcement des capacités: Riff Fullan, Canada/Suisse (à compter de septembre)

Equipes des programmes

Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC (PARF d'APC)

Coordonnatrice de APC-Femmes-Afrique: Jennifer Radloff, Afrique du Sud
Co-coordonnatrice de APC-Femmes-Afrique: Sylvie Niombo, Congo-Brazzaville (à compter d'avril)
Coordonnatrice pour la région Asie-Pacifique: Cheekay Cinco, Philippines
Coordonnatrice pour la région ALC: Dafne Plou, Argentine
Coordonnatrice pour la région Europe: Lenka Simerska, République tchèque
Coordonnatrice de GenderIT.org: Katerina Fialova, République tchèque
Coordonnatrice des prix Genre et TIC: Mylene Soto Sol Cruz, Philippines (jusqu'en août)
Coordonnatrice des communications: Erika Smith, Mexique
Rédaction en anglais pour GenderIT.org et recherche en plaidoyer pour les politiques: Jac sm Kee, Malaisie (à compter d'avril)
Coordonnatrice technique: Sarah Escandor Tomas, Philippines*

Programme des politiques de communication et d'information (PPCI)

Coordonnatrice de l'observatoire des politiques de TIC ALC: Valeria Betancourt, Equateur
Responsable de l'information pour l'observatoire des politiques de TIC ALC: Clio Bugel, Uruguay (jusqu'en décembre)
Coordonnatrice de recherche pour l'Afrique: Abiodun Jagun, Nigeria/R.-U. (à compter de mars)
Coordonnateur du contenu de l'observatoire des politiques de TIC Asie: Partha Pratim Sarker, Bangladesh/Canada (jusqu'en mai)
Rédacteur pour l'observatoire des politiques de TIC Afrique et pour Chakula: Alan Finlay, Afrique du Sud*
Chercheure pour la campagne EASSy et SAT-3 et contenu: Ory Okolloh, Kenya/ Afrique du Sud*

Programme d'usage stratégique et du renforcement des capacités (USRC)

Coordonnateur du partage du savoir: Karel Novotny, République tchèque
Coordonnatrice des responsables de projets/observatoires des politiques nationales: Anna Feldman, R.-U.
Gestionnaire de ItrainOnline: Ann Tohill, Australie/Afrique du Sud (à compter de septembre)
Rédacteur espagnol pour ItrainOnline: Adolfo Dunayevich, Mexique
Coordonnatrice du portail ItrainOnline: Erika Smith, Mexique (jusqu'en septembre)
Gestionnaire du projet sans fil: Ian Howard, Canada*
Coordonnateur de l'ActionKit: Zoltan Varady, Hongrie*

*Consultants et/ou personnel temporaire qui ont travaillé pour APC en 2006

LA COMMUNAUTE D'APC DANS LE MONDE

Événements où APC a été présente en 2006

8-18 JANVIER

Africa Source 2: Logiciels libres pour les communautés locales, Kalangala, Ouganda

14 JANVIER

Consultations du gouvernement britannique sur le suivi de la gouvernance de l'internet, Londres, R.-U.

17-19 JANVIER

Atelier sur la Méthodologie d'évaluation de genre (GEM) pour le projet de politique du Women of Uganda Network (WOUGNET), Kampala, Ouganda

19-20 JANVIER

Oxfam/Oxford Internet Institute (OII), eCampaigning Forum, Oxford, R.-U.

19-23 JANVIER

Forum social mondial (FSM) Afrique, Bamako, Mali

24-29 JANVIER

Forum social mondial (FSM) Amériques, Caracas, Venezuela

24-28 JANVIER

Atelier d'APC sur le sans fil pour la région francophone d'APC, Dakar, Sénégal

26-28 JANVIER

Réunion de l'alliance Building Communication Opportunities (BCO), Katmandou, Népal

30-31 JANVIER

Sommet de l'Innovation Funders Network 2006, San Francisco, E.-U.

2-4 FEVRIER

Consultation en Asie sur la planification stratégique en matière de plaidoyer, Bangkok, Thaïlande

2-4 FEVRIER

Réunion du Social Science Research Council (SSRC) et du Oxford Internet Institute (OII) sur l'innovation organisationnelle, Oxford, R.-U.

6-8 FEVRIER

Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA), formation des régulateurs 1A, Lusaka, Zambie

8-12 FEVRIER

Réunion du conseil de l'assemblée des membres de Isis-Women's International Cross Cultural Exchange (Isis-WICCE), Kampala, Ouganda

10-12 FEVRIER

Conférence internationale de la fondation Diplo: gouvernance de l'internet: The Way Forward, Malte

13 FEVRIER

Conseil économique et social (ECOSOC), Consultation sur la Commission des sciences et de la technologie pour le développement, Genève, Suisse

16-17 FEVRIER

Consultations des Nations Unies sur le Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI), Genève, Suisse

20-23 FEVRIER

APC/International Institute for Communication and Development (IICD), atelier de formation sur les politiques de TIC: Influencer les politiques de TIC à partir de la base: atelier de formation pour le TIC Bolivia Network, Santa Cruz, Bolivie

21-22 FEVRIER

Where to go from Tunis? Mise en œuvre et suivi du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et le rôle de la société civile dans ce processus, Copenhague, Danemark

23-25 FEVRIER

Deuxième conférence Idlelo sur les logiciels libres, Nairobi, Kenya

23-26 FEVRIER

Women's Information Technology Transfer (WITT), formation sur les logiciels libres, Prague, République tchèque

24 FEVRIER

Consultation du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur la consultation au sujet du Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI), Genève, Suisse

26-28 FEVRIER

International Association for Development of the Information Society (IADIS), conférence 2006 Web-Based Communities, Saint-Sébastien, Espagne

26-27 FEVRIER

Forum social mondial (FSM), réunion préparatoire en Asie du Sud-Est, Bangkok, Thaïlande

27 FEVRIER-4 MARS

Approches en collaboration et en réseau en matière de recherche et de politiques sur les politiques de communications globales, Bellagio, Italie

7-9 MARS

Deuxième conférence et exposition annuelles sur les TIC pour la société civile de SANGONeT, Johannesburg, Afrique du Sud

8 MARS

Association mondiale pour la communication chrétienne (AMCC), groupe sur le projet de surveillance des médias dans le monde, Buenos Aires, Argentine

10 MARS

Consultation sur le système de câble sous-marin de l'Afrique de l'Est (EASSy) pour les principales parties prenantes d'Afrique de l'Est, Mombasa, Kenya

14-26 MARS

Réunion du conseil exécutif et de l'équipe d'APC, Johannesburg et Ithala, Afrique du Sud

20-22 MARS

Réunion du conseil du programme Information pour tous de l'UNESCO, Paris, France

20-25 MARS

Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA), formation des champions 1A, Johannesburg, Afrique du Sud

24-29 MARS

Forum social mondial (FSM) Asie, Karachi, Pakistan

27-31 MARS

Réunion de l'organisation Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), Wellington, Nouvelle-Zélande

29-31 MARS

Réunion de la direction de Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA), Mombasa, Kenya

29-31 MARS

Atelier international de la Fondation Ford: Transformer les fenêtres en portes, Montevideo, Uruguay

31 MARS-2 AVRIL

Women, Action & the Media 2006: Making Noise, Making Change, Cambridge, E.-U.

2-4 AVRIL

9e conférence de Internet in Public Administration/Local and Regional Information Society (ISSS/LORIS), Prague, République tchèque

4-7 AVRIL

Atelier international sur Education, médias et travailleurs dans l'économie mondiale, Le Cap, Afrique du Sud

6-8 AVRIL

Lancement de la table-ronde Pays-Bas de la Society for International Development (SID) et 83è séance du conseil d'administration de la SID, La Haye, Pays-Bas

7-8 AVRIL

Réunion du conseil de Women's Initiatives for Gender Justice, La Haye, Pays-Bas

19-22 AVRIL

Réunion sur les politiques de TIC en Asie du Sud et réunion des membres d'APC Asie, Dhaka, Bangladesh

21-23 AVRIL

Conférence sur l'accès au savoir, Yale Law School, New York, E.-U.

24-27 AVRIL

Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC (PARF d'APC), atelier en Asie sur la Méthodologie d'évaluation de genre (GEM), Delhi, Inde

25-28 AVRIL

Atelier sur la gestion des réseaux internationaux pour le partage des connaissances, St. Gallen, Suisse

28-29 AVRIL

4e Forum ministériel sur la société de l'information Union européenne - Amérique latine et Caraïbes (UE-ALC), Lisbonne, Portugal

2-5 MAI

Conférence sur les ordinateurs, la liberté et la vie privée, Washington, E.-U.

4-7 MAI

Forum social européen (FSE), Athènes, Grèce

5-6 MAI

Réunion du groupe de travail sur l'évaluation des impacts de Building Communication Opportunities (BCO), Colombo, Sri Lanka

8-9 MAI

Forum international de Global Knowledge Partnership (GKP): Créer la prospérité par l'innovation, Colombo, Sri Lanka

9-11 MAI

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)/Union internationale des télécommunications (UIT)/UNESCO, symposium mondial sur la promotion de l'internet multilingue, Genève, Suisse

11 MAI

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), réunion sur la ligne d'action C4: Renforcement des capacités, Genève, Suisse

11 MAI

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), réunion sur la ligne d'action C6: Créer un environnement propice, Genève, Suisse

12 MAI

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), réunion sur la ligne d'action C8: Diversité et identité culturelles, Genève, Suisse

15-16 MAI

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), réunion sur la ligne d'action C5: Sécurité de l'information, Genève, Suisse

15 MAI

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), réunion sur la ligne d'action C11: Coopération internationale et régionale, Genève, Suisse

16 MAI

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), réunion sur la ligne d'action C1: Le rôle des gouvernements et de toutes les parties prenantes dans la promotion des TIC pour le développement, Genève, Suisse

16 MAI

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), réunion sur la ligne d'action C7: Administration électronique, Genève, Suisse

17 MAI

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), réunion sur la ligne d'action C7: Commerce électronique et cybertravail, Genève, Suisse

17-22 MAI

Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC (PARF d'APC), atelier sur la Méthodologie d'évaluation de genre (GEM), Sao Paulo, Brésil

18 MAI

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), réunion du groupe de la Commission de la science et de la technique au service du développement (CCAST), Genève, Suisse

18 MAI

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), réunion sur la ligne d'action C2: Infrastructure, Genève, Suisse

18 MAI

Public Interest Registry (PIR.org), réunion sur: Organizar 06: Internet y Sociedad en Ecuador, Quito, Équateur

19 MAI

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), réunion: consultations sur le Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI), Genève, Suisse

22-23 MAI

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), réunion du groupe consultatif sur le Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI), Genève, Suisse

24-25 MAI

Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC), table ronde régionale Amérique latine et Caraïbes: Radio communautaire pour le changement social, Lima, Pérou

26-28 MAI

Atelier préparatoire d'APC des formateurs en technologie sur le sans fil d'APC, Londres, R.-U.

30-31 MAI

Conférence NetSquared 2006, San Jose, E.-U.

1-15 JUIN

Gender Research in Africa into ICTs for Empowerment (GRACE), atelier d'écriture, Durban, Afrique du Sud

5-9 JUIN

5e atelier d'inclusion numérique, Porto Alegre, Brésil

6-8 JUIN

Conférence asiatique sur le fonds commun numérique, Bangkok, Thaïlande

7-10 JUIN

Réunion de transmission sur les projets internationaux de distribution de vidéos pour le changement social, Rome, Italie

12-13 JUIN

Réunion de Telecentre.org sur les programmes éducatifs ouverts et la production entre pairs, Toronto, Canada

14-15 JUIN

Réunion du Global e-Schools and Communities Initiative (GeSCI), Dublin, Irlande

15-16 JUIN

Building Communication Opportunities (BCO), réunion d'évaluation des impacts, Londres, R.-U.

19-20 JUIN

Réunion de l'Alliance mondiale pour les TIC au service du développement, Kuala Lumpur, Malaisie

23 JUIN

Assemblée mondiale de CIVICUS, Glasgow, Ecosse

23-25 JUIN

Sommet iCommons, Rio de Janeiro, Brésil

24 JUIN

Centre pour la gouvernance internationale/ Fondation Diplo, réunion de suivi sur le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), Wilton Park, R.-U.

26-30 JUIN

Réunion de Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), Marrakech, Maroc

28 JUIN-2 JUILLET

Atelier d'APC sur le contenu national des portails de politiques de TIC, Londres, R.-U.

29 JUIN

Réunion de Global e-Schools and Communities Initiative (GeSCI), Londres, R.-U.

3-7 JUILLET

Genre, Agriculture et développement rural dans la société de l'information (GenARDIS), atelier sur le partage du savoir, Entebbe, Ouganda

3-6 JUILLET

Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA), réunion des animateurs et examen des résultats par rapport aux objectifs, Johannesburg, Afrique du Sud

3-28 JUILLET

Conseil économique et social (ECOSOC), séance de fond 2006, Genève, Suisse

11 et 17 JUILLET

Réunions des formateurs de l'atelier d'APC sur le sans fil pour l'Afrique du Nord, Ifrane, Maroc

12-16 JUILLET

Atelier d'APC sur le sans fil pour l'Afrique du Nord, Ifrane, Maroc

13-15 JUILLET

Centre sur les politiques internationales des TIC pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest (CIPACO), atelier sur la gouvernance de l'internet, Dakar, Sénégal

18-22 JUILLET

International Institute for Communication and Development (IICD), atelier: Tirer parti de l'expertise sur le développement de la formation en TICpD, Lusaka, Zambie

24-25 JUILLET

Atelier sur SAT3, Johannesburg, Afrique du Sud

24-28 JUILLET

Atelier sur la technologie de l'internet – Amérique latine et Caraïbes 2006, Quito, Equateur

27-29 JUILLET

Community Technology Centers' Network (CTCNet), 15^e conférence annuelle nationale sur les technologies communautaires, Washington, E.-U.

31 JUILLET-2 AOUT

Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC)/APC, réunion sur la radiodiffusion pour l'inclusion sociale, Montevideo, Uruguay

3-4 AOUT

Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA), réunion, Johannesburg, Afrique du Sud

3-4 AOUT

Big Brother Awards, Prague, République tchèque

17-19 AOUT

Atelier sur la Méthodologie d'évaluation du genre (GEM), Mexico, Mexique

20-25 AOUT

Les femmes et la société de l'information: Contexte mondial et outils pour permettre la participation à part entière des femmes en Amérique latine et la Fédération internationale pour le traitement de l'information (IFIP), World Computer Congress 2006, Santiago, Chili

21-26 AOUT

Conférence internationale Know How 2006: Tisser la société de l'information: une perspective sexospécifique et multiculturelle, Mexico, Mexique

25-27 AOUT

Journées d'étude d'Alternatives 2006, Montréal, Canada

31 AOUT-1 SEPTEMBRE

Oxford Internet Institute (OII)/Berman Institute, réunion sur le Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI), Oxford, R.-U.

31 AOUT-1 SEPTEMBRE

Réunion de Building Communication Opportunities (BCO), La Haye, Pays-Bas

3-5 SEPTEMBRE

Réunion de l'équipe de direction d'APC, Prague, République tchèque

4-5 SEPTEMBRE

International Institute for Communication and Development (IICD), atelier sur le renforcement du réseau Infodesarrollo.ec, Pueblo, Equateur

5-7 SEPTEMBRE

Alliance mondiale pour le savoir, réunion régionale Amérique latine et Caraïbes, Quito, Equateur

6-7 SEPTEMBRE

Réunion du conseil exécutif d'APC, Prague, République tchèque

11-15 SEPTEMBRE

Highway Africa, Grahamstown, Afrique du Sud

13-15 SEPTEMBRE

Women's Initiatives for Gender Justice, réunion du conseil, La Haye, Pays-Bas

25-26 SEPTEMBRE

Forum andin sur la société de l'information, Quito, Equateur

29 SEPTEMBRE-4 OCTOBRE

Réunion de l'équipe du projet L'informatique pour l'autonomisation rurale et la santé communautaire, et visites des sites du projet, Phnom Penh, Cambodge

6 OCTOBRE

Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA), réunion de suivi, Kampala, Ouganda

12-16 OCTOBRE

Séminaire de Feminist International Radio Endeavour (FIRE), San José, Costa Rica

15-16 OCTOBRE

Atelier d'évaluation et de planification d'InfoAndina, Lima, Pérou

16-19 OCTOBRE

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), suivi des lignes d'action, Paris, France

22-23 OCTOBRE

Society for International Development (SID), conférence internationale: Un an après le Sommet du Millénaire des Nations Unies – Sécurité mondiale et développement humain durable: Tenir nos promesses, Pays-Bas

22-25 OCTOBRE

Sommet d'AirJaldi 2006: Autonomiser les communautés grâce aux réseaux sans fil, Dharamsala, Inde

25-27 OCTOBRE

Congrès mondial sur la communication pour le développement, Rome, Italie

28-29 OCTOBRE

Réunion des partenaires de ItrainOnline, Rome, Italie

30 OCTOBRE-2 NOVEMBRE

Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI), Athènes, Grèce

6-7 NOVEMBRE

APC/Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dialogue et échange sur les options prometteuses et les enjeux critiques pour les politiques et le plaidoyer nationaux sur l'accès ouvert aux niveaux local et national, atelier pour l'Afrique de l'Est et du Sud, Johannesburg, Afrique du Sud

8-10 NOVEMBRE

Forum sur la recherche en TICpD pour contribuer aux Objectifs du millénaire pour le développement, Lima, Pérou

8-9 NOVEMBRE

Réunion des membres africains d'APC, Johannesburg, Afrique du Sud

9-11 NOVEMBRE

Réunion internationale sur l'argent et les mouvements, Oaxaca, Mexique

11-17 NOVEMBRE

Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC), 9e conférence mondiale, Amman, Jordanie

12-14 NOVEMBRE

Les femmes et les TIC, réunion du groupe de travail: Restructurer le développement: Structurer les TIC, Paris, France

17-19 NOVEMBRE

Conférence LaborTech 2006: La révolution numérique et une stratégie pour des médias syndicaux, San Francisco, E.-U.

17-18 NOVEMBRE

Conférence internationale Regulate! Connecter l'avenir: Stratégies de réduction des écarts dans l'accès aux télécommunications, Lima, Pérou

29 NOVEMBRE-3 DECEMBRE

Réunion des membres d'APC Amérique latine et Caraïbes et atelier sur les politiques de TIC, Montevideo, Uruguay

4-5 DECEMBRE

Building Communication Opportunities (BCO): APC/International Institute for Communication and Development (IICD), réunion d'évaluation des impacts, Johannesburg, Afrique du Sud

9-10 DECEMBRE

Réunion des parties prenantes, Renforcement des capacités en matière de sans fil pour la Phase 2, Londres, R.-U.

12-16 DECEMBRE

Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC (PARF d'APC), réunion d'évaluation 2006 et de planification 2007, Rome, Italie

PUBLICATIONS ET RECHERCHE D'APC

APC, *Charte des droits de l'internet* (version mise à jour), Montevideo, APC, octobre 2006.
rights.apc.org/documents/apc_charter_EN.pdf (anglais)
rights.apc.org/documents/APC_charter_ES.pdf (espagnol)
rights.apc.org/documents/APC_charter_FR.pdf (français)

Traductions en espagnol, français et portugais de Ramilo, C. et Cinco, C.,
Gender Evaluation Methodology for Internet and ICTs: A Learning Tool for Change and Empowerment, Philippines, PARF d'APC, août 2005.

Ramilo, C. et Cinco, C., *Metodología de evaluación con perspectiva de género para internet y TIC, Una herramienta de aprendizaje para el cambio y el empoderamiento*, Mexico, PARF d'APC, mars 2006.
www.apcwomen.org/gem/gemdownloads/GEM_ESPANOL_042006.pdf (espagnol)

Ramilo, C. et Cinco, C., *Méthodologie d'évaluation du genre pour l'internet et les TIC, Outil d'apprentissage pour le changement et l'autonomisation*, Mexico, PARF d'APC, mars 2006.
www.apcwomen.org/gem/gemdownloads/GEM_francois_042006.pdf (français)

Ramilo, C. et Cinco, C., *Metodologia de Avaliação com perspectiva de Gênero para projetos de tecnologia da informação e da comunicação. Uma ferramenta de aprendizagem para a transformação e o empoderamento*, Mexico, PARF d'APC, mars 2006.
www.apcwomen.org/gem/pdf/GEMPORTUGUES.pdf (portugais)

Traduction anglaise de Mottin-Sylla, M. H., *Fracture numérique de genre en Afrique francophone, une inquiétante réalité*, Sénégal, ENDA-TM, 2005.

Mottin-Sylla, M. H., *The Gender Digital Divide in Francophone Africa, A Harsh Reality*, Montevideo, APC, mai 2006.
www.genderit.org/resources/africa_gender_divide.pdf

DOCUMENTS DE FOND

Jensen, M., *L'accès ouvert, abaisser les coûts de la bande passante internationale en Afrique*, Johannesburg, APC, octobre 2006.

rights.apc.org/documents/convergence_EN.pdf (anglais)
rights.apc.org/documents/convergence_FR.pdf (français)

Souter, D., *Whose information society? Developing country and civil society voices in the World Summit on the Information Society*, Johannesburg, APC, octobre 2006.
rights.apc.org/documents/wsis_EN.pdf

Wild, K., *L'importance de la convergence dans le contexte des politiques de TIC*, Johannesburg, APC, octobre 2006.

rights.apc.org/documents/open_access_EN.pdf (anglais)

rights.apc.org/documents/open_access_FR.pdf (français)

Banks, K., Currie, W. et Esterhuysen, A., *The World Summit on the Information Society, An overview of follow-up*, Montevideo, APC, juillet 2006.

rights.apc.org/documents/wsis_followup_0506_EN.pdf (anglais)

rights.apc.org/documents/wsis_followup_0506_ES.pdf (espagnol)

APC, *Pousser, aiguillonner et aider, Réflexion d'APC à la suite du Sommet mondial sur la société de l'information*, Montevideo, APC, février 2006.

rights.apc.org/documents/apc_wsis_reflection_0206.pdf (anglais)

rights.apc.org/documents/apc_wsis_reflection_0206_ES.pdf (espagnol)

rights.apc.org/documents/apc_wsis_reflection_0206_FR.pdf (français)

RAPPORTS

Budlender, D., *Evaluation report on APC's Communications and Information Policy Programme*, avril, 2006.

rights.apc.org/documents/apc_cippevaluation_2005.pdf

CONTRIBUTIONS A D'AUTRES PUBLICATIONS

Fialova, K., «Associating gender with ICT policy» dans *i4d*, mars 2006.

www.i4donline.net/articles/current-article.asp?articleid=590&typ=Features

García Ramilo, C., «Beyond Tools, Technology as a Feminist Agenda», dans *Development Journal*, mars 2006.

www.palgrave-journals.com/development/journal/v49/n1/full/1100230a.html

Esterhuysen, A. et Greenstein, R., «The Right to Development in the Information Society» dans Jørgensen, R. (sous la direction de), *Human Rights in the Global Information Society*, Boston, MIT Press, juin 2006.

Pour plus de renseignements,

mitpress.mit.edu/catalog/item/default.asp?ttype=2&tid=10872&mode=toc

Betancourt, V., «Citizen participation in the era of digital development», dans *eGov Magazine*, octobre 2006.

www.egovonline.net/articles/article-details.asp?articleid=816&typ=Commentary

PARF d'APC, «Women's Rights and ICTs, The Know How Conference», dans *Gender & Development Journal*, juillet 2006.

Sabanes Plou, D., «El novio de mi hermana la controlaba con el celular», Buenos Aires, Artemisa Noticias, novembre 2006.
www.artemisanoicias.com.ar/site/notas.asp?id=46

VIDEO

APC, InsideAPC, décembre 2006.
www.apc.org/anglais/video/apc.mov

Malhotra, N., *Do Not Look at Porn...* [en ligne. Commandé par le PARF d'APC], octobre 2006.
www.genderit.org/en/index.shtml?apc=r90501-e95021-1

BULLETINS

APCNews et APCNoticias, bulletins mensuels généraux d'APC portant sur l'usage des TIC pour la justice sociale et le développement durable (anglais et espagnol).

Chakula, bulletin d'information sur les politiques de TIC en Afrique, produit par l'observatoire des politiques de TIC en Afrique d'APC.

Latin American and Caribbean Bulletin on ICT policy in the region, bulletin d'information sur les politiques de TIC en Amérique latine et dans les Caraïbes, produit par l'observatoire des politiques de TIC en ALC d'APC.

GenderIT.org, numéros thématiques sur le genre et les politiques de TIC distribué par courriel et fil RSS tous les deux mois. Questions liées au genre, couverture d'événements liés au genre et aux TIC.

ETATS FINANCIERS ANNUELS POUR 2006

BILAN AU 31 DECEMBRE 2006		
	2006 (USD)	2005 (USD)
ACTIF	1 641 234	1 453 517
Actif à long terme	2	1 203
Equipement	2	1 203
Actif à court terme	1 641 232	1 452 314
Comptes débiteurs	19 477	18 603
Revenu accumulé - consultations	1 907	-
Revenu accumulé - prêts	613 987	286 598
Espèces et quasi-espèces	1 005 861	1 147 113
ACTIF TOTAL	1 641 234	1 453 517
RESERVES ET PASSIF	1 641 234	1 453 517
Réserves et fonds de viabilité	644 065	378 372
Fonds de viabilité	602 771	313 300
Bénéfices non répartis	41 294	65 072
Passif à court terme	997 169	1 075 145
Comptes créditeurs	259 214	155 514
Revenu reporté de mise en œuvre des projets	-	308 495
Revenu reporté des prêts	737 955	611 136
TOTAL DES RESERVES ET DU PASSIF	1 641 234	1 453 517

RESULTATS POUR L'ANNEE SE TERMINANT LE 31 DECEMBRE 2006		
	2006 (USD)	2005 (USD)
REVENU	3 279 122	2 957 016
Revenu des prêts et contrats	3 161 769	2 866 834
Revenu gagné	117 353	90 182
Frais administratifs	-	4 950
Revenu des consultations	69 374	56 878
Intérêts	5 744	94
Frais d'adhésion	27 500	25 492
Commandites	6 013	-
Ventes et divers	8 722	2 768
DEPENSES	3 013 429	2 762 959
Rémunération des vérificateurs	11 400	8 600
Réunions (personnel, conseil et assemblée)	173 035	216 359
Dépenses de fonctionnement	79 661	71 092
Coûts du personnel	399 666	255 858
Dépenses liées aux programmes et projets	2 286 064	2 161 091
Téléphone et télécopieur	3 424	2 954
Traduction	8 069	5 242
Transport, hébergement et per diem	31 688	36 591
Site web (comprend la restructuration)	20 422	5 172
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'ANNEE	265 693	194 057

REMERCIEMENTS

Rédactrice du rapport annuel: Karen Higgs, directrice des communications d'APC
khiggs@apc.org

Merci à Analía Lavin pour tout le temps qu'elle a consacré à la coordination des sections sur les membres et les publications, Estelle Baker pour avoir contribué à inciter les auteurs à écrire et Vanessa Purper pour la compilation de la longue section sur les événements.

APC publiait auparavant des rapports annuels en anglais et en espagnol. En 2005, nous en avons produit une version imprimée en anglais. Les 500 exemplaires que nous avons imprimés n'ont pas suffi à répondre à la demande. C'est pourquoi cette année, nous aurons une version imprimée du rapport annuel en anglais, en espagnol et en français. Merci à nos traductrices préférées Clio Bugel et Danielle Elder, ainsi qu'à Frédéric Dubois et Analía Lavin d'APC qui ont collaboré avec elles pour que les traductions soient impeccables. Les publications imprimées d'APC ont toujours un aspect distinctif grâce à l'équipe de conception talentueuse de Monocromo de l'Uruguay. Merci à Lori Nordstrom pour son méticuleux travail d'édition.

Un remerciement spécial aux personnes suivantes pour leurs contributions à ce rapport:

L'équipe d'APC dans le monde entier
Anriette Esterhuysen, Afrique du Sud
Ahmed Swapan Mahmud, Bangladesh
Al Alegre, Philippines
Alfred Orimbo, Kenya
Andrew Garton, Australie
Anna Feldman, Royaume-Uni
Arnold Pietersen, Afrique du Sud
Assumpció Guasch, Espagne
Bobby Soriano, Philippines
Carlos Alvarez, Argentine
Daniel Pimienta, République dominicaine
Danijela Babic, Croatie
Dorothy Okello, Ouganda
Eiko Kawamura, Pérou
Erika Smith, Mexique
Ermanno Pietrosevoli, Venezuela
Fazila Farouk, Afrique du Sud
Florencia Roveri, Argentine
Frederick Noronha, Inde
Howard Lane, Royaume-Uni
James Nguo, Kenya
Janine Moolman, Afrique du Sud
John Dada, Nigeria
Karen Banks, Royaume-Uni

Laye Kante, Sénégal
Liz Probert, Royaume-Uni
Magela Sigillito, Uruguay
Maria Eduarda Mattar, Brésil
Maya Sooka, Afrique du Sud
Michel Lambert, Canada
Milena Bokova, Bulgarie
Misi Bako, Roumanie
Natasha Primo, Afrique du Sud
Nina Somera, Philippines
Olga Paz, Colombie
Olinca Marino, Mexique
Oliver Zielke, Canada
Pablo Accuosto, Uruguay
Paola Liévano, Colombie
Partha Pratim Sarker, Asie du Sud
PatchA, Corée du Sud
Robert Fidrich, Hongrie
Sonia Sinanan, Royaume-Uni
Stephen Campbell, Royaume-Uni
Steve Zeltzer, Etats-Unis
Toni Elias, Afrique du Sud
Tshepo Thlaku, Afrique du Sud
Vanessa Purper, Brésil
Willie Currie, Etats-Unis

Et à tous les autres représentants d'APC qui nous envoient régulièrement des comptes rendus de leurs activités afin de favoriser l'utilisation des TIC par les groupes de la société civile dans le monde.

APC aimerait remercier les agences et organismes donateurs suivants pour leur soutien à notre travail en 2006:

- **Agence suisse de développement et de coopération (SDC)**
Plaidoyer pour le genre et les politiques de TIC; soutien de base à APC
- **Centre de recherches pour le développement international (CRDI)**
Renforcement des capacités de l'Afrique pour la connectivité sans fil communautaire; Renforcement des capacités et soutien institutionnel; Recherche sur le genre en Afrique: TIC pour l'autonomisation (GRACE); projet GenARDIS; évaluation du projet GenARDIS; Making EASSy Easy: réunion sur les médias et les politiques de TIC; Wireless Going Forward: réunion avec tous les partenaires en matière de sans fil; Méthodologie d'évaluation de genre (GEM) II; atelier GEM en Asie; projet Harambee
- **Centre technique pour la coopération agricole et rurale (CTA)**
Projet GenARDIS
- **CISCO**
Renforcement des capacités de l'Afrique pour la connectivité sans fil communautaire (équipement sans fil pour les ateliers)
- **Département britannique pour le développement international (DFID)**
Alliance Building Communication Opportunities (BCO); Composante 1c Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA)
- **Evangelischer Entwicklungsdienst e.V. (EED)**
Portails des politiques nationales de TIC
- **Fondation Ford**
Soutien de base au PPCI
- **Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries (Hivos)**
Projet d'observatoire des politiques de TIC (soutien de base au PPCI et à APC-Femmes-Afrique); projet GenARDIS
- **InfoDev**
Atelier de dialogue sur les politiques et de réalisation d'un consensus: «Expanding Affordable Access in Africa»
- **Ministère hollandais des Affaires étrangères (DGIS)**
Soutien de base à APC
- **Open Society Institute (OSI)**
Renforcement des capacités de l'Afrique pour la connectivité sans fil communautaire; Communications en ligne protégées; Accès ouvert et à faible coût à EASSy: consultation pour les principales parties prenantes; Réunion de planification de la Phase II de Capacité de l'Afrique dans les technologies sans fil
- **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**
Module IMARK «Création de communautés et de réseaux électroniques»
- **Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)**
Atelier de dialogue et d'échange sur les politiques d'accès ouvert et plaidoyer en Afrique de l'Est et du Sud

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ActionApps	Système de gestion de contenu en ligne développé par APC
ALC	Amérique latine et les Caraïbes
ALIN-EA	Arid Lands Information Network-Eastern Africa, Kenya*
AMARC	Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires
AMTD	Alliance mondiale pour les TIC et le développement
APC	Association pour le progrès des communications
ARCC	African Regional Centre for Computing, Kenya*
BCO	Alliance Building Communication Opportunities
c2o	Community Communications Online, Australie*
CATIA	Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique
CECS	Community Education Computer Society, Afrique du Sud*
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CEPES	Centro Peruano de Estudios Sociales (Centre péruvien des études sociales), Pérou*
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
CRIS	Droits de communication dans la société de l'information
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale
DFID	Ministère du développement international du R.-U.
DGIS	Direction générale de la coopération internationale du ministère des affaires étrangères des Pays-Bas
EASSy	Système de câble sous-marin pour l'Afrique de l'Est
EED	Evangelischer Entwicklungsdienst (Service de développement de l'Église protestante), Allemagne
eLAC2007	Stratégie régionale de politiques de TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes, élaborée par les gouvernements
ENDA-TM	ENDA-Tiers Monde (Environnement et développement du Tiers monde), Sénégal*
ESLARED	Fundación Escuela Latinoamericana de Redes (Fondation des réseaux scolaires latino-américains), Venezuela*
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds d'échange de membres d'APC
FGI	Forum sur la Gouvernance de l'Internet
FMA	Foundation for Media Alternatives (Philippines)*
FOSS	Logiciels libres
FSI	Fournisseur de services internet
FSM	Forum social mondial
FUNREDES	Fundación Redes y Desarrollo (Fondation des réseaux et du développement), République dominicaine*
GEM	Méthodologie d'évaluation de genre
GenARDIS	Genre, Agriculture et Développement rural dans la société de l'information

GKP	Global Knowledge Partnership
GRACE	Gender Research in Africa into ICTs for Empowerment
Hivos	Humanistisch Instituut voor Ontwikkelingssamenwerking (Institut humaniste pour la coopération avec les pays en développement), Pays-Bas
ICANN	Internet Corporation for Assigned Names and Numbers
IGC	Institute for Global Communications, E.-U.*
IICD	International Institute for Communication and Development
IMARK	Information Management Resource Kit
IPD	Institute for Popular Democracy, Philippines*
ITeM	Instituto del Tercer Mundo (Institut du tiers monde), Uruguay*
JCAFE	Japan Computer Access for Empowerment, Japon*
MMTK	Kit de formation multimédia
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
ONG	organisations non gouvernementales
OKN	Open Knowledge Network
OII	Oxford Internet Institute
OSC	organisations de la société civile
OSI	Open Society Institute
PARF	Programme d'appui aux réseaux de femmes d'APC
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPCI	Programme des politiques de communication et d'information d'APC
RITS	Rede de Informações para o Terceiro Setor (Réseau d'information pour le secteur tertiaire), Brésil*
SANGONeT	Réseau des ONG sud-africaines, Afrique du Sud*
SAT-3/WASC	Câble sous-marin de l'Atlantique sud 3/Afrique de l'Ouest
SDC	Agence suisse de développement et de coopération
SGC	Système de gestion du contenu
SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information
TIC	technologies de l'information et de la communication
TICpD	technologies de l'information et de la communication pour le développement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
USRC	Programme Usage stratégique et renforcement des capacités d'APC
VAW	violence faite aux femmes
VOICE	Voices for Interactive Choice and Empowerment, Bangladesh*
VoIP	Communication vocale sur protocole internet
WALC	Atelier de réseautage internet Amérique latine et Caraïbes
WOUGNET	Women of Uganda Network, Ouganda*

* Organisations membres d'APC

créativité réseautage responsable
participation développement durable
propriété locale renforcement des capacités démocratique libre
contenu ouvert changement social égalité membres
domaine publique communauté soutien des pairs international
collaboration TI abordables partenariats accès au savoir
justice sociale transparence communication
respect focus global diversité
Sud



Rapport annuel 2006

www.apc.org

Association for Progressive Communications
Asociación para el Progreso de las Comunicaciones
Association pour le progrès des communications

Executive director's office ☎ Oficina de la directora ejecutiva ☎ Bureau de la directrice exécutive
PO Box 29755, Melville 2109, Afrique du Sud ☎ Tél/fax: +27 11 726 1692 ☎ Courriel: info@apc.org